

Libération

EUROPÉENNES LES ÉCOLOS PRENNENT L'EAU

Cinq ans après la vague verte qui avait déferlé sur le Parlement de Strasbourg, les partis écologistes peinent à se faire entendre. En France, la liste portée par Marie Toussaint lutte pour ne pas tomber sous la barre fatidique des 5%.

PAGES 2-5

Romans noirs

PAGES 24-28

Olympiade culturelle

L'art tire son épingle des Jeux

SUPPLÉMENT - 8 PAGES CENTRALES

Plainte pour viol d'Isild Le Besco contre Benoit Jacquot «Une nécessité morale»

INTERVIEW PAGES 10-11



- PUBLICITÉ

FESTIVAL DE MARNE

DU 27 SEPTEMBRE
AU 19 OCTOBRE 2024

MC+SOLAAR YAMÉ CLARA YSE RAPHAËL DIONYSOS ALDEBERT CHRISTOPHE WILLEM SIMPLEMENT SELLER «AMOUR TOUJOURS» CREATION HOMMAGE À DANIEL LOICHOA SCHNEIDER ISAAC DELUSION ALAIN CHAMFORT ARTHUR TEBOL + BAPTISTE TROIGNON ELECTRO DELUXE SARAH McCOY DELGRES ANDRÉ MANOUKIAN.

TARIFS : 14€ - 22€ (HORS FRAIS) BILLETTERIE SUR FESTIVALDEMARNE.ORG - SEETICKETS.COM - DICE - PASS CULTURE



ÉDITORIAL

Par
PAUL QUINIO

Complexe

Y aura-t-il des écologistes français dans les travées du prochain Parlement européen ? Poser la question est en soi lunaire si l'on se souvient du succès enregistré par Yannick Jadot il y a cinq ans, arrivé avec 13 % en tête des listes de gauche. La menace est pourtant réelle de voir Marie Toussaint ne pas dépasser le seuil fatidique des 5 %. A quinze jours du scrutin, certains leaders écologistes tentent de se rassurer en misant sur la fin de la campagne, rappelant que personne n'avait vraiment vu venir la vague verte lors du dernier scrutin. D'autres se dé-

douanent en accusant les sondages de biaiser cette campagne. Les derniers se consolent en constatant que ces vents contraires soufflent dans la plupart des pays européens. Ce qui est vrai. Tous se grattent la tête pour résoudre ce paradoxe qui voit l'écologie politique reculer alors que le péril climatique se précise. Pour expliquer la déconvenue qui s'annonce, il faut bien sûr aller chercher des explications du côté de la culture politique dominante chez les Verts, plus avant-gardiste et contestataire que majoritaire. Accabler Marie Toussaint serait injuste et trop facile : la candidate connaît ses dossiers, même si ce casting se discute. Blâmer la conjoncture économique semble aussi un peu court, même si elle a pesé dans le fait que les soucis pour la « fin du mois » ont supplanté dans la tête de beaucoup de Français l'angoisse de la

« fin du monde ». La vraie raison est à chercher du côté de la poussée, en France, en Europe, dans bon nombre de démocraties libérales à travers le globe, de l'extrême droite et des idées réactionnaires. La transition écologiste est forcément complexe, suscite des résistances difficiles à contourner – les écologistes n'ayant pas toujours été les meilleurs ambassadeurs de ces changements. Le succès du populisme réactionnaire, lui, avec simplisme. Face à cette vague d'extrême droite qui s'annonce, et qui en France ouvrira dès le 10 juin la question de la prochaine présidentielle et donc d'un possible succès du RN, la réponse des écologistes ne pourra être de faire le dos rond en attendant des jours meilleurs. Il sera peut-être l'heure de réfléchir à la création, avec une partie du reste de la gauche, d'un vrai pôle social-écologiste de gouvernement. ➤

A dix jours des européennes, les Verts à moitié vides

Cinq ans après la vague verte en Europe, les sondages sont aujourd'hui de plus en plus défavorables aux écologistes. Entre timide prise de conscience environnementale et débat sur les coûts de la transition, tour d'horizon des difficultés rencontrées sur le continent.

Par
NELLY DIDELOT

Qu'elle semble loin l'euphorie de 2019, la vague verte, alors, avait déferlé sur les urnes dans toute l'Europe du Nord-Ouest. Désormais, elle reflue sèchement devant l'ombre de l'extrême droite et la transformation des mesures environnementales en punching-ball commode. Les écologistes risquent d'en payer le prix aux élections européennes. Il y a cinq ans, le groupe des Verts réunissait 74 élus au Parlement européen, ce qui en a fait pendant toute la mandature le quatrième groupe de l'hémicycle. D'après les projections, ils obtiendraient, à l'issue des européennes du 9 juin, entre 41 et 55 sièges, soit plus d'un tiers de perte. Signe des temps, ils seraient dépassés par les deux groupes d'extrême droite : Identité et Démocratie et les Conservateurs et Réformistes européens.

Les résultats de 2019 avaient été exceptionnels pour les écologistes, même pour un scrutin qui leur a souvent réussi. Ils avaient largement progressé en Allemagne, en Finlande ou en Irlande, portés par un contexte favorable, fait de marches pour le climat et de l'engagement des jeunes. Les Verts pesaient sur le débat public et l'urgence environnementale ne semblait plus pouvoir être ignorée. Cinq ans plus tard, les écologistes en grève pour le climat ont été remplacés par des cortèges d'agriculteurs en furie, que les politiques de tous bords ont voulu ama-

douer en taillant dans les mesures environnementales.

« En 2019, les partis écologistes avaient réuni 12,4 % en moyenne dans les pays où ils se présentaient, contre environ 8 % en 2014. C'était donc une forte augmentation, rappelle Daniel Boy, directeur de recherche émérite au Cevipof, le centre de recherches politiques de Sciences-Po. Aujourd'hui, les sondages évoquent une tendance au recul généralisé, particulièrement marquée dans les pays où l'écologie était forte comme en Allemagne ou même en Belgique. » Pour les Verts, cette perte d'emprise sur leurs bastions traditionnels, qui se manifeste jusque dans les pays nordiques, est d'autant plus inquiétante que leur géographie électorale n'a pas beaucoup évolué. L'est et le sud de l'Europe restent souvent dépourvus de partis écologistes dignes de ce nom.

SOURCE DE CLIVAGE ET DE FRUSTRATION

Les choses commencent doucement à bouger, mais de manière assez marginale. Au Portugal, le parti vert Livre pourrait obtenir un siège. Pour la première fois depuis dix ans, au moins un eurodéputé écologiste pourrait être élu en Europe centrale et orientale. Voire trois : en Lettonie, en Lituanie et en Croatie, des formations progressistes qui ont récemment rejoint le Parti vert européen sont en bonne voie pour obtenir

Chez les Ecologistes français, «on ne sait pas où on va»

Coincée entre un PS en regain de forme et des insoumis solides, la liste de Marie Toussaint cherche sa voie. Au risque de passer sous la barre des 5% et d'être privée d'eurodéputés.

Il y a deux ans, en scellant l'accord de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), Jean-Luc Mélenchon renouait avec son ancienne famille socialiste et dessinait le futur de la gauche. «Je ne veux pas tuer le PS, disait-il à son premier secrétaire, Olivier Faure. Nous sommes complémentaires.» Aux insoumis la gauche radicale, aux socialistes le centre gauche. «A terme, les deux forces, ce sera vous et nous, paraît le candidat à la présidentielle. Les communistes existeront tant qu'on le veut bien et les écologistes, je les siphonnerai et vous prendrez le reste. L'écologie politique à elle seule ne se suffit pas.» L'alliance aujourd'hui éclatée, quatre listes se font face à gauche. Les socialistes ont repris des couleurs, rangés der-

rière Raphaël Glucksmann, les insoumis consolident leur base et lancent, comme Manon Aubry dimanche sur France 3, un «appel à tous les écologistes», en leur disant que «la manière la plus sûre d'envoyer des députés écologistes au Parlement européen, c'est de voter pour [sa] liste». Les écologistes, eux, menacent d'être engloutis. Oscillant entre 5 et 7% selon les études, ils achèvent la campagne avec la peur de disparaître du Parlement européen. Et la «sûreté» du vote en leur faveur est la plus faible: 45% à peine selon le sondage de notre partenaire Viavoice (1). En interne, on se repasse la même histoire pour se rassurer: il y a cinq ans, tous les sondages sous-estimaient Yannick Jadot, finalement en tête de la gauche avec plus de 13%. «On a toujours dit que la campagne durait trois semaines. Les gens ne sont pas encore dans l'élection, tout est encore très volatile, assure-t-on au sein de la direction écologiste. Le vrai grand débat, c'est le 4 juin [sur France 2, ndr], c'est là que ça va se jouer.» Mais alors que le scrutin approche, certains admettent des doutes. «Valérie

Hayer [la tête de liste Renais-sance] est vraiment mauvaise et Glucksmann a vraiment progressé. Si leurs courbes se croisent, ça peut nous siphonner», reconnaît un conseiller.

«DÉNIGREMENT»

Quelles que soient les sensibilités, on s'accorde sur le fait que Marie Toussaint, la tête de liste, «ne mérite pas». Il reste bien le souvenir embarrasé des déhanchés du cours de «booty therapy», enseignés sur la scène de son premier meeting. Certains admettent aussi que l'eurodéputée, qui souffrait d'un manque de notoriété, semblait mal à l'aise lors de ses débuts médiatiques, trop sur la réserve dans la joute politique. «Il fallait installer le match très vite avec Mélenchon, mais elle n'a pas voulu entrer dans la bataille», raconte un proche. Mais tout le monde salue aujourd'hui ses prestations lors des débats, son sérieux et sa maîtrise des dossiers européens. Les écologistes jugent que c'est surtout le contexte qui joue contre eux. «En 2019, c'était à qui est le plus écologiste», se souvient David Comand. A l'époque, Suite page 4

Le 22 avril dans les locaux du parti Les Ecologistes, à Paris. PHOTO ISA HARSIN, SIPA

un siège chacune. Mais si positifs qu'ils soient, ces timides réveils ne pèsent pas lourd dans la balance. L'écologie politique est en crise. Dans les pays où les Verts ont été associés au gouvernement, ils paient le prix de l'exercice du pouvoir.

«Les écologistes ont été le fer de lance de l'adoption de lois importantes, fixant par exemple des plans de décarbonation du secteur résidentiel en Allemagne [où ils gouvernent avec les sociaux-démocrates et les libéraux, ndr] ou des objectifs de réduction des émissions par secteurs plus ambitieux en Irlande [dans un gouvernement de coalition avec le centre droit], rappelle une analyse de The Economist Intelligence Unit. Cependant, ces initiatives n'ont pu être prises qu'après des compromis importants avec leurs partenaires de coalition plus conservateurs, aboutissant à une législation finale bien en deçà de ce que les défenseurs des Verts avaient espéré.» En parallèle, les mesures environnementales sont devenues source de clivage et de frustration. En Autriche, l'une des seules mesures imposées par les Verts, dans une coalition dominée par les conservateurs, a été d'instaurer une taxe carbone annuelle pour les conducteurs. Ses détracteurs l'accusent d'avoir fait grimper l'inflation.

Ce retour de bâton s'exerce paradoxalement aussi dans les Etats où les écologistes sont dans l'opposition. Là, ils paient les politiques environnementales européennes, jugées trop ambitieuses ou trop normatives. Aux Pays-Bas,

le plan de réduction des émissions d'azote, imposé par une décision de justice pour s'aligner avec le droit européen, a nourri le populisme du mouvement agrarien du BBB et le rebond de l'extrême droite menée par Geert Wilders. En Finlande, c'est la loi européenne de restauration de la nature qui a été accusée de nuire à l'industrie du bois. Le ton est le même dans les pays où les Verts sont marginaux. A Chypre, ce sont les mesures européennes pour réduire les émissions maritimes qui sont pointées du doigt. En Croatie, les réglementations pour éviter la surpêche. «Au cours des dernières années, les dégâts causés par le réchauffement de la planète ont été très visibles. Pourtant cela n'a pas accéléré le mouvement de prise de conscience, note Daniel Boy. Peut-être parce qu'à mesure que les problèmes environnementaux deviennent plus concrets, les mesures pour y répondre commencent aussi à toucher nos vies quotidiennes.»

Le recul est si généralisé qu'il menace le Pacte vert, la plus grande réalisation européenne en matière d'environnement et de climat, qui orchestre les mesures pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Pour calmer les agriculteurs en début d'année, les Vingt-Sept ont déjà réduit les ambitions environnementales de la politique agricole commune, en supprimant par exemple l'obligation de laisser une partie des terres en jachère. Avec une nouvelle majorité plus à droite au Parlement européen, le détricotage pourrait s'accélérer.

«On va souvent un peu vite en estimant que le Pacte vert serait né des élections de 2019 et de la demande exprimée par les électeurs. C'est en partie vrai mais ça a pu se produire rapidement parce qu'un terreau adéquat avait été mis en place par la Commission et les Etats membres, qui réfléchissaient déjà à une stratégie de long terme pour réduire les émissions, explique Phuc-Vinh Nguyen, chercheur en politiques de l'énergie à l'Institut Jacques-Delors. Aujourd'hui, les gouvernements sont devenus frileux. La capacité à remettre les sujets environnementaux à l'agenda repose sur les citoyens.»

«MYRIADE DE PRÉOCCUPATIONS»

Mais en ont-ils la volonté? D'après le dernier Eurobaromètre, 88% des Européens continuent à soutenir l'objectif européen de neutralité carbone d'ici 2050. Mais le niveau d'adhésion a baissé dans 19 pays sur 27 par rapport à 2021, avec parfois des chutes importantes comme en Tchéquie, où il a diminué de 12 points. Les crises multiples qu'a traversées l'Union européenne ces cinq dernières années, du Covid à la guerre en Ukraine, ont dilué les inquiétudes environnementales. «En 2019, les priorités que les Français accordaient au mandat des eurodéputés étaient claires: changement climatique, chômage des jeunes, état de l'économie, relève Phuc-Vinh Nguyen. Aujourd'hui, les études d'opinion montrent une myriade de préoccupations,

dont aucune n'est partagée par au moins 50% de la population. Le climat n'a pas disparu mais il se mêle à d'autres choses.» Au-delà de la prise de conscience de l'urgence environnementale se pose la question du financement des mesures. «Dans tous les pays, la question de savoir qui doit supporter les coûts de la transition verte fait l'objet d'un débat acharné, note un rapport du Conseil européen pour les relations étrangères. Les craintes des Européens pour le climat ne semblent pas se dissiper, mais avec les inquiétudes croissantes sur le coût de la vie, ils sont moins disposés à supporter les coûts nécessaires pour créer un monde viable pour les générations futures.» Fin du mois et fin du monde s'entrechoquent avec d'autant plus de force que la hausse des prix de l'énergie s'est imposée brutalement. La crainte que les mesures du Pacte vert ne fassent monter ces tarifs encore plus haut s'est répandue, au point d'en faire un sujet de préoccupation dans presque toute l'Europe. «Nous sommes face à une question très difficile à résoudre, pointe Phuc-Vinh Nguyen. Comment opérer la transition environnementale dans un contexte d'austérité? Faut-il envisager un nouvel emprunt commun européen?» Face à l'habituelle réticence en la matière des pays frugaux, difficile d'imaginer qu'une telle solution puisse être acceptée sans un signal fort en faveur de l'écologie envoyé par les citoyens. A moins de deux semaines du scrutin, on peine à le voir venir. ■

Suite de la page 3 des milliers de jeunes défilant dans les marches climat. Aujourd'hui, «plus personne ne veut parler de contrainte écolo», note le même. Alors que les prix grimpent, rares sont ceux qui osent crier «fin du mois, fin du monde, même combat». Certains pointent aussi un effet Don't Look Up. «L'idée selon laquelle la science est une option parmi d'autres s'est développée», ajoute Yannick Jadot, qui affirme que l'extrême droite européenne a trois ennemis : «L'étranger, la féminité, et l'écolo.» L'ancien député européen José Bové pointe lui aussi un «dénigrement des écos devenus un sport, particulièrement en France».

«On a le vent de face», répète souvent Marie Toussaint. Mais les partis écos ne s'effondrent pas dans les mêmes proportions partout en Europe (lire page 2). «Ils sont tous en train de se défaire en disant que c'est partout pareil», s'agace une écolo qui pointe l'errance stratégique de son camp. «On ne sait pas où on va», admet un autre. Revendiquant un rôle de dénominateur commun, ils veillent, contrairement aux socialistes et aux communistes, à ne pas dire «Mélanchon, jamais». Au risque de l'illisibilité.

«AVANT-GARDE»

Au travers de ce débat sur les partenaires, l'éternelle question de la ligne se repose : faut-il assumer la radicalité ? Chercher la crédibilité ?

«Pendant cinq ans, j'ai été la voix de l'écologie, on portait la ligne qui gagne, qui consiste à accepter la société telle qu'elle est», estime Yannick Jadot. Notre rôle n'est pas de flatter nos militants mais de convaincre ceux qui doutent. Mais cette ligne a été abîmée par mon score à la présidentielle. En 2022, quelques mois après cet échec, Marine Tondelier a pourtant été élue sur l'idée d'une écologie populaire. Mais aujourd'hui, si beaucoup louent son énergie, certains constatent que le parti se recroqueville.

Au début de l'affaire Bayou, l'ancien secrétaire national des écos, suspendu après avoir été accusé par son ex-compagne de «violences psychologiques», certains redoutaient déjà de voir leur parti s'enfermer dans une logique minoritaire. «On est face à un défi immense et on se retrouve à débattre de la vie intime de Bayou», affirmait une députée écolo, pourtant engagée sur ces sujets. On peut être dans une forme de jusqu'au-boutisme, mais à quel point la majorité ne nous comprend plus ? «Certaines prises de position sur des sujets sociétaux plutôt qu'environnementaux n'ont pas aidé, reconnaît José Bové. Certains ont donné le bâton pour nous faire battre.»

Dans les années 70, les écos émergent sur un terrain contestataire, qui s'incarne dans le mouvement antinucléaire, la lutte du Larzac ou les faucheurs d'OGM. Quand ils entendent dans le jeu électoral, il ne s'agit pas de prendre le

pouvoir mais d'alerter l'opinion. «Les écos sont animés par une culture d'avant-garde, analyse une collaboratrice écolo. Et il y a un plaisir à être dans l'avant-garde, ils n'ont pas envie de devenir mainstream. Donc plus leur discours prend, plus ils se radicalisent. Mais un parti qui n'est pas en recherche de majorité est condamné.»

«ON A RATÉ LA MARCHÉ»

Après les bons résultats des européennes de 2019 et les victoires à Lyon, Bordeaux ou Strasbourg lors des municipales de 2020, les écos ont pourtant eu l'ambition de changer de dimension. «On a raté la marche, admet un élu. On a eu énormément d'adhésions mais les gens repartent car on ne leur a pas fait de place.» Selon les chiffres consultés par Libé, entre 2022 et 2024, le nombre d'adhérents est passé de 12 300 à 7 800 personnes. «On a une culture de la lose, déplore le

«Plus le discours des Verts prend, plus ils se radicalisent. Mais un parti qui n'est pas en recherche de majorité est condamné.»

Un collaboratrice écolo

même élu. EE-IV, c'est un entre-soi, construit sur un habitus minoritaire.» Une référence aux travaux de la politiste Vanessa Jérôme, autrice d'une enquête sur le parti et ses militants. Pour certains, la vitalité des Écologistes ne dépend pas vraiment d'eux. «Une fois que la gauche est écosisée, est-ce que sa tripartition a encore du sens ? Interroge un socialiste. Les Verts sont une anomalie de l'histoire car il y avait une non-prise en compte de l'écologie ailleurs.» «Le vote écolo oblige les autres à investir le sujet, contredit Command. On en baisse, moins on en parle.» «On ne peut plus dire qu'il n'y a plus d'écologie sans écologistes, plus personne n'y croit à par eux-mêmes, déplore une ancienne élue écolo, aujourd'hui en rupture avec le parti. Ils sont dans la même situation que LR. Leurs idées sont mises en pratique par Macron, et leur base est proche de Zemmour. Côté écolo, les socialistes mettent en pratique, et la base va vers LFI. Il vaut mieux achever le parti que le sauver.» Yannick Jadot est bien moins sévère : «On a pensé qu'on allait remplacer la social-démocratie en lui mettant un dernier coup de talon aux municipales. C'était une erreur d'analyse. Un mouvement politique, ça ne meurt pas, ça se transforme.»

CHARLOTTE BELAÏCH

(1) Sondage réalisé en ligne du 20 au 21 mai, auprès d'un échantillon représentatif de 2 000 personnes.



Les Verts allemands, dont Terry Reintke (tout à gauche),

Au Parlement, cinq ans d'un groupe trop peu influent

Trop divisés, tournés vers les rivalités intranationales... Malgré leur nombre conséquent d'élus en 2019, les Verts n'ont pas réussi à imposer leur agenda, se désengageant des grandes réformes écos.

La clique qui menace les Verts aux européennes, annoncée par les sondages, sanctionnera d'une part la forte inquiétude des citoyens face au coût économique de la lutte contre le changement climatique, mais aussi les erreurs stratégiques d'un groupe mal dirigé, ce qui a réduit son influence

au sein du Parlement de Strasbourg et la lisibilité de son action.

En première analyse, les Verts semblent pourtant avoir marqué de leur empreinte la législature écoulée. Son grand œuvre est le «Pacte vert» ou «Green Deal», un énorme paquet de 150 textes (mais moins d'une centaine ont été pour l'instant présentés et tous n'ont pas été définitivement adoptés) visant à assurer la transition de l'économie européenne afin qu'elle soit neutre en émission de gaz à effet de serre d'ici 2050. Si le texte devrait être marqué de leur sceau, la paternité du Pacte vert ne revient pas aux écos, puisque c'est la chrétienne-démocrate allemande Ursula von der Leyen, présidente de la Com-

mission européenne, qui l'a annoncé en juillet 2019. Pire pour les Verts, l'idée lui a été soufflée par le chef de l'Etat français, Emmanuel Macron, qui voulait promouvoir son propre agenda, donner un cap au nouvel exécutif européen et lui assurer une majorité au Parlement.

«Marginalisé». C'est à ce moment-là que le groupe des Verts a commis une erreur stratégique en refusant de faire partie de la nouvelle majorité entre les conservateurs du PPE (premier groupe politique), les socialistes et Renew, fondé par La République en marche, respectivement deuxième et troisième groupes, ce qui l'a conduit à s'opposer à la nomination de Von

der Leyen, à s'abstenir lors de l'investiture de l'ensemble de la Commission et, pire, à voter en juin 2021 contre la «loi climat» fixant les objectifs de décarbonation, en arguant qu'elle n'allait pas assez loin. «Les Verts ont obéi à une logique assez classique : puisqu'il existe une majorité sans vous, vous n'avez que peu de chance d'apporter un supplément d'âme en y participant», analyse Simon Persico, professeur à Sciences-Po Grenoble. «Mais si on est dans une majorité, on peut peser, si on est dehors, on est marginalisé. Résultat, le Pacte vert a été porté au Parlement par Pascal Canfin, président de la commission environnement, certes ancien EE-IV mais passé à la majorité présidentielle», objecte Daniel Cohn-Bendit, qui a coprésidé le groupe Vert de 2002 à 2014. Ne pas appartenir à la majorité a aussi des conséquences en termes de postes politiques et administratifs et d'influence. Dans la seule commission qu'ils président, celle des transports avec Karima Delli, les Verts n'ont pas pesé d'un grand poids, faute d'être dans la majorité. «Les compromis se négocient sans eux», assène un eurodéputé de la majorité.

Ce refus s'explique par une culture d'opposition, puisque la principale délégation nationale, celle des Allemands (25 eurodéputés), était alors dans l'opposition à Berlin, tout comme la quasi-totalité de ses partenaires, notamment les Français (seconde délégation en importance avec douze élus). Un autre facteur, personnel, a joué : le coprésident du groupe belge Philippe Lamberts déteste Emmanuel Macron dont il a fait, depuis 2017, son principal adversaire. Or Ursula von der Leyen est la candidate du chef de l'Etat français qui l'a littéralement inventée en sortant son nom de nulle part contre le candidat du Parlement, Manfred Weber, patron allemand du PPE.

Cohésion. Résultat, les Verts, qui présentent l'Allemande Terry Reintke et le Néerlandais Bas Eickhout pour la présidence de la Commission, n'ont pas pu tirer les bénéfices politiques de leur victoire idéologique. Le Parlement européen n'allait-il pas consacrer une bonne partie de la législation à traduire en actes ce qu'ils réclamaient depuis des décennies ? Comme l'explique Awenig Marié, chercheur en sciences politiques à l'Université li-



candidature des écolos à la Commission européenne, le 13 mai à Berlin. PHOTO ANNEGRET HILSE REUTERS

BILLET

Conviction ou stratégie? Nouvelle tempête sous les crânes de gauche

Par **THOMAS LEGRAND**
Chroniqueur politique

Que faire? Sauver de la noyade la liste écologiste conduite par Marie Toussaint qui risque de n'avoir aucun élu (en dessous de 5%, pas de sièges) ou assurer à la liste socialiste-Place publique de Raphaël Glucksmann une avance substantielle pour espérer doubler la majorité présidentielle? Les électeurs de la sphère socialiste et écologiste, ceux, nombreux, qui entendent rétablir un rapport de force à gauche pour casser la domination insoumise issue du scrutin présidentiel, se grattent la tête.

Une majorité d'entre eux, selon les sondages étonnamment stables et concordants depuis plusieurs semaines, semble décidés à voter pour Raphaël Glucksmann, non pas grâce à un PS qui n'arrive pas à trouver sa place dans le paysage politique tripartite (insoumis-macronistes-RN) mais malgré lui. Les insoumis, du point de vue de l'électeur socialiste ou écologiste traditionnel, ne semblent plus si fréquentables tant que Jean-Luc Mélenchon, et les tenants de la stratégie du décibel et de la tension, occupent le devant de la scène.

Avec son discours plus équilibré et grâce au dynamisme renouvelé d'une social-démocratie teintée d'écologisme, Raphaël Glucksmann réussit à combler, dans ce scrutin, le vide socialiste béant dans le débat national entre les insoumis et la macronie. Sur le plan local, les socialistes et les écologistes – parfois avec les communistes – dirigent pourtant ensemble des régions, des départements et la plupart des grandes villes. Mais, sur le plan national, ces deux mouvements classiques de la vie politique, encombrés d'un passif au pouvoir, subissent de plein fouet la polarisation des débats imposée par le tout-info et les

réseaux sociaux. Le PS et Les Écologistes, de toutes évidences, ne sont pas faits pour TikTok. Qui pourrait leur reprocher? Mais Raphaël Glucksmann arrive, sans simplifier son propos, à surager dans cet univers numérique pourtant hostile aux promoteurs de la nuance. Marie Toussaint, elle, n'y parvient pas.

Une élection qui n'a que peu d'incidences sur la vie politique nationale (personne ne pense que le résultat du 9 juin au soir modifiera à court terme, en quoi que ce soit, ses conditions de vie) devrait permettre à chaque citoyen de gauche de voter pour ses idées sans s'encombrer de préoccupations stratégiques. Il devrait même ne se soucier que de la question européenne. Dans ce cadre, les partisans d'un souverainisme social se tourneront vers LFI, les électeurs qui estiment que l'Europe est le cadre supranational pertinent pour établir une politique écologiste ambitieuse donneront leur voix aux écolos.

Les électeurs sensibles à la spécificité humaniste et à la préservation du modèle social, à la défense de la démocratie libérale et d'une Europe-puissance qui défend partout les droits de l'homme, choisiront volontiers Raphaël Glucksmann. Mais, en réalité, tout n'est pas si simple. Et chacun sait que le tableau politique du 9 juin au soir ouvrira des perspectives pour l'élection présidentielle et pour une solution à gauche propre à réunir plus de 50% des suffrages au second tour. Il n'est bien sûr pas encore question de noms mais bien d'espaces politiques. A chacun de faire la part entre la conviction et la stratégie. La conviction n'étant d'ailleurs pas forcément l'ennemie de la stratégie. ➤

bre de Bruxelles, «sur les 16 900 votes nominaux de la législature, les Verts ont joint leurs voix à celles de la coalition majoritaire dans 81% des cas, un pourcentage qui grimpe à 95% dans le domaine environnemental et à 100% sur le budget alors qu'en 2014 et 2019, ce pourcentage ne dépassait pas en moyenne 69%». Il y a cependant eu quelques dissensions avec la majorité, notamment sur la politique agricole commune (58% d'approbation seulement), l'économie (69%) et les libertés publiques, dont l'immigration (74%).

Reste que les voix des Verts n'ont pas été nécessaires pour adopter les textes, sauf quand il y avait dissension entre le PPE, d'une part, les socialistes et Renew, d'autre part. Et là, selon Awenig Marié, «les Verts ont été indispensables pour constituer une majorité alternative de gauche pour 14% de l'ensemble des votes».

Autre fait notable durant cette législature, l'étonnante cohésion du groupe. «En moyenne, 98% des euro-députés verts ont voté avec la ligne majoritaire du groupe, le taux le plus élevé. Par comparaison, Identité et Démocratie, le groupe le plus divisé, n'atteint que 77%». Bref, les Verts ont montré leur capacité à parvenir à des

compromis en interne et aussi avec la coalition majoritaire. Mais pour un bénéfice politique proche de zéro. Pour Daniel Cohn-Bendit, «au Parlement européen, il faut faire de la politique et assumer publiquement les compromis que l'on fait». Or si le compromis est consubstantiel à l'Allemagne, où les Grünen gouvernent avec les socialistes et les libéraux depuis décembre 2021, ce n'est pas le cas en France. Résultat : «les Verts sont devenus inaudibles», selon l'ancien coprésident du groupe.

«Absents». Et les plantages de Philippe Lamberts, qui cultivait ses liens avec le très réactionnaire Manfred Weber, n'ont pas aidé le groupe à sortir de l'ambiguïté. Ainsi, le Belge a négocié en secret des places dans l'administration en échange de son ralliement à la candidature PPE à la présidence du Parlement, la Maltaise anti-avortement Roberta Metsola, qui a succédé à un socialiste en janvier 2022. C'est la révélation par *Libération* de cette magouille qui a fait échouer le deal, les Verts français exigeant alors que le groupe présente une candidature alternative. Même plantage lors de la tentative d'Ursula von der Leyen d'imposer en

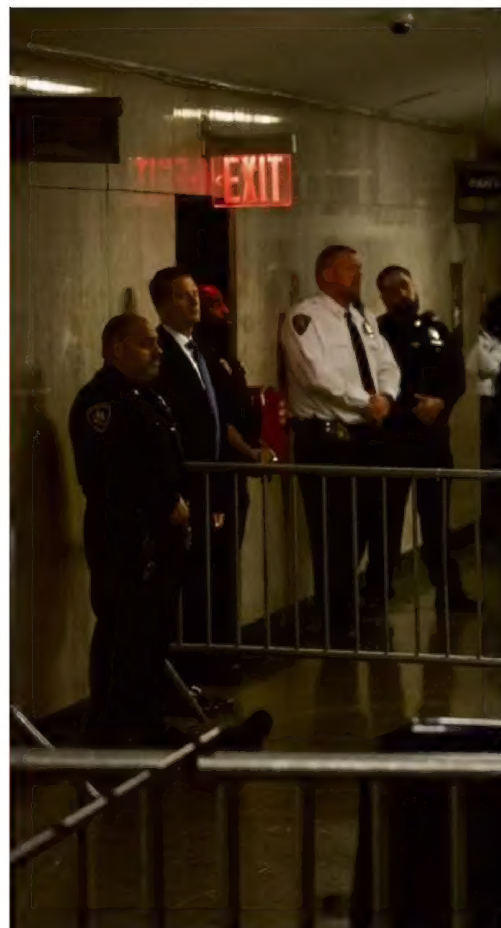
juillet 2023 une Américaine, Fiona Scott Morton, au poste d'économiste en chef de la direction générale de la concurrence. Après avoir signé une lettre commune avec le PPE, les socialistes et Renew protestant contre cette nomination qui violait les règles internes de l'Union, Lamberts a retiré son paragraphe.

Autre raté : en début d'année, lorsque les agriculteurs sont descendus dans la rue partout en Europe pour protester contre le Pacte vert, «les écologistes se sont mis aux abonnés absents», regrette Cohn-Bendit. Si c'est contre-intuitif, les Verts, même réduits à la portion congrue, pourraient avoir davantage d'influence dans le prochain Parlement européen. En effet, la coalition majoritaire, qui sera reconduite, devrait voir sa marge majoritaire se réduire de 65 sièges à moins d'une quarantaine. Pour lui redonner de l'air, «une alliance avec le groupe vert serait une bonne chose et les Grünen allemands ne veulent pas répéter l'erreur de 2019, reconnaît Pascal Canfin. Mais tout dépendra du PPE qui s'est considérablement durci sur le Pacte vert».

JEAN QUATREMER
Correspondant européen

Etats-Unis

«Donald Trump risque sérieusement d'être condamné»



L'ancien magistrat new-yorkais George Grasso a suivi les six semaines du procès de l'ex-président dans l'affaire «Stormy Daniels», qui s'est achevée mardi. Alors que les délibérations du jury sont en cours, il livre à «Libé» son analyse et ses convictions.

Recueilli par
JULIEN GESTER
Correspondant à New York

Avocats et procureurs ont pris tout leur temps pour rebattre une dernière fois les cartes, mardi, dans le procès pénal à New York de Donald Trump. A la veille des ultimes instructions du juge et de l'entame des délibérations du jury, les deux parties ont, une à une, longuement revisité les faits égrenés depuis mi-avril, afin d'exposer, chacune à son tour, sa vérité en négatif de l'autre, dans cette affaire «Stormy Daniels» où Trump est accusé d'un tortueux échec de méfaits remontant à 2016 et sa toute première campagne présidentielle. Au cœur du dossier, il s'agit de démontrer ou de réfuter sa part de responsabilité dans des comptes mensongers, qui auraient à l'époque servi à maquiller en faux frais légaux l'achat du silence d'une star du X. Elle menaçait alors de torpiller sa campagne en livrant son récit d'une rencontre

sexuelle vieille de dix ans – que Trump nie encore et toujours, obstinément, sans forcément convaincre grand monde au-delà de ses partisans. Plus de dix heures d'une densité folle se sont ainsi écoulées, pauses pipi comprises, entre le début mardi matin des arguments de la défense et l'épluchage du réquisitoire fleuve prononcé par l'accusation jusqu'au bout du jour. L'une a plaidé «que toute campagne est une conspiration» (rien, donc, de représentable à cela) et martelé à 78 reprises en trois heures (selon le décompte de CNN)

que l'ex-avocat trumpien et témoin-phare des procureurs, Michael Cohen, était «le plus gros menteur de tous les temps», consommé qu'il est par son obsession hïer passionnelle, aujourd'hui vengeresse pour l'ex-président. De là, le vœu pieu formulé aux jurés d'un acquittement, «rite fait, bien fait». L'autre

camp, emmené par le procureur Joshua Steinglass, a rétorqué par «une montagne de preuves et témoignages concordants qui connectent l'accusé au crime, de [l'ex-patron de presse tabloïd] David Pecker et [la fidèle directrice de la communication de la campagne de Trump, puis à la Maison Blanche] Hope Hicks, jusqu'à ses propres employés et leurs documents, ses propres tweets, ses discours de campagne et ses mots fixés par un enregistrement» ou encore l'aveu d'un remboursement à Cohen, écrit noir sur blanc en bas de page

d'une déclaration légale de conflits d'intérêts en 2018. Il revient désormais au jury de s'accorder à l'unanimité – comme l'exige la justice pénale américaine – sur les 34 chefs d'accusation visant Trump pour autant d'entrées comptables, factures ou chèques, la plupart signés de sa main.



DR
INTERVIEW

Comme les douze jurés, l'ancien magistrat new-yorkais George Grasso n'a pas manqué une journée ni une heure d'audience en plus de six semaines passées à soupeser chacune des pièces et paroles versées au dossier, noircir des carnets de notes, et nous faire part, au hasard des ascenseurs et couloirs du tribunal, des franches fluctuations qu'a pu parfois suivre, d'un jour à l'autre, le cheminement de ses doutes, puis de sa conviction.

Que retenir-vous des ultimes argumentaires présentés au jury par chacune des parties, à commencer par les avocats de Donald Trump?

La défense a d'abord manqué de mordant dans sa plaidoirie, en s'aventurant d'entrée en terrain miné pour revenir sur le témoignage livré par Stormy Daniels et celui de David Pecker, ou s'attaquer aux éléments de preuve les plus confondants, avec chaque fois des arguments très faciles à réfuter. Le dernier acte a cependant été le plus convaincant, lorsque l'avocat de

Trump, Todd Blanche, a cherché à dynamiter la crédibilité de Michael Cohen à la lumière de son passif et de certaines de ses contradictions apparentes : surtout le coup de fil qu'il dit avoir passé à Trump via son garde du corps, Keith Schiller, le 24 octobre 2016 (à deux semaines de l'élection présidentielle, ndr) pour lui annoncer et lui faire valider le deal avec Stormy Daniels. Une version qui a été mise à mal lorsque la défense a démontré que Michael Cohen avait sans doute appelé Schiller pour se plaindre du harcèlement téléphonique qu'il subissait alors de la part d'un adolescent, même s'il maintient qu'il a aussi pu parler à Trump lors du même bref appel.

Cela a-t-il résisté selon vous à la longue réponse de l'accusation ? Le bureau du procureur a très bien répliqué, y compris par une démonstration convaincante sur ce point précis. Il a su exposer combien Cohen était à la fois un témoin imparfait, faillible, présentant des défauts incontestables, et en même



Donald Trump
à la cour pénale
de Manhattan
à New York, mardi.
YUKI IWAMURA, AFP

temps crédible sur les points clés incriminant Trump. Ceux-ci sont en effet corroborés par de nombreux autres éléments du dossier, que l'accusation a su ordonner et livrer sur un plateau d'argent au jury, lui offrant ainsi de bonnes raisons de surmonter les problèmes de crédibilité posés par Cohen. Le procureur a aussi clairement démontré que le paiement de 130 000 dollars [120 000 euros, ndr] pour acheter le silence de Stormy Daniels, après les 150 000 dollars versés à [la mannequin et ex-maîtresse revendiquée de Trump] Karen McDougal et les 30 000 dollars à l'ancien portier de la Trump Tower, ont indiscutablement bénéficié à la campagne présidentielle de Trump. Et cet exposé présente au jury une base pour considérer ces dépenses comme des contributions illégales à une campagne électorale, en vertu des lois fédérales comme de celles de l'Etat de New York. Enfin, le réquisitoire a judicieusement insisté sur le *smoking gun*, ces preuves matérielles (irréfutable) et en effet – je le re-

joins – «*accablantes*», numéros 35 et 36: des documents qui portent respectivement l'écriture manuscrite d'Allen Weisselberg [directeur financier de la Trump Organization], Jeffrey McConney [contrôleur de gestion de l'entreprise] et Cohen lui-même, pour détailler le calcul et la logique aboutissant aux 35 000 dollars mensuels versés en remboursement de la somme avancée à Stormy Daniels, déguisée en honoraires d'avocat, bonifiée et doublée afin d'anticiper une future imposition. Je crois que cela a efficacement contredit et fait voler en éclats ce que l'avocat de Trump avait cherché à affirmer. Le procureur a peut-être été un peu long sur la fin, au risque d'épuiser l'attention du jury. Mais son travail s'est révélé très fort, et contient, je pense, les preuves nécessaires à une condamnation.

Même au-delà du camp Trump, cette affaire a été décriée, en amont du procès, parce qu'elle porte sur des soupçons plus anciens et moins lisiblement dis-

qualifiants que les trois autres procédures pénales qui visent l'ancien président. Avez-vous été étonné par la qualité de la démonstration faite par les procureurs ?

Je m'attendais à ce que l'accusation délivre un travail solide, et c'est ce qu'elle a fait. Il me semble toutefois qu'il demeure peut-être un peu

«Je crois que nous avons vu trop de preuves pour envisager raisonnablement que douze jurés puissent s'entendre à déclarer Trump non coupable.»

George Grasso
ancien magistrat

complexe de relier les différents points de la théorie sur laquelle s'édifient les chefs d'accusation, qui requiert d'établir un lien entre délits [de falsifications comptables] et intention de commettre un des faits décrits par l'accusation, qu'il s'agisse du financement illicite de campagne ou de l'infraction fiscale. A mon sens, tous les ingrédients sont là et emballés de façon convaincante par l'exposé final des procureurs, mais on demeure suspens à la question de savoir si ces 12 jurés-là croiront ou non au raisonnement qu'on leur a présenté pour connecter les différentes strates de l'affaire.

Bien qu'il appelle à la relaxe express de Donald Trump, son avocat n'a pas tant semblé chercher à faire la démonstration de son innocence qu'à plaider le «doute raisonnable», censé dissuader les jurés de le condamner. Croyez-vous un acquittement possible ?

Je crois que nous avons vu trop de preuves pour envisager raisonna-

blement que douze jurés puissent s'entendre à déclarer Trump non coupable. Le meilleur espoir de la défense réside dans un *hung jury* [jury bloqué], qui ne parviendrait pas à l'unanimité requise parce qu'un, deux ou trois jurés coïncident, estimant ne pas en avoir assez vu, ou que tout cela reste un peu confus pour convenir d'une condamnation. Si bien qu'il n'y aurait alors pas de verdict [un cas de figure où il reviendrait à l'accusation de solliciter ou non un nouveau procès, remis à zéro face à un nouveau jury]. C'est là une possibilité significative, et il ne me semble pas que Trump puisse viser mieux, alors qu'il risque sérieusement d'être condamné.

La complexité du dossier et le nombre de chefs d'accusation autorisent-ils à espérer un verdict rapide, peut-être d'ici la fin de la semaine ?

Honnêtement, je ne serais pas surpris que ces jurés, qui se sont montrés très investis et attentifs dans le suivi des débats, veuillent tenter d'en finir d'ici vendredi, histoire de s'épargner un week-end de plus avec ce poids au-dessus de leur tête. Nous verrons bien !

Quels tourments du procès en demeureront pour vous les plus décisifs ou marquants ?

Pour l'accusation, la révélation des deux preuves accablantes que j'évoquais précédemment, tenant lieu de *smoking gun* aux procureurs, et la totalité du témoignage de Michael Cohen, qui a su garder son calme et sa contenance pour présenter un récit, à mon sens, dévastateur. Le camp Trump a quant à lui marqué les esprits en semblant piéger le même Cohen sur le fameux coup de fil au garde du corps.

Mais on se souviendra tout autant de l'effondrement à la barre du seul témoin substantiel cité par la défense, [l'avocat proche de Rudy Giuliani] Robert Costello, qui a réduit la démonstration du camp Trump à un désastre, entre son attitude irrespectueuse du juge et ses déclarations toutes contredites par des documents qui étaient ses propres écrits, à l'époque de la campagne de pression dont Michael Cohen l'accuse [et à travers lui, Trump et Giuliani]. Les procureurs l'ont trop aisément démolé devant le jury.

Cet épisode a laissé nombreux d'observateurs perplexes. Et il a été suggéré que certaines stratégies dénotantes adoptées par la défense avaient pu l'être sur l'insistance de Trump ou afin de lui complaire, au risque de mal servir ses intérêts. Qu'en pensez-vous ?

C'est difficile à démontrer mais on ne peut pas l'exclure, au regard de ce qu'on a vu. Ce choix d'appeler Costello, en particulier, est pour moi vraiment incompréhensible de la part de ces avocats, qui soit ont tenté un coup de poker en espérant que l'un ou l'autre juré en retire quelque chose – mais quoi ? –, soit ont en effet cherché à satisfaire les attentes de leur client, comme certaines sources anonymes citées par les médias le laissent entendre. ➤

Par
ISMAËL HALISSAT
et **FABIEN LEBOUQC**

Au cœur du rapport parlementaire publié mercredi, et au terme de plusieurs mois de travail de la mission d'information qui l'a produit, il y a un dissensus entre les députés. Faut-il modifier la loi encadrant l'usage des armes par les policiers et les gendarmes, notamment dans le cadre de refus d'obtempérer, et revenir au cadre général de la légitime défense ? Cette question brûlante s'est posée jusqu'à l'Assemblée nationale après la mort de Nahel Merzouk, adolescent d'origine maghrébine tué d'une balle par un policier à Nanterre (Hauts-de-Seine) l'été dernier – la quinzième personne en quinze mois à mourir dans ces conditions. Pour y répondre, la commission des lois de l'Assemblée nationale a lancé, en octobre, une mission d'information. Ses deux rapporteurs, Roger Vicot (PS) et Thomas Rudigoz (Renaissance), ne sont pas parvenus à un accord, et formulent des recommandations distinctes : le premier est favorable à une restriction du cadre légal de tir, et le second préfère un statu quo. La législation actuelle provient d'une loi de février 2017, dite Cazeneuve, du nom de l'an-

cien ministre socialiste de l'Intérieur, devenu Premier ministre au moment du vote du texte. Celui-ci a créé l'article 435-1 du code de la sécurité intérieure, qui prévoit la possibilité pour les forces de l'ordre d'ouvrir le feu contre les occupants d'un véhicule qui n'obtempèrent pas à l'ordre d'arrêt et « sont susceptibles de perpétrer, dans leur fuite, des atteintes à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui ».

ALLONGER ET RENFORCER LA FORMATION DES POLICIERS
« Il ne faut pas laisser dans le cadre juridique des formulations qui pourraient faire penser que le cadre a été assoupli et l'usage de l'arme facilité », écrit le député Roger Vicot dans le rapport. Il souhaite, par la loi qu'il propose, retirer le caractère « susceptible » de la menace, et y insérer les adjectifs « manifeste » et « imminente ». Le socialiste s'appuie notamment sur l'audition de la magistrate Gwenola Joly-Coz, première présidente de la cour d'appel de Poitiers, qui estime que l'expression actuellement en vigueur « ouvre la porte à des interprétations permanentes » des policiers et des juges. Toutefois, Roger Vicot s'inquiète : selon lui, une réécriture du texte ferait courir « le risque bien réel de donner

médiatiquement raison aux pourfendeurs de la police ». A l'inverse, le corapporteur Thomas Rudigoz estime « qu'il ne convient pas de relancer un débat sémantico-juridique qui pourrait aboutir à semer davantage de confusion ». Pas de raison de changer la loi, donc, selon le député macroniste, qui « assume ne pas vouloir, symboliquement et politiquement, envoyer un message négatif aux forces de l'ordre qui se sont parfaitement approprié le nouveau cadre d'usage de l'arme », lit-on dans le rapport. Les termes de la loi sont « sans aucun doute imparfaits, mais comme le sont, pour d'autres raisons, tous les autres termes suggérés au cours des débats », relativise Rudigoz. Les deux élus s'accordent cependant sur plusieurs recommandations : allonger la formation des agents, ouvrir « les écoles de police à des formateurs issus du monde extérieur (historiens, sociologues, professionnels du droit) », ou encore « engager une réflexion sur le développement, en formation initiale et continue, de la gestion du stress et le désamorçage des conflits, en particulier dans des situations de contrôles routiers ». Les deux parlementaires s'entendent aussi pour « renforcer la formation des policiers à l'après-tir » (accompagnement professionnel et psychologique,

enseignement des procédures administratives et judiciaires) ». La première partie du rapport tente de quantifier l'évolution des refus d'obtempérer en France. Les auteurs observent « incontestablement une hausse tendancielle » des chiffres de la police et de la gendarmerie, mais sont bien en peine de l'expliquer. Dans ses travaux et lors de son audition, le docteur en sciences politiques Sebastian Roché avait pointé les

Pour expliquer la hausse des refus d'obtempérer, les auteurs pointent le permis à points, l'augmentation du trafic de stupéfiants, « une volonté croissante de transgresser et de défier l'autorité de l'Etat » ou encore l'« impact des jeux vidéo sur les jeunes ».

Refus d'obtempérer et légitime défense Un rapport, deux approches

La mission d'information parlementaire sur la hausse des refus d'obtempérer et l'usage de leur arme par les policiers, lancée après la mort à Nanterre de Nahel Merzouk, a publié ses conclusions mercredi. Mais les avis de ses deux auteurs sur la loi de 2017 s'opposent.



Le tir de police ayant causé la mort de Zyed B. à Nice en 2022. VIDEO AMATEUR

nombreux biais de cette comptabilité, en ce qu'elle repose, un peu comme toute statistique de la délinquance émanant des forces de l'ordre, sur l'«appréciation subjective» des agents. Ces derniers pouvant être plus ou moins sensibles à cette infraction (en l'espèce, plus du fait d'une médiatisation importante ou d'une consigne de leur hiérarchie par exemple. Mais «l'ensemble des auditions menées, des rencontres effectuées et des données communiquées amènent vos rapporteurs à s'inscrire en faux contre» l'analyse du chercheur, balaient les élus. Ils concluent à l'inverse que «le nombre de refus d'obtempérer serait, en réalité, davantage sous-évalué que surévalué», du fait de la «lassitude» des agents, et de la «lourdeur de la procédure» pour les enregistrer.

EXPLOSION DES CONTRÔLES ANTISTUPÉFIANTS

Quant aux causes de l'augmentation du nombre de refus d'obtempérer enregistrée par les forces de l'ordre, elles sont «plurielles», selon les députés. Pêle-mêle, il y aurait : la création du permis à points, l'augmentation du trafic de stupéfiants, «une volonté croissante de transgresser et de défier l'autorité de l'Etat» ou encore l'«impact des jeux vidéo sur les jeunes». Une cause pourrait aussi se nicher dans l'évolution du nombre de contrôles routiers effectués. D'un côté, les rap-

porteurs notent, au cours de la dernière décennie, une explosion du nombre de contrôles antistupéfiants (770 000 en 2022), mais une baisse du nombre de dépistages d'alcoolémie. A l'inverse, les contrôles routiers effectués par les policiers de voie publique reculent dans l'intervalle (348 000 en 2022), et ceux des gendarmes sont «stables». Conclusion prudente des rapporteurs : «établir une corrélation, ou pire encore une causalité, sur ce sujet [entre contrôles et refus d'obtempérer], dans un sens comme dans l'autre, apparaît ainsi extrêmement difficile...» D'où la recommandation suivante au ministère de l'Intérieur : «Mener un travail d'analyse qualitative des causes des refus d'obtempérer et des profils de leurs auteurs.»

Un chiffre, toutefois, demeure relativement faible : celui des accidents de la route liés à des refus d'obtempérer. Il y en a eu une cinquantaine par an depuis 2012, a indiqué la déléguée interministérielle à la sécurité routière à la mission d'information. En douze ans, entre un et neuf usagers de la route sont morts dans ces accidents chaque année (pour quelque 3 000 morts sur la route annuellement). Contactée, la sécurité routière ne nous a pas fourni le détail de ces chiffres. Aussi, sur la période, huit policiers et trois gendarmes ont été tués alors qu'ils intervenaient dans le cadre d'un refus d'obtempérer, écrivent les rapporteurs. ◆

«Chez les policiers, le principe de la course-poursuite prime»

Le député PS Roger Vicot, co-auteur du rapport parlementaire publié mercredi, va présenter une proposition de loi visant à modifier à la marge la loi Cazeneuve de 2017 ayant instauré un assouplissement des règles de tir.

Lancée en octobre, la mission d'information de la commission des lois de l'Assemblée nationale portant sur la «chasse du nombre de refus d'obtempérer et les conditions d'usage de leurs armes par les forces de l'ordre» publiait ce mercredi son rapport sur la question. Le député socialiste Roger Vicot, corapporteur, en a tiré une proposition de loi qui sera présentée dans la foulée, afin de modifier partiellement l'article 435-1 du code de la sécurité intérieure (CSI) qui a assoupli, depuis 2017, le cadre légal d'usage de leur arme par les policiers.

Au terme de cette mission d'information, vous proposez seulement une réécriture partielle de l'article 435-1 du CSI. Pourquoi ?

Cet article rappelle en préambule le cadre général d'ouverture du feu avec des conditions communes à la légitime défense : stricte proportionnalité et absolue nécessité. Il définit ensuite, en cinq alinéas, les différents cas possibles d'ouverture du feu. Quatre cas ne posent pas problème. Mais l'alinéa sur les refus d'obtempérer décrit un cas de figure assez large, et permet de tirer si le contrevenant est «susceptible de» commettre des atteintes aux personnes dans sa fuite. Cela veut dire qu'on laisse au policier l'appréciation de ce que le contrevenant est «susceptible de» faire plus tard. Je propose d'écrire que l'agent peut tirer si le contrevenant met en danger la vie d'autrui de manière «manifeste» et «imminente». Ces deux termes sont beaucoup plus contraignants que «susceptible de». Thomas Rudigoz [corapporteur de la mission, Renaissance, ndlr], avec qui j'ai très bien travaillé, dit que modifier la loi enverrait un mauvais message à la police... mais ce que je propose n'est pas un bouleversement considérable. **L'ancien ministre de l'Intérieur et Premier ministre Bernard Cazeneuve, qui est à l'origine du vote de cette loi, assure qu'elle n'a pas élargi le cadre légal d'ouverture du feu par les policiers. Vous êtes en désaccord avec lui ?**

Oui, cet alinéa a pu être compris comme une extension du champ de l'ouverture du feu. C'est la raison pour

laquelle je souhaite resserrer sa rédaction au maximum. J'assume d'avoir un désaccord avec Bernard Cazeneuve sur ce point. Tout comme je suis en désaccord avec ceux qui disent «la police tue», avec ce slogan qui inclut la police nationale dans son ensemble.

Trouvez-vous la situation actuelle inquiétante dans la police ?

Ce qui nous a vraiment frappés au cours de la mission d'information, c'est la différence de culture entre la police et la gendarmerie, sur la manière de concevoir leur intervention en cas de refus d'obtempérer, et plus largement sur l'espace public. Le rapport à l'arme, à la mission, à la hiérarchie, la manière de faire, la formation... Tout est différent. Les gendarmes appliquent aux refus d'obtempérer le principe du jalonnement : en aval d'un contrôle, il y a d'autres gendarmes stationnés, pour que le contrevenant soit interpellé quoi qu'il arrive. Leur idée est donc : «Nul besoin de tirer, puisque la personne sera interpellée un peu plus loin, ou un peu plus tard.» Chez les policiers, c'est

le principe de la «chasse» qui prime. C'est le mot qu'ils emploient pour désigner les courses-poursuites, même si certaines instructions de la police nationale tendent à les limiter.

Pourquoi ne pas avoir, au cours de votre mission, auditionné des victimes, ou des familles de victimes, tuées par la police lors de refus d'obtempérer ?

On a auditionné un avocat qui assiste ces personnes. Mais on n'a pas auditionné de victimes. Peut-être aurait-on dû le faire. Ça n'a pas été conscientisé. Avec ce rapport, on s'est peut-être éloigné de l'objectif initial, qui était l'évaluation des politiques publiques et de la loi Cazeneuve. Petit à petit, on a élargi à la formation, à la manière de faire des forces de l'ordre, etc. On aurait pu, on aurait peut-être dû, auditionner des familles de victimes. On a évoqué la possibilité de le faire, mais vers la fin, et c'était trop tard.

Pourquoi avoir tenu cette mission d'information à huis clos plutôt que de façon publique ?

Je suis un jeune député, élu depuis deux ans, et très sincèrement je n'en sais rien. Était-ce un choix du président de la commission des lois, Sacha Houlié (Renaissance) ? Est-ce que c'est la sensibilité du sujet ? Notez que ce n'était pas un huis clos pour les députés, puisqu'un député Rassemblement national est venu soutenir [le syndicat de police, ndlr] Alliance pendant son audition. J'aurais été plutôt ouvert à ce que nos travaux soient publics, retransmis. On n'a rien à cacher ni dans nos questions ni sur la manière dont les auditions se sont déroulées.

Recueilli par L.H. et F.L.



Le contrôle ayant causé la mort de Nahel Merzouk, en 2023 à Nanterre. VIDÉO AMATEUR

Recueilli par
ANNE DIATKINE
et **SONYA FAURE**
Photo
LUCILE BOIRON, MODDS

Elle a longtemps hésité, mais la comédienne Isild Le Besco vient finalement de porter plainte contre le cinéaste Benoît Jacquot pour «viol sur mineur de plus de 15 ans» et «viol», mercredi, à la brigade de protection des mineurs de la police judiciaire de Paris. Sa plainte s'ajoute à celle déposée par Judith Godrèche qui avait saisi la justice début février, motivant l'ouverture d'une enquête préliminaire portant «sur les infractions de viol sur mineur de 15 ans par personne ayant autorité». Isild Le Besco dit d'elle-même qu'elle «est obligée de [se] violenter» à nouveau en allant porter plainte, que la démarche lui est pénible, mais qu'elle sait qu'elle doit l'accomplir. S'il lui a fallu du temps pour parler, d'abord dans son livre *Dire vrai* (éditions Denoël), puis à la brigade des mineurs, c'est qu'Isild Le Besco ne voulait pas se trouver à nouveau piégée, opprimée par le rôle de victime. Mais c'est aussi parce qu'en dépit de leur différence d'âge et de son extrême jeunesse quand ils se sont rencontrés – elle avait 16 ans et lui 52 –, elle est sans simplification pour qualifier leur relation. Dans *Dire vrai*, elle écrit : «Son regard me portait et m'annulait en même temps.» Mais aussi, alors qu'elle n'est plus scolarisée, qu'elle a finalement peu ou pas de contact avec ses pairs : «Il avait créé en moi le besoin de lui parler.» Si un procès a lieu, il appartiendra à la justice de nommer ce qu'Isild Le Besco a appelé «*entrisme intime*» lors d'une récente interview à France Culture. Toujours dans *Dire vrai*, Isild Le Besco relate comment le cinéaste n'aurait cessé de la flatter tout en la disqualifiant : «Tu es trop intelligente pour aller avec les garçons de ton âge, puis tu es aussi trop spéciale, trop bizarre. Aucun autre garçon que moi ne peut t'aimer.» Isild Le Besco se décrit peu à peu ferrée, totalement dépendante du cinéaste. «J'étais comme addict à une substance que je savais nocive. Je reportais le sevrage à plus tard.» Elle n'a pas choisi le cinéaste, répète-t-elle, se sent «protégée par l'absence» de ses sentiments amoureux, mais vit pourtant dans la hantise qu'il la laisse tomber. Dans le bonus du DVD de *Sade*, le premier film qu'il tourne avec elle, entièrement axé sur une scène de défloration finale, Benoît Jacquot qualifie, quant à lui, la jeune actrice découverte par la cinéaste Emmanuelle Bercot de très «autonome» et «sauvage». Autonome, oui, elle nous le paraissait, quand, alors qu'elle avait à peine 20 ans, Isild Le Besco nous montrait son atelier de peinture où elle s'enfermait des heures durant sans téléphone ni contact extérieur pour peindre de grandes toiles. Ou encore quand elle signalait si jeune ses propres longs métrages *Demi-Tarif* et *Charly* puis plus tard *Ras-Fonds* et *la Belle Occasion* – elle a produit tous ses films.

ISILD LE BESCO

«J'utilise mon cas pour montrer que Benoît Jacquot a agi avec moi comme avec d'autres jeunes filles»

Quelques semaines après la publication de «Dire vrai», l'actrice et réalisatrice a décidé de porter plainte pour viol contre le cinéaste. La procédure judiciaire, qu'elle redoute, lui permet avant tout d'apporter son soutien aux femmes victimes de violences sexuelles.

Aucun storytelling chez Isild Le Besco qui dénonce «une emprise destructrice» à son égard tout en précisant que Benoît Jacquot n'occupe aujourd'hui ni ses pensées ni ses cauchemars. Est-ce parce que longtemps, selon son terme, elle a été «l'éponge» de la violence des personnes qui l'entouraient et notamment de celles qui auraient dû la protéger ? Aussi loin qu'elle remonte, elle se rappelle les coups qu'elle reçoit de ses parents, leur incapacité à prendre soin d'elle et de ses quatre frères et sœurs. Parents qu'elle n'accable cependant pas et, en particulier, elle rend grâce à sa mère qui a élevé la fratrie seule, dans le goût de l'exigence artistique. Aujourd'hui encore, quand on la rencontre dans un appartement au centre de Paris, et qu'on lui demande si Benoît Jacquot la frappait, comme il aurait frappé Judith Go-

drèche ainsi qu'elle le rapporte dans plusieurs témoignages, elle balade d'un geste de la main : «C'est vraiment la violence psychologique qui m'a détruite.» Vous avez finalement décidé, après une longue réflexion, de porter plainte pour viol contre le cinéaste Benoît Jacquot. Qu'est-ce qui vous a convaincue ? La nécessité morale. Avec cette plainte, ce n'est pas tant que j'attache Benoît Jacquot, mais que je soutiens les femmes qui le font et s'exposent ainsi publiquement. Moralement je m'y sens obligée, même si seule, je ne l'aurais pas fait. J'utilise mon simple cas pour montrer que Benoît Jacquot a agi avec moi comme avec d'autres jeunes filles. Que je fais partie d'un système. J'aimerais que tous les hommes qui agissent en prédateurs

tombent. Au fond, que Benoît tombe seul, je trouve ça injuste. D'autres hommes m'ont abîmée, et pas seulement dans le milieu du cinéma. Si je porte plainte, c'est parce que je veux que ce système de domination, sans cesse reconduit, s'effondre. Si j'ai été attrapée jeune adolescente dans ce filet, c'est aussi parce que j'étais isolée et pauvre. Qu'il n'y avait aucun adulte autour de moi pour me protéger – mes parents n'ont pas joué ce rôle. Je ne me galvanise pas de saisir la justice, ce sera un moment difficile, mais je sais que je dois le faire. Dans les entretiens que vous avez accordés à la presse après la sortie de votre livre, vous ne paraissiez pas avoir l'intention de porter plainte. Est-ce parce que vous aviez des hésitations à vous engager dans un long parcours judiciaire ?

C'est très dur de mettre des mots sur des événements traumatiques, ça les fait revivre, et on peut le payer très cher. J'ai préféré d'abord passer par l'écriture car je ne voulais pas que ma parole soit dénaturée. Je souhaitais pouvoir la contrôler au moins un temps... Car de toute façon, cette parole allait être saisie par les médias, interprétée, dans le sillage du témoignage de Judith Godrèche, qui a été très exposée. Si j'avais été violée brutalement par quelqu'un, j'aurais sans doute eu la possibilité de me dire plus facilement : «OK, je peux aller porter plainte». Mais pendant cinq ans, la violence de Benoît Jacquot a été plus insidieuse. Encore aujourd'hui, même si j'ai écrit ce mot «viol», dans mon livre, c'est difficile pour moi de me dire : «Je vais à la police pour porter plainte». J'apprends énormément ce moment. Ma plainte sera sans doute classée sans suite, Benoît Jacquot n'aura rien et dans le fond, qu'il ne fasse plus jamais de film, qu'il soit appauvri ou qu'il échappe d'une peine de prison, ce n'est pas ce que je recherche. Je n'ai aucune envie d'écraser ces hommes comme eux nous ont écrasés. Enfin, saisir la justice n'a rien d'évident pour moi. Moi-même, à chaque fois que j'ai fait appel à la justice, elle n'a jamais été là. Alors quand une brigadière chargée du dossier Benoît Jacquot m'a contactée à plusieurs reprises pour savoir si je voulais témoigner, j'ai trouvé ça intrusif. Tout à coup, j'étais censée être disponible et obéir à la demande parce que la personne en cause est connue, que l'affaire est médiatique. Quand on sait à quel point la justice peut être lente pour protéger les femmes et les enfants en danger, je dois dire que j'ai été assez agacée qu'il y ait à plein temps une équipe consacrée à l'affaire «Jacquot-Doillon». Moi, la justice ne m'avait jamais-à jamais aidée. Pourriez-vous donner des exemples ? Quand j'avais une dizaine d'années, au métro Belleville, un homme m'a touché les fesses. Pour moi c'est flou, mais ma mère s'en souvient bien : je lui ai donné une gifle et il m'en a donné une en retour. Des gens sont intervenus, il a été amené au commissariat, on m'a demandé de déposer une plainte qui n'a évidemment mené nulle part. En 2018, j'ai porté plainte contre un homme pour «violences conjugales». Rien que l'expression est abjecte. Comme si ces violences étaient des violences de couple, des affaires de famille. Alors que ce sont des violences machistes. La justice n'est jamais revenue vers moi. Ma déposition a disparu dans les limbes. Cet homme a porté plainte contre moi à plusieurs reprises – comme le font souvent les agresseurs. Quand je tentais d'expliquer mon cas, un policier excédé m'a dit : «On n'est pas au cinéma là !» J'avais toujours cru que la justice se fiait à ce qui se rapprochait le plus de ce qui était plausible, de la vérité. Mais non, en réalité, la justice repose sur une intelligence stratégique, sociale et sur des codes. Et moi, par la vie que j'ai eue, je n'ai jamais eu les codes.

Jusqu'à présent, aucune décision de justice ne m'a apporté de l'aide ou réparée, au contraire je me suis sentie humiliée. Évidemment ça ne donne pas envie d'y retourner.

Quand vous étiez enfant, laissée à vous-même avec vos frères et sœurs, la justice n'a pas su vous protéger non plus...

Ce qui n'est sans doute pas une mauvaise chose : nous arracher à notre famille et nous séparer, est-ce

que ça aurait été préférable ? On faisait corps, on était une fratrie. Encore maintenant, j'ai du mal à voir la limite entre mon corps et celui de mes frères et sœurs.

Quand le mot « viol » vous est-il apparu pour qualifier ce qui s'est passé entre vous et Benoît Jacquot ?

Assez tardivement. Il y a deux ans, j'ai dit à Benoît Jacquot, que je revoyais de temps à autre :

« C'est quand même fou que tu sois à ce point peu conscient ou demandeur de ce que veut une femme et de son désir. » Et il m'a répondu : « Toi, ton désir, c'était de parler. » Un an plus tard, quand j'ai écrit mon livre *Dire vrai*, ma sœur Léonor m'a fait remarquer qu'il manquait ce qui s'est passé physiquement avec cet homme lors de la première relation sexuelle et après. Je me suis sentie très mal quand j'ai

écrit ces passages. Bizarrement, quand on ne les écrit pas, les souvenirs restent nébuleux et à partir du moment où on a mis des mots dessus, ils deviennent nets. Pour que le mot « viol » soit exact, il fallait préciser qu'il a « d'abord violé mon esprit ». Sinon, ça manque de justesse.

À l'époque, comment qualifiez-vous votre relation avec Benoît Jacquot ?

Je ne voulais surtout pas être en couple et notre relation n'a jamais été qualifiée. Ma mère trouvait qu'il n'y avait rien de mieux qu'être « la muse » de Benoît Jacquot. Mais je ne pense pas que j'aurais utilisé un tel mot. J'avais vu la souffrance de ma sœur Maïwenn abandonnée par Luc Besson, et à partir du moment où j'avais été choisie par un homme également beaucoup plus âgé que moi, j'ai eu la hantise de l'abandon. La douleur de ma sœur laissée seule à 17 ans avec une toute petite, je l'avais dans ma chair. J'espérais être préservée de la dépendance du fait de mon absence d'amour et d'attirance pour Benoît Jacquot. Dans le fond, ce que je lui reproche principalement, c'est d'avoir instauré avec moi une relation néfaste qui en a impliqué d'autres par la suite. Un pervers insufflé à sa victime une perte de soi. Si on n'a pas la possibilité de se réparer très vite, la prochaine relation sera pire encore, car elle se nichera dans cette dissolution.

Vous avez revu de temps à autre Benoît Jacquot ces dernières années.

Il y a une forme de cordialité dans nos relations en dépit de tout. Cette ambiguïté est partagée par la grande majorité des femmes victimes de violences psychologiques ou sexuelles. Cela dit, je ne pense pas que j'aurais eu besoin d'écrire ce livre ni de porter plainte si Benoît Jacquot avait pris soin de m'écouter lors de nos rencontres. Ce type de personne ne se questionne visiblement pas sur son impact sur autrui. Il était épouvantablement fier de ses relations avec de très jeunes filles. De cela, je pense qu'il ne se pavane plus.

Avez-vous le sentiment d'avoir été maltraité par le cinéma français quand vous avez quitté Benoît Jacquot ?

Non, j'ai plutôt l'impression que beaucoup de jeunes femmes sont jetées après avoir donné leur substance au cinéma. En réalité c'est surtout après mon troisième film comme cinéaste, *Bas-Fonds*, sorti en 2010, que je n'ai plus travaillé. La violence terrible commise par des jeunes filles dans ce film était jugée intolérable. Surtout dans un film signé par une femme.

Comment vous sentez-vous maintenant que vous avez donné le récit de votre vie dans un livre, et livré votre témoignage à la justice ?

C'est encore tôt pour le dire... Adélaïde Bon décrit très bien ce processus dans *La Petite Fille sur la banquette* : quand on a subi des violences, on ne se rend pas compte qu'on a chopé un « venin » dans le corps. On arrive à vivre avec mais quand on en parle à nouveau, ça le réactive. Je pensais que la sortie du livre allait être plus difficile encore, que je me sentirais encore plus mal. J'avais peur qu'on me fasse entrer dans une case qui m'alourdisse, d'être prisonnière du mot victime. Aujourd'hui, ça va. Nous sommes nombreuses, dans le milieu du cinéma ou d'ailleurs, à avoir vécu des histoires similaires, qu'on se rassemble donne de la force et du sens. ◆



L'actrice et cinéaste Isild Le Besco, à Paris le 6 mai.

Nouveaux noms de rue

Les hameaux creusois donnent de la voie

A partir de samedi, les petites communes françaises devront avoir nommé et numéroté toutes leurs habitations. Dans le village de Naillat, les changements d'adresse imposés ont suscité l'opposition, voire la révolte, des habitants.

Par
COPPÉLIA PICCOLO
Envoyée spéciale à Naillat

Dans le hameau de Pécut, au cœur de la Creuse, une dizaine de bâtisses usées par le temps se figent dans un paysage bucolique. De nouvelles plaques noires, apparues au début du mois de mai sur les murs en pierres apparentes, tranchent par leur modernité. Ici, sur le pan d'une façade de ferme; là, accolée à l'angle d'une maison restée dans son jus. Une floraison qui n'est pas pour plaire à tout le monde. «Dans Pécut, il y a maintenant le chemin de Pécut, l'allée de Pécut, l'impasse de Pécut et la route de Pécut. On ne s'y retrouve plus. C'est un chaos complet ces nouveaux noms!» s'agace Wanda Rizzi, 64 ans, emmitouflée dans sa robe de chambre rose bonbon. Abrisée de la pluie sous le porche de sa maison en bois, la professeure d'anglais s'offusque: «L'impasse n'en est même pas une, il y a une issue. Et dire route de Pécut alors qu'on se trouve déjà dedans? C'est ubuesque: une route, c'est pour aller vers une destination.» Elle s'engouffre à l'intérieur de sa maison, dorénavant située 15, route de Pécut, et non plus seulement 9, Pécut. L'Irlandaise d'origine s'empresse d'exhiber le courrier mentionnant ce changement d'adresse effectué par la mairie, tout en pestant contre cette mesure qui lui fait recevoir le courrier du voisin et qui «comptique la tâche» des infirmières à domicile.

«INCOHÉRENTS»

Cet adressage minutieux est malgré tout requis, à partir de samedi, dans les communes françaises de moins de 2000 habitants. Elles auront l'obligation de nommer et de numéroté toutes leurs rues, allées et impasses. Un délai qui avait été fixé au 1^{er} janvier pour les plus grandes villes. Au total, près de 2 millions de Français changeront ainsi d'adresse sans pour autant déménager.

«L'objectif de la loi 3DS – différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification – est de créer une unique base d'adresse nationale et donc de faciliter le travail pour la fibre optique, pour les services de secours, pour les distributeurs de colis, ou encore de mettre à jour les GPS, explique Ariane

Rose, responsable de ce dossier à l'Agence nationale de la cohésion des territoires, qui accompagne les communes. On vient fusionner les bases de données actuelles, qui sont incomplètes, et redonner la main aux communes pour les mettre à jour.»

Charge alors au conseil municipal de réaliser cet adressage, mais aussi d'encaisser les critiques des administrés. «Tout ça, c'est n'importe quoi! On a reçu le nouveau numéro par courrier, mais je crois que je l'ai perdu», fait croire Annie, 70 ans, dissimulée derrière sa porte d'entrée. Son mari dément. Elle surenchérit de sa voix rocailleuse: «De toute façon, je ne l'aurais jamais mis.» Sur les boîtes aux lettres de Pécut, hameau rattaché à la commune de Naillat, les anciens numéros vieilliss par le temps cèdent ainsi rarement la place à des plaques neuves. Wanda Rizzi, quant à elle, les a mis côte à côte avec regret. Elle lance: «Ce qui me déçoit le plus, c'est qu'il n'y ait jamais eu de consultation publique. On aurait voulu avoir des noms reliés à l'histoire de notre hameau. A

Poullignat, eux, ils ont eu la chance d'obtenir gain de cause après une lutte acharnée.»

A quelques kilomètres de Pécut, le hameau de Poullignat – lui aussi rattaché à Naillat – se dresse sur une petite colline. Du lierre s'agrippe aux façades des anciens corps de ferme. Sur un mur en pierre, un panneau «impasse de la Marche» trône fièrement à 2 mètres du sol. Plus qu'une pancarte, il représente l'aboutissement de plusieurs mois de tractations entre le conseil municipal de Naillat et le groupe des Amis de Poullignat. «Ici, nous avons pu mener une réflexion commune avec les habitants et choisir avec eux les nouvelles adresses, puisque tous étaient d'accord à l'unanimité sur les nouvelles propositions – un critère essentiel. Mais ce n'était pas le cas à Pécut, et c'est pourquoi les noms ont dû rester tels que proposés à la base par La Poste», se défend Mandana Denoueix, première adjointe au maire de Naillat, chargée de ce dossier.

A l'origine, la mission de l'adressage avait en effet été totalement déléguée par la commune au service postal. Si l'entreprise avait fourni «un pack complet», selon l'élu, celui-ci ne tenait toutefois pas compte de l'iden-



Les Poullignatons avaient dissimulé les noms attribués arbitrairement par La Poste. PHOTOS MANDANA DENOUËIX

tité du village».

Habitante de Poulignat, Valérie Simon-Brossard a conservé chaque document de cette bataille dans sa pochette cartonnée orange. Sur une table, la sexagénaire étale un ancien plan du hameau et quelques photocopies d'échanges de mails. Leur combat a commencé en décembre 2022. «Un beau jour, on nous a collé des nouveaux noms de rues totalement incohérents et qui sortaient de nulle part, sans aucune consultation», se souvient l'enseignante à la retraite.

DUO DE REBELLES

Pascal Vacher, lui aussi tête de proue de cette fronde locale, explique avoir entrepris quelques jours après un «petit geste de rébellion». «Comme je suis un irréductible gaulois, j'ai moi-même commandé sur Internet un nouveau panneau, avec le nom "impasse de la Marche". Je l'ai collé juste au-dessous de l'officiel mis par la mairie», raconte le retraité de 67 ans. Les Amis de Poulignat ornent par la même occasion les nouvelles pancartes de décorations de Noël et de branchages en tous genres, jusqu'à les dissimuler complètement. Leur forme à eux d'«action non violente».

Valérie Simon-Brossard reprend son récit chronologique. «À la toute fin décembre 2022, on a décidé d'assister à un conseil municipal pour faire entendre notre voix. C'était une joute verbale, à celui qui criait le plus fort», dénonce-t-elle la voix tremblante, encore très marquée par ce souvenir. Le dossier est si conflictuel que deux membres du conseil municipal finissent même par démissionner, précise l'adjointe au maire, qui s'est assise à la table du duo de rebelles. À la sortie de ce «morceau d'anthologie», un conseiller municipal laisse toutefois entrevoir au groupe un «léger signe d'ouverture». Il leur propose «de faire un paquet de propositions approuvées par tous» afin de «maché le travail» de la mairie.

Sans perdre de temps, la dizaine d'habitants du hameau de Poulignat se réunit chez Pascal Vacher, autour de chouchettes, dictionnaires et anciennes cartes du hameau. «On a choisi quatre nouveaux noms de rues en cohérence avec l'histoire du village et la langue française, avec un sens étymologique et historique», argumente Valérie Simon-Brossard. Dans la liste : rue du Cluzeau, dont le terme a été retrouvé sur un plan historique du XVII^e siècle, et qui fait référence à la cluse de l'ancien étang. Impasse de la Commanderie y figure aussi, en hommage à la résidence religieuse

construite ici il y a plusieurs siècles. L'impasse de la Marche et la rue de l'Étang viennent compléter le tableau. «À partir de là, nous sommes devenus les irréductibles Poulignatois», proclame Valérie. «On voulait garder une âme à notre hameau, même si un tiers est en ruine», enchaîne Pascal en riant. Seule une maison ne participe pas à la rébellion, mais finit par donner son accord.

Une lettre signée de tous les habitants est alors envoyée au maire de Naillat début 2023. Après des mois de délibérations, une première réponse de la municipalité jugée incomplète par les habitants, une longue réunion de travail et une nouvelle commande, «les plaques ont été posées partout le 15 mai dernier. Le dossier est clos», affirme l'adjointe, qui ne cache pas son soulagement. Des formes de démocratie participative également réussies dans deux hameaux voisins. En chœur, les Amis de Poulignat se félicitent d'une «victoire», car «l'histoire a mal commencé, mais elle a bien fini». Pascal Vacher a finalement retiré sa plaque factice pour laisser place à l'officielle. ◀



Les nouvelles plaques ont été posées le 15 mai à Poulignat.

«Il y a vingt ans, tout le monde se fichait de l'adressage»

Loin d'être anodin, le choix des noms de rue revêt un caractère politique et suit les évolutions de la société, explique Jean Rieucou, professeur émérite de géographie.

Un panneau et un numéro qui vont bousculer la vie quotidienne de 2 millions de Français. En vertu de la loi 3DS adoptée en 2022, toutes les communes auront l'obligation de mettre à jour leur base d'adresses à partir de samedi. Chaque habitation devra alors avoir un nom de rue et un numéro choisis par le conseil municipal. Jean Rieucou, professeur émérite de géographie à l'université Lyon-II et spécialiste de l'odonymie (l'étude des noms de rues), revient sur le caractère politique de l'adressage, les heurts qu'il peut provoquer et les tendances en la matière.

Comment se déroule l'attribution de nouveaux noms de rues ?

Les municipalités, c'est-à-dire le maire et son conseil, ont tout pouvoir pour choisir des nouveaux noms de rue, et enlever des anciens, par un vote à la majorité qualifiée. Il faut simplement obtenir l'aval du préfet. Dans les conseils municipaux où cohabitent oppositions et majorité, ce sont des dossiers qui peuvent vider à de grandes batailles. Il y a vingt ans,

tout le monde s'en fichait. Mais aujourd'hui, ça s'échauffe, ça s'étire, ça s'engueule. Et il y a des conflits car la France vit ce qu'on appelle «un moment mémoriel», avec notamment la mémoire de l'esclavage et du colonialisme qui rattrape l'histoire française.

Le changement d'adresses revêt donc un caractère politique ?

Très politique. Choisir un nom de rue reflète par essence la couleur politique d'une ville, et l'histoire du moment d'un pays. Chaque maire, avec sa sensibilité, a tendance à avoir des réactions automatiques. Les maires ont tous leurs obsessions et proposent des noms qui leur correspondent : les maires RN se battent pour mettre des noms liés à l'Organisation de l'Armée secrète, les maires PS pour Jean Jaurès, les maires PC pour Marx.

Est-ce qu'il existe des «tendances» dans l'attribution des noms ?

Aujourd'hui, deux différentes modes se distinguent. D'un côté, il s'agit de féminiser les noms de rue. Anne Hidalgo a par exemple énormément féminisé la capitale, en nommant de nouvelles rues Louise-Michel ou Simone-Veil, même s'il existe toujours un seul boulevard qui porte un nom de femme à Paris (Rochecrouart).

Celles-ci sont encore invisibilisées dans l'odonymie, ce qui est la conséquence directe de leur invisibilisation au cours de l'histoire. D'un autre côté, il s'agit de critiquer les colonisateurs sanguinaires et de mettre en avant des «nouveaux héros». C'est ce qu'on appelle le «paradigme victimaire».

Dans les villages, on peut aussi noter que les rues dédiées aux politiques sont largement moins présentes que dans les villes...

Les événements historiques importants se sont très rarement déroulés dans les villages. Il n'existe donc pas de noms de femmes ou d'hommes locaux célèbres. Les maires ne peuvent pas faire dans l'incarnation : ils mettent plutôt en avant des noms naturels – plantes, fleurs – ou de reliefs. C'est la rue de l'Étang, la

place de la Fontaine, la Grande Rue... Il s'agit aussi d'une façon de faire consensus, de ne pas provoquer le débat.

Un changement d'adresse pourrait donc provoquer des heurts ?

Il y a toujours eu des oppositions, des heurts, des pétitions. Les gens détestent le changement et préfèrent une forme de routine dans la toponymie. L'importance de la mémoire derrière les noms de rue agit comme une sorte d'inconscient collectif.

Recueilli par C. Pi.

carnet

HOMMAGE

Paris (75)

En hommage à

SHEREEN MAHMOUK

Samedi 8 juin à 10 heures

Cimetière du Père Lachaise
Crématorium - la Coupole
55 rue des Rondeaux
75020 Paris



Réservations et insertions

la veille de 9h à 11h pour une parution le lendemain

Tarifs : 16,30 € TTC la ligne

Forfait 10 lignes :

153 € TTC pour une parution

15,30 € TTC la ligne suppl.

abonnée et associations - 10 €

Tél. 01 87 39 80 00

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes par e-mail : carnet@liberation.fr

PRÉCIPITATIONS

En 2024, un printemps qui goutte cher



A Paris. Selon le climatologue Robert Vautard, il est encore temps

Pluie, orages, coulées de boue: la France subit depuis des mois une série de phénomènes pluvieux et des records de précipitation sont tombés dans plusieurs régions. Mais l'été météorologique commence en juin.

Par
ÉLÉONORE DISDERO

L'histoire dira vite si le mois qui s'achève a été le plus arrosé jamais enregistré en France, et de même pour tout le printemps météorologique (mars-avril-mai), ou si nous avons simplement oublié ce qu'était une année humide. Mais les habitants de Strasbourg, eux, savent déjà qu'un record de pluie a été battu dans la ville, où 220,5 millimètres d'eau sont tombés entre le 1^{er} et le 27 mai, du jamais vu depuis 1922. «C'est vrai qu'il a beaucoup plu, partout et souvent, et que l'ensemble n'a pas été folichon durant l'ensemble du printemps», reconnaît Matthieu Sorel, climatologue à Météo France. Lui préfère parler d'un printemps «maussade» plutôt que «pourri» car «nous terminons

par un mois de mai globalement conforme aux normales de température», nuance le spécialiste.

DES RECORDS

Dans l'attente du bilan final que va présenter Météo France, mai 2024 se classe largement au-dessus des normales puisque l'ensemble du pays est quasiment excédentaire en termes de pluie. «Il n'y a pas de régions pour lesquelles on observe un déficit marqué», poursuit le climatologue. Ce mois-ci, nombre de régions ont connu des précipitations deux fois supérieures aux normales, notamment dans le Centre Ouest. Des records ont aussi été mesurés dans la région Grand Est, après que des trombes d'eau se sont abattues sur la région mi-mai, emportant des voitures dans des torrents boueux en Moselle. Environ 100 mm sont

tombés dans le département en 24 heures.

«Le printemps est une saison où l'on a beaucoup d'averses et d'orages qui déversent de fortes quantités de pluie», rappelle Matthieu Sorel. De fait, les records de précipitations sont tombés les uns après les autres dès mars, notamment dans l'Ardèche, la basse vallée du Rhône et la Provence. «A certains endroits ce mois-là, il y a eu par

«En météo, on a coutume de dire que le mauvais temps, c'est celui qui dure.»

Matthieu Sorel
climatologue
à Météo France

fois plus de trois fois la normale, voire davantage, c'est colossal», souligne le climatologue. A contrario, l'Aude et les Pyrénées-Orientales ont été les seules zones à enregistrer un déficit de pluie jusqu'à 50%, encore sous le coup d'une sécheresse exceptionnelle.

En avril, les précipitations, contrastées à l'échelle du pays, ont été globalement conformes aux normales avec toutefois des excédents dans le bassin parisien, les Hauts-de-France et sur un axe allant des Cévennes au Rhône – et des déficits de pluie dans la région lyonnaise et dans le Sud.

Mais ce qui a surtout marqué le printemps, ce sont les nombreux épisodes de pluies extrêmes et leur cortège d'inondations, de l'Indre-et-Loire fin mars, jusqu'en Moselle – où un mois de pluie s'est déversé en 24 heures

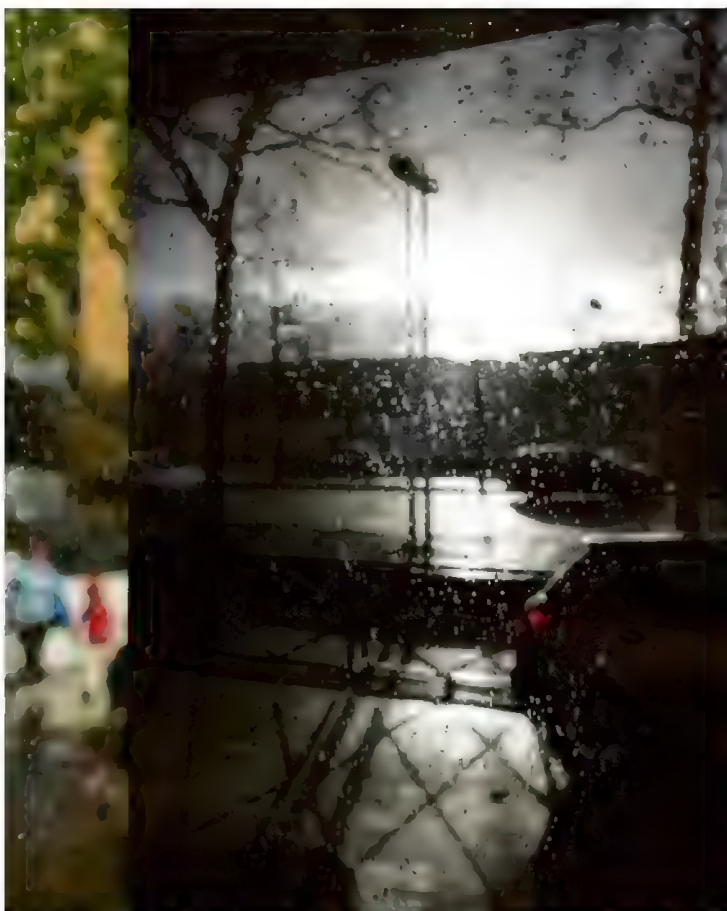
le 17 mai – et en Haute-Marne mi-mai. Des coulées de boue impressionnantes se sont aussi déversées dans la Somme à la fin du mois, après un épisode du même genre dans l'Ain début mai.

UN AIR FROID BLOQUÉ

Comment expliquer la persistance d'une telle grisaille? Par une succession de gouttes froides: de l'air froid bloqué en altitude qui déstabilise les masses d'air et favorise les averses. Au-delà de l'effet du ciel sur nos humeurs, ce sont surtout les conséquences de ces mois maussades qui commencent à inquiéter. «En météo, on a coutume de dire que le mauvais temps, c'est celui qui dure. Or cela fait longtemps que la situation pluvieuse persiste et nos sols sont beaucoup plus humides que la normale, les semis sont impossibles pour certains agricul-

teurs», insiste Matthieu Sorel. De nombreux champs sont détrempés, les rivières débordent et les vigilances crues et inondations s'enchaînent, les sols ne pouvant plus absorber l'eau supplémentaire. Dans le Sud Ouest, les vigneronns se désolent de voir se propager le mildiou, maladie causée par un champignon qui prolifère avec l'humidité et la chaleur. A Saint-Émilion, en Gironde, par exemple, il est tombé 116 mm de pluie en mai, soit deux fois plus que la normale.

Face à un tel déluge, il serait aisé de blâmer uniquement le dérèglement du climat. L'expert Matthieu Sorel nous met en garde contre les analyses hâtives: «Il y a l'influence du changement climatique qui se remarque, par exemple, par l'augmentation des précipitations, mais aussi une part de variabilité naturelle.»



de «transformer les villes en éponges» afin de prévenir les inondations. PHOTOS SUR HUE CHIVET VU

«Les pluies intenses sont l'un des visages du changement climatique»

Coprésident du groupe de travail 1 du Giec, le climatologue Robert Vautard indique que si les dépressions ne sont pas plus nombreuses, elles s'accompagnent de précipitations plus abondantes et donnent lieu à davantage d'événements extrêmes.

Les climatologues sont des humains comme les autres, le nez sur les applis météo à guetter le soleil. Directeur de recherche au CNRS, Robert Vautard, qui coprécède le groupe de travail 1 du Giec, les experts du climat mandatés par l'ONU, analyse pour *Libé* la saison pluvieuse entamée en octobre. La séquence de «pluie sans fin» que nous traversons depuis cet automne est-elle liée au changement climatique ?

L'importance des pluies ces derniers mois s'explique par la variabilité naturelle de la météo, son comportement aléatoire d'une année à

l'autre ou d'une décennie à l'autre. Pendant de longues périodes, des dépressions ou des anticyclones peuvent se succéder. Ces «régimes de temps», comme les appellent les météorologues, mauvais ou beaux, ces longues séquences semblables, façonnent les saisons. Une fois pris dans un régime de temps pluvieux, on peut avoir l'impression que ça ne s'arrêtera jamais. Mais la fréquence des dépressions et des anticyclones reste quasi identique avec le changement climatique. L'existence de fluctuations naturelles concomitantes avec le changement climatique complexifie notre lecture de la

situation. Même pour un climatologue, il n'est pas évident d'analyser une saison pourrie et de dire quelle est la part de la variabilité annuelle et du changement climatique.

Le réchauffement bouleverse-t-il le régime des pluies comme il fait grimper le thermomètre et accroît le risque des sécheresses et des canicules estivales ?

Les précipitations deviennent plus abondantes en cas de survenue d'une dépression. Les pluies intenses sont l'un des deux visages météorologiques du changement climatique, moins connu que la hausse des températures. On sait qu'avec une hausse moyenne globale de 1 degré, l'atmosphère est chargée de 7% d'humidité supplémentaire, les nuages se gorgent de davantage de vapeur d'eau et donc il pleut plus. Le changement climatique intensifie le cycle de l'eau.

Avions-nous déjà traversé une aussi longue séquence humide ?

On a un peu la mémoire courte des années pluvieuses. Peut-être parce qu'elles provoquent certes des dégâts visuellement impressionnants, avec ces voitures prises dans les tourbillons des rivières en furie, ces coulées de boue, ces ponts arrachés, mais beaucoup moins de morts que les vagues de chaleur estivales. Ces derniers mois me rappellent 2016. Les inondations de la Seine avaient semé l'inquiétude début juin. Une dépression coïncida sur le nord de l'Europe causant des pluies persistantes et beaucoup de rivières débordaient, les semailles de printemps prenaient du retard et, après, on a su que le rendement agricole avait plongé.

La France se trouve au confluent de plusieurs climats. Le nord et le sud du pays vont-ils être particulièrement affectés par le changement climatique ?

L'ensemble de l'Europe du Nord va connaître une augmentation du cumul annuel des précipitations, en toutes saisons ; et le sud du continent fera face à une baisse. Toute la difficulté est de tracer la limite nord-sud. Est-ce qu'elle passe par Chartres, Châteauroux ou Cherbourg ? Personne ne sait. D'autant qu'elle varie en fonction des saisons : en hiver, elle descend et la légère augmentation des quantités de pluies concerne presque tout le pays, sauf le pourtour méditerranéen ; en été, elle remonte, et dans toute une vaste partie méridionale de la France, la tendance est à une baisse des précipitations.

Quel sens donner aux récentes crues en Moselle ou au fleuve de boue dans la Somme, après des pluies extrêmes ?

Avec le changement climatique, il y aura bien sûr une augmentation des sécheresses, mais il est aussi certain que le nombre des épisodes de pluies extrêmes va augmenter.

Une étude vient de montrer que le changement climatique multipliait par dix la probabilité de vivre des séquences de pluies

autumnales et hivernales intenses, d'inondations et de tempêtes comme celles ayant touché le Royaume-Uni et l'Irlande cette année. Cette situation peut-elle concerner la France ?

Ce genre d'études d'attribution visant à analyser des catastrophes de manière très rapide mais avec une méthode rigoureuse sont ultra précieuses, même si elles sont plus faciles à mener sur les canicules que sur les pluies extrêmes. Ce travail montre que si rien n'est fait pour vraiment limiter les émissions de gaz à effet de serre, ces épisodes pluvieux répétés pourraient encore être plus fréquents. Actuellement, ce phénomène se reproduit environ tous les cinq ans, alors qu'il survenait seulement deux fois par siècle avant la crise climatique. L'intensité des pluies a aussi augmenté : les précipitations sont 20% plus abondantes à cette période de 2023-2024 à cause du réchauffement. Cette étude peut être extrapolée au nord de la France. Les saisons humides que nous traversons sont un visage du changement climatique. Dans le sud du



INTERVIEW

pays, pourtant habitué aux orages cévenols en automne, une étude plus ancienne à laquelle j'avais participé a mis en évidence le fait que les précipitations sont 20% plus intenses qu'au XX^e siècle. Ce pourcentage est énorme, de tels phénomènes pourraient tout casser, les infrastructures n'ont pas été dimensionnées pour.

Sommes-nous prêts à faire face à l'augmentation prévisible des épisodes de pluies extrêmes ?

On a tendance à s'adapter à ce qu'on vient de vivre plutôt qu'à ce qu'on va vivre. L'urgence n'est pas de se faire peur, mais de sensibiliser la population à la notion de risque, de réfléchir à la manière dont on doit se préparer, de tester les réactions possibles face à des situations extrêmes. L'exercice lancé par la ville de Paris pour simuler un épisode de chaleur de 50 degrés dans la capitale a permis aux services municipaux de tirer plusieurs leçons. De même, la prévention des inondations pourrait donner lieu à des exercices semblables partout dans le pays. Il n'est pas non plus impossible d'empêcher leur survenue. On sait, par exemple, qu'avec le changement climatique, les inondations par ruissellement, après de violentes et brèves pluies orageuses, vont se multiplier à cause de l'urbanisation et de l'imperméabilisation des sols. Autant il est difficile d'aménager une rivière pour la rendre aussi pilotable que la Seine avec ses barrages antiques en amont de Paris, autant diminuer la quantité de béton et de bitume pour transformer des villes en éponges est possible. Pour revenir à cette année, on ne peut pas dire comment la météo va évoluer en France. Les changements de régime de temps, on ne les décode qu'après leur survenue.

Recueilli par
ANNE-LAURE BARRET



LIBÉ.FR

«Le combat naval est redevenu une hypothèse de travail»

Pour le capitaine de vaisseau Thibault Laverne, coauteur de *Vaincre en mer au XXI^e siècle*, il est nécessaire de s'adapter à la hausse de la conflictualité en mer et de se préparer au combat contre des drones pilotés par l'intelligence artificielle. PHOTO AFP



Dans une tranchée ukrainienne, à Donetsk, samedi. PHOTO DIEGO HERRERA / AGENCE AFP ANADOLU

Armes occidentales en Ukraine: Kyiv veut plus de liberté, les alliés partagés

La diplomatie ukrainienne pousse pour obtenir l'autorisation de frapper en profondeur le territoire russe, ce que ses soutiens européens et américain ont toujours refusé. Mais les lignes semblent en train de bouger.

Par
VERONIKA DORMAN

La dernière offensive russe, qui a débuté le 10 mai, ne faiblit pas. Mercredi, au moins huit personnes ont été tuées dans des frappes, du nord au sud, sur les régions de Kharkiv, Soumy, Donetsk, Dniprope-

trovsk. Le bilan de la dernière grosse frappe sur un hypermarché de Kharkiv, le week-end dernier, s'est encore alourdi, grimant à 19 morts. À l'horizon d'un sommet pour la paix, qui se tiendra en Suisse à la mi-juin, Volodymyr Zelensky a effectué en début de semaine une de ces tournées de levées de fonds dont il est devenu coutumier en deux ans et demi, «pour que le monde ne se lasse pas», et continue d'aider l'Ukraine.

Limitation. A point nommé, la Suède va débloquent 1,16 milliard d'euros. Le paquet comprend des avions radar de reconnaissance et de contrôle ASC890, le stock suédois complet de véhicules blindés de transports de

troupes, des obus d'artillerie, des missiles antiaériens et du matériel pour aider à entretenir et à réapprovisionner les équipements militaires précédemment livrés. Mardi, Stockholm avait déjà annoncé un plan d'aide énergétique de 57 mil-

L'HISTOIRE DU JOUR

liards d'euros. En somme, la Suède prévoit un plan d'aide civile et militaire pluriannuel de 6,5 milliards d'euros, entre 2024 et 2026, afin de soutenir Kyiv «aussi longtemps que nécessaire». Lundi, en visite à Madrid, Zelensky a signé un accord d'aide militaire pour un milliard d'euros pour 2024, et mardi, à Bruxelles, le Premier ministre belge, Alexander De Croo, lui a promis 30 avions de combat F-16 d'ici 2028.

Tout en exprimant sa gratitude, Zelensky en a profité pour relever la barre: l'Ukraine doit pouvoir utiliser les armes occidentales pour viser le territoire russe, toutes les restrictions à ce sujet étant devenues obsolètes par l'évolution de la dynamique du champ de bataille. «Je pense que c'est injuste. Mais, et c'est un fait, nous ne pouvons pas risquer de perdre le soutien de nos partenaires. C'est pourquoi nous n'utilisons pas les armes de nos partenaires pour attaquer le territoire russe. Nous demandons l'autorisation de le faire», a dit le président ukrainien.

Les rendez-vous des derniers jours portent à onze le nombre de pays signataires d'accords de défense bilatéraux avec l'Ukraine, mais toujours avec la même limitation: Kyiv ne peut utiliser les ar-

mes et munitions occidentales que sur son territoire, y compris les zones occupées par la Russie, mais pas sur le sol russe. Toutefois, les lignes pourraient être en train de bouger, alors que la guerre était ce mercredi dans son 826^e jour. Mardi, à la marge d'un Conseil des ministres

«Nous ne permettons pas l'utilisation d'armes fournies par les États-Unis pour frapper le territoire russe.»

John Kirby
porte-parole du Conseil de sécurité américain

bilatéral en Allemagne, Emmanuel Macron a déclaré que Kyiv devrait être autorisé à se défendre, «neutraliser les sites militaires depuis lesquels l'Ukraine est agressée» depuis le territoire russe. «Mais on ne doit pas permettre de toucher d'autres cibles en Russie et évidemment des capacités civiles», a précisé le président français. À ses côtés, le chancelier Olaf Scholz est resté plus évasif. L'Allemagne refusant toujours de livrer des missiles de longue portée, contrairement à Paris, Londres et Washington, de peur de provoquer l'ire nucléaire de Moscou.

Choux gras. Mais une fois livrées, les armes occidentales deviennent ukrainiennes, martèle Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Otan, qui pousse les chancelleries à lever les restrictions, qui, selon lui, «tiennent les mains dans le dos des Ukrainiens». Mercredi, le vice-ministre polonais de la Défense, Cezary Tomczyk, a déclaré à son tour que l'Ukraine agresseuse devait être libre d'utiliser à sa guise les armes fournies par la Pologne.

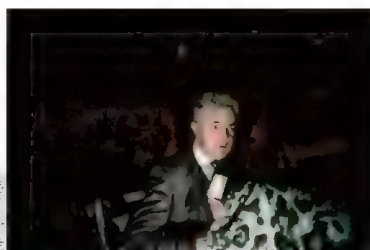
Mais tous les alliés de l'Ukraine ne sont pas du même avis. Washington continue de s'y opposer. «Nous n'encourageons pas et ne permettons pas l'utilisation d'armes fournies par les États-Unis pour frapper le territoire russe», a déclaré le porte-parole du Conseil de sécurité nationale, John Kirby. Ces dissensions font évidemment les choux gras de Moscou. «Nous constatons qu'il n'y a pas de consensus sur cette question dans le camp occidental», a relevé mardi le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, cité par les médias russes. Il a fustigé les «têtes brûlées en Occident qui font des déclarations provocatrices absolument irresponsables». Vladimir Poutine, en visite à Tachkent, en Ouzbékistan, s'est même voulu menaçant: «En Europe, en particulier dans les petits pays, ils doivent réfléchir à ce avec quoi ils jouent. Ils doivent se souvenir qu'ils sont bien souvent des États avec un petit territoire et une population très dense... Cette escalade permanente peut avoir de graves conséquences.»



LIBÉ.FR

«On va te violer»: à Roland-Garros, les joueurs face à la haine des parieurs sportifs

«Que tu gagnes, que tu perdes, tu reçois des insultes tout le temps, raconte le Français Ugo Humbert. Il y a toute la famille qui y passe à chaque fois.» Les joueurs de tennis subissent au quotidien des vagues d'injures et de menaces en ligne. Sur le Grand Chelem parisien, une application aide à lutter contre ce cyberharcèlement. PHOTO REUTERS



Justice Le sénateur Stéphane Ravier condamné pour «prise illégale d'intérêt»

Ses passages devant la justice ne concernaient jusqu'alors que des affaires de diffamation ou injure, passibles de peines d'amende. Mais mercredi, c'est le mandat parlementaire de Stéphane Ravier que le tribunal correctionnel de Marseille a mis en balance, en condamnant l'unique sénateur Reconquète à six mois de prison avec sursis et un an d'indignité pour «prise illégale d'intérêt». Son avocat, qui le représentait à l'audience, a annoncé qu'il allait faire appel de cette décision. L'ex-RN, proche de groupuscules identitaires, conserve donc pour l'instant son siège à Paris, ainsi que celui de conseiller municipal et métropolitain. C'est l'embauche de son fils, Thomas, comme agent des espaces verts dans le 7^e secteur où il avait été élu maire en 2014, qui lui a valu sa comparution mi-avril devant le tribunal. A l'audience, le sénateur s'était défendu de toute intervention, renvoyant la patate chaude sur la mairie centrale de Marseille qui, in fine, après plusieurs contrats précaires successifs, avait fini par titulariser le jeune homme. L'élu reconnaissait tout au plus devant les juges avoir «peut-être» suggéré à son fils de postuler auprès de la municipalité. La suite de la carrière du sénateur dépendra du calendrier judiciaire, la décision du tribunal correctionnel n'étant pas assortie d'une exécution provisoire. Si l'appel lui est à nouveau défavorable, Ravier pourra encore se pourvoir en cassation. Ce n'est qu'au terme du processus que son indigénité, si elle est confirmée, pourrait être effective.

STÉPHANIE HAROUNYAN (à Marseille)

Gaza: la jetée américaine, «fiasco humanitaire» selon les ONG

Moins de deux semaines après avoir été installée, la jetée flottante construite par les États-Unis pour acheminer de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza est déjà hors service. L'immense structure métallique, aussi longue que cinq terrains de football américains, a été endommagée dimanche en raison d'une mer agitée. «Depuis qu'elle était opérationnelle, elle fonctionnait, mais nous avons eu une sorte de succession malheureuse de tempêtes météorologiques qui l'ont rendue inutilisable pendant un certain temps», a déclaré mardi la porte-parole du Pentagone, Sabrina Singh. Les livraisons d'aide humanitaire, cruciales pour plus de deux millions de Gazaouis confrontés à des pénuries de nourriture, sont donc suspendues le temps des réparations, qui devraient durer plus d'une semaine. Cette annonce intervient alors que ce port provisoire, dont le coût avoisine les 320 millions de dollars, fait face à de nombreuses critiques. Dès l'annonce début mars du lancement du projet par le président américain, Joe Biden, des organisations

humanitaires et hauts responsables ont alerté sur les défis logistiques et sécuritaires que la jetée engendrerait. Ces inquiétudes se sont confirmées au cours des dernières semaines. Samedi, quatre petits navires de l'armée américaine sont détachés de leurs amarres avant de s'échouer près des côtes. «A ce jour, l'un des navires de l'armée échoués sur la côte israélienne, près d'Ashkelon, a été récupéré. Le deuxième navire, également échoué près d'Ashkelon, sera récupéré dans les prochaines vingt-quatre heures, et les deux autres navires échoués près de la jetée du Trident devraient être récupérés dans les prochaines quarante-huit heures», a précisé mardi le Pentagone. La mise en service du port artificiel, le 17 mai, a par ailleurs été qualifiée de «goutte d'eau dans l'océan» par rapport aux immenses besoins de la population gazoue, dont la moitié est menacée par une «famine provoquée par la main de l'homme», selon les Nations unies. Mercredi, une centaine d'organisations

de la société civile ont appelé l'ONU et l'Autorité palestinienne à déclarer la bande de Gaza comme une «zone sinistrée par la famine». La jetée flottante devait permettre dans un premier temps d'acheminer quotidiennement 90 camions, avant d'atteindre 150 camions dans le meilleur des cas. Les États-Unis ont annoncé que la structure avait jusqu'à présent permis d'acheminer environ 1000 tonnes d'aide vers l'enclave assiégée. Le couloir maritime, qui mérite certes d'être salué

ANALYSE

après près de huit mois de guerre, est donc nettement insuffisant. «Les annonces de points de passage supplémentaires et de nouvelles initiatives, telles que le nouveau port flottant, n'ont fait que donner l'illusion d'une amélioration, alertent une vingtaine d'ONG dans une déclaration conjointe publiée mercredi. Ce sont pourtant des mesures superficielles.» Le président de médecins du monde, Jean-François Corty, qualifie par sa part la jetée de «fiasco humanitaire».

«Même lorsqu'il tournera à plein régime, ce dispositif couvrira à peine 10% des besoins. Cette poudre aux yeux communicationnelle permet aux Américains de justifier leur soutien inconditionnel à l'armée israélienne, qui effectue des massacres.»

Les organisations humanitaires martèlent que toute tentative d'acheminement de l'aide par voies aériennes et maritimes ne pourra pas remplacer la quantité de vivres, de carburant et de matériels transportés via les passages terrestres. Or l'aide a atteint l'un des niveaux les plus bas observés au cours des sept derniers mois. Entre le 7 et le 27 mai, environ un millier de camions sont entrés dans la bande de Gaza par tous les points de passage terrestres et maritimes combinés – bien loin des 500 qui pénétraient chaque jour dans l'enclave avant le début de la guerre. En cause: l'intensification des hostilités et «l'obstruction délibérée» exercée aux points de contrôle par l'armée israélienne.

LEA MASSEGUIN

A lire en intégralité sur Libé.fr

Au Sénat, l'interdiction des transitions médicales pour les mineurs votée

«L'une des lois les plus restrictives en Europe», dénonçaient mercredi les sénateurs de gauche, juste avant l'adoption vers minuit et demi de la proposition de loi des Républicains visant à encadrer les transitions médicales chez les mineurs en France. Alors que le texte a peu de chances d'obtenir une majorité à l'Assemblée nationale et d'être promulgué, le message des sénateurs est clair: une restriction nette de l'accès aux soins pour les enfants transgenres. Sur les 316 voix exprimées, 180 ont voté pour, 136 contre.

Composés de quatre articles, cette loi entend interdire toute prescription hormo-

nale et chirurgie de réassignation de genre avant l'âge de 18 ans. La réalisation de ces actes extrêmement rares et soumis à la décision des médecins, des parents ainsi que de l'enfant, pourrait selon le texte voter entrainer des sanctions pénales pouvant aller jusqu'à deux ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende.

L'essentiel des discussions s'est concentré sur l'existence même de cette proposition de loi. Les amendements des sénateurs de gauche, qui souhaitent supprimer un à un les articles composant le texte, ont tous été rejetés. «Ces pratiques médicales

permettent à environ 300 jeunes de survivre», souligne Anne Souyrès (écologiste). Alors que la loi était sur le point d'être adoptée et qu'on ne l'attendait plus, le ministre délégué chargé de la Santé, Frédéric Valteloux, s'est levé et a déclaré: «Le gouvernement est contre l'adoption de cette PPL. Rien de ce que j'ai entendu ce soir ne m'a convaincu.» Et de dénoncer un texte à «l'approche dogmatique et subjective où les arguments médicaux et scientifiques n'avaient que peu d'importance». Une déclaration applaudie par la gauche.

SASCHA GARCIA

A lire en intégralité sur Libé.fr

Lycée Stanislas La région Ile-de-France s'apprête à voter une nouvelle subvention

Mercredi, la présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, a invité la région à approuver une nouvelle subvention de 400 000 euros à l'établissement privé parisien, accusé de nombreuses dérives, notamment homophobes, et largement financé par l'argent public. Dans un rapport publié en janvier, le ministère de l'Éducation nationale avait épinglé «des dérives dans l'application du contrat d'association» de l'établissement avec l'État, dont l'obligation de suivre des cours de catéchisme, ce qui est contraire à la loi.

1 sur 3

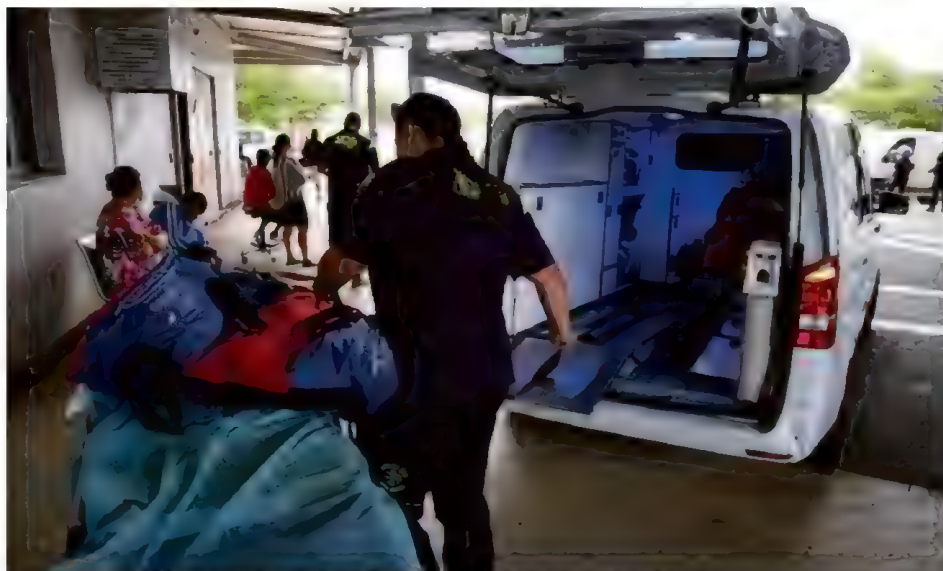
C'est la part des 500 000 défibrillateurs cardiaques installés dans des lieux publics en France qui ne fonctionnent pas, selon un audit réalisé par une société de maintenance consultée par France Info. D'après les chiffres du ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités, chaque année entre 40 000 et 50 000 personnes sont victimes d'une mort subite faute d'avoir bénéficié de l'aide d'une personne qui aurait pu lui venir en aide en pratiquant les gestes de premiers secours et en utilisant un défibrillateur le temps que les équipes de secours interviennent.



LIBÉ.FR

«Partir, c'est terriblement difficile» : un bailleur social aide les femmes victimes de violences conjugales à «décohabiter»

«Mon départ devait être définitif. Sinon, il m'aurait tuée.» Victime de violences conjugales, Jeanne, 41 ans, a fini par organiser sa fuite il y a quatre ans. Face au manque de places d'hébergement d'urgence et à la difficulté pour ces femmes de quitter le foyer, un dispositif mis en place par l'Etat, Paris Habitat et l'association Espéram aide à leur prise en charge et à leur relogement. Reportage à lire sur [Libé.fr](https://libe.fr) PHOTO HANS LUCAS



Mardi, devant l'accueil des urgences du centre hospitalier territorial à Dumbéa, dans la banlieue de Nouméa.

A Nouméa, les urgences au ralenti

Après deux semaines d'émeutes, les autorités ont annoncé mardi la reprise du contrôle des abords du centre hospitalier territorial. Sur le terrain, les conditions de travail du personnel soignant sont loin d'être revenues à la normale.

Photo et texte
THÉO ROUBY
Correspondance à Nouméa

«Vous transportez quoi derrière ? On peut vérifier ?» Le ton est crispé. Avec son minuscule couteau suisse dans la main, la militante indépendantiste fait ouvrir l'ambulance. Puis elle laisse les soignants passer en les saluant d'un «bon courage» chaleureux. Cetype de scène anime désormais le quotidien de Maya. Depuis le dé-

but des émeutes en Nouvelle-Calédonie, il y a quinze jours, cette ambulancière privée assure les services d'urgences du Samu à travers l'agglomération de Nouméa.

«On a eu des gens avec des sabres, des masses, des machettes qui voulaient fouiller notre véhicule»

sous le regard de patients impressionnés, raconte-t-elle.

Mardi, elle note tout de même une baisse de la tension sur les barrières tenues par des indépendantistes. Comme ici, dans le quartier de Rivière-Salée, où les militants guident le véhicule entre des carcasses de voitures brûlées et des troncs d'arbre.

«Quand je suis passée en fin de semaine dernière c'était encore très chaud, commente Maya. Il y avait beaucoup d'alcool et des gens très agités.» Vendredi soir, dans un autre quartier difficile d'accès, elle avait dû renoncer à aller chercher un homme

attendu d'urgence pour une dialyse. «J'avais récupéré un premier patient dans le secteur mais je ne me voyais vraiment pas revenir. Même les gens du quartier qui nous accompagnaient nous ont conseillé de partir. Ça m'a fait mal au cœur parce monsieur n'avait pas été pris en charge depuis huit jours. On pensait qu'il ne passerait pas la nuit.» L'ambulancière n'a pas eu de nouvelles de ce patient.

L'HISTOIRE DU JOUR

Précaire. Prudent, le gouvernement calédonien a confirmé le décès d'au moins une personne fautive de dialyse au plus fort des émeutes, et jusqu'à 700 malades en situation critique. Du côté du centre hospitalier territorial (CHT) Gaston Bourret, on estime qu'il n'est pas évident d'évaluer précisément le nombre de personnes décédées par manque d'accès aux soins. «Peut-être deux à trois par se-

maine, tente d'estimer Thierry De Greslan, président de la commission médicale d'établissement du CHT. Beaucoup de gens qui sont pris en charge tardivement.» Ce mardi, les forces de l'ordre viennent tout juste de sécuriser les abords de l'hôpital. Une opération qui a mobilisé six escadrons de gendarmes mobiles (un seul étant composé d'environ 110 personnes), selon le Haut-Commissariat de la République, la représentation de l'Etat dans l'archipel. 120 carcasses de

LIBÉ.FR

«On n' imagine pas rester ici dans un contexte aussi violent.» Retrouvez sur notre site les témoignages de nombreux habitants de Nouméa d'origine européenne qui réfléchissent à quitter le territoire, effrayés par la tournure violente des récentes mobilisations.

qui veulent se protéger, ajoute l'ambulancière. Un trajet que l'on fait habituellement en quinze minutes, il peut nous en prendre quarante-cinq minutes ou une heure.»

«On passe beaucoup de temps à faire de la bobologie, ajoute Maya. Mais on traite ça en Samu parce que les gens ne peuvent pas se déplacer ou ont peur.» C'est notamment le cas de cette femme déposée aux urgences pour des douleurs lombaires. Tombée il y a quatre jours, elle a fini par appeler le 15. Pendant ce temps, Hervé, un septuagénaire croisé dans une boulangerie, a vu le traitement de son cancer reporté de vingt jours. Du côté du CHT, on précise que les chimiothérapies viennent tout juste de reprendre, et que l'on «travaille au retour de l'activité de soins».

«Crise». Le docteur Mathieu Série, vice-président de la commission médicale d'établissement, développe les difficultés rencontrées : «Nous sommes toujours dans une situation de crise sécuritaire, le personnel soignant comme les malades ne peuvent accéder au centre de soins. [...] Dans certains services, ce sont la moitié des effectifs qui ne sont pas disponibles.» Au-delà de l'hôpital, tout le tissu sanitaire de l'agglomération est touché. Une vingtaine d'offices médicaux sont détruites, le principal centre de dialyse a été saccagé et le stock général de médicaments qui alimente les pharmacies libérales est parti en fumée. Quant à Patrick, il voit d'autres problèmes se dessiner dans les prochains jours. Le compte bancaire de sa société d'ambulances est à découvert, et il redoute de voir sa carte de carburant coupée. «Nous ne sommes plus payés depuis trois semaines par les différentes caisses qui nous rémunèrent», précise le chef d'entreprise, qui compose déjà avec les retards de paiement avant cette crise. Il s'inscrit pourtant dans une perspective de développement pour accompagner les besoins du Samu. «Je pensais acheter un véhicule supplémentaire et augmenter mes effectifs. Désormais, je vais devoir me séparer de deux employés.»

(1) Le prénom a été changé.

IDÉES/

La planification, une idée qui refait son chemin



Plutôt associée aux périodes de guerre ou de reconstruction, l'idée d'un pilotage de l'économie par un Etat planificateur revient sur le devant de la scène pour accélérer la transition écologique. Si l'expression intéresse surtout la gauche, Emmanuel Macron l'emploie aussi, à sa façon.

Par
NICOLAS CELNIK
Collage
FREDÉRIQUE DAUBAL

Il y a quelques années encore, c'était considéré comme une lubie de post-soviétiques nostalgiques du Gosplan. Aujourd'hui, la planification écologique s'est imposée comme une évidence, jusqu'à être présentée par Emmanuel Macron comme l'incarnation d'une «écologie à la française [...] accessible et juste». C'était à l'automne 2023, avant que les difficultés financières ne l'incitent à reléguer le sujet au second plan. La «planification écologique», peu présente dans les médias, s'affiche désormais comme un incontournable du programme des principales listes de gauche aux européennes, du Parti communiste au Parti socialiste, en passant par La France insoumise et les Écologistes. Elle connaît aussi un regain d'intérêt dans les sphères intellectuelles, comme en témoigne le récent ouvrage de Cédric Durand et de Razmig Keucheyan, *Comment bifurquer. Les principes de la plani-*

fication écologique (la Découverte, 2024, lire ci-contre). Pour Cédric Durand, les crises que nous traversons «ont remis au premier plan le besoin d'un pilotage politique de l'économie qui réponde à des choix qualitatifs reflétant des valeurs et des priorités. C'est précisément ce à quoi correspond la planification économique : soumettre le calcul économique technique à un jugement politique sur ce que sont les besoins d'une société».

PENSER LE TEMPS LONG

Il faut remonter au milieu du siècle dernier pour comprendre ce qui se joue aujourd'hui. Après plusieurs décennies de débats pour savoir ce que pouvait être le rôle de l'Etat à l'égard du marché, les grandes puissances ont pu constater son efficacité lorsqu'il a fallu mettre en place des économies de guerre entre 1914 et 1918. L'expérience donne naissance à divers groupes d'intellectuels et institutions, qu'il s'agisse du Plan du 9 juillet 1934 ou de X Crise créé en 1931. Vient la Seconde Guerre mondiale : les cerveaux planificateurs s'investissent avec le régime de Vichy pour les

uns, dans la Résistance pour les autres. En 1946, sur une idée de Raymond Aron et de Jean Monnet, est créé le Commissariat général du Plan, chargé d'organiser la modernisation du pays à travers des plans quinquennaux.

Chaque plan fixe des objectifs différents, qu'il s'agisse de moderniser l'appareil productif lors du premier plan (1946-1952) ou de décider de la répartition des revenus et des moyens d'améliorer les conditions de vie grâce au quatrième (1962-1965) et au cinquième (1966-1970). A l'époque, le Plan est un «projet de société», comme le relève Daniel Agacinski, chef de projet chez France Stratégie, au micro de France Culture, qui rappelle que «Jean Monnet s'enorgueillissait que plus de mille Français aient participé à l'élaboration du premier Plan». Mais aussi, la planification française était «indicative», pointe Robert Boyer, économiste ayant participé à l'élaboration des plans au début des années 70 : son rôle était moins de dicter des listes de grandes infrastructures à construire que de proposer un lieu où les syndicats et le patronat pou-

vaient se rencontrer pour penser le temps long.

RAISONS POLITIQUES

A la même époque, le milieu académique commence à étudier l'idée de «planification écologique», qui «tirerait sa spécificité de la prise en compte de concepts (ou principes) écologiques et de données écologiques», écrivent en 1987 les urbanistes Gérard Domon, Michel Gariépy et André Bouchard. Des numéros de revues spécialisées se consacrent entièrement à la question, dans les années où le rapport Meadows (1972) généralise l'idée que les ressources matérielles du monde sont finies. Mais l'époque change, l'économie néolibérale domine, et le Commissariat général

du Plan est supprimé par le gouvernement Villepin en 2006, remplacé par le Centre d'analyse stratégique en 2006, puis par France Stratégie en 2013.

Pourquoi la planification fait-elle son grand retour à présent ? On peut évoquer des raisons contextuelles pour commencer : la crise économique de 2008 suggère que laisser libre cours au marché n'était peut-être pas une bonne idée ; la COP21 de 2015 qui fixe des objectifs précis pour réduire le bilan carbone nécessite un cadre pour se mettre en ordre de bataille ; puis le Covid-19 marque le retour de l'idée d'un Etat capable d'encadrer son économie. On peut aussi chercher des raisons politiques : en 2008, un certain Jean-Luc Mélenchon quitte le Parti socialiste et fonde, l'année d'après, le Parti de gauche, qui revendique déjà de mettre en place une «planification écologique».

La coprésidente du parti, Martine Billard, dépose une proposition de loi sur le sujet, et brandit un *Petit Manuel de la planification écologique* lors de ses déplacements – qui est en réalité un CD de discours de Jean-Luc Mélenchon sur l'écologie. Jean-Luc Mélenchon continue de porter l'idée lors des campagnes de 2012, de 2017, puis de 2022 : le climat ambiant commence à changer, et on voit jusqu'à Jean Pisani-Ferry, l'ancien commissaire de France Stratégie et rédacteur du programme économique d'Emmanuel Macron en 2017, appeler à un retour de l'Etat pour mettre en place la «transition écologique». Au cours de la campagne, Macron emprunte une première fois en

Pourquoi la planification fait-elle son grand retour à présent ? On peut évoquer des raisons contextuelles pour commencer : la crise économique de 2008 suggère que laisser libre cours au marché n'était peut-être pas une bonne idée.



mars 2022 l'idée de «*planification écologique*» à Mélenchon, tout en précisant qu'il ne s'agit pas d'une «*conversion*» de sa part. Puis, lors de l'encontre-deux-tours, le 16 avril 2022, il en fait son principal argument de vente, annonçant cette fois que son futur Premier ministre sera «*directement chargé de la planification écologique*» et appuyé par «*deux ministres forts* : un ministre de la Planification énergétique, qui aura pour mission de faire de la France la première grande nation à sortir du pétrole, du gaz et du charbon, et un ministre chargé de la Planification écologique territoriale».

Empart destiné à siphonner les électeurs de gauche déçus de son bilan écologique ? Il y a différentes manières de le dire, veut nuancer Jonathan Guémas, conseiller plume du Président à l'époque. Franchement, c'était dans les cartons depuis longtemps, mais la campagne était plutôt marquée par l'invasion russe en Ukraine. Le Président a toujours eu une fibre cheméniste, planificatrice, même si ça n'a pas été très visible en 2017. Pour l'économiste Robert Boyer, c'est aussi une manière de « reprendre l'idée libérale que la crise environnementale sera surmontée par l'innovation ; que celle-ci est portée par les entreprises privées ; et donc que la commande publique peut servir à mettre en marche les acteurs de la planification ». Une conception de la planification très centrée sur la production économique : de quoi comprendre pourquoi elle est reléguée dès que l'économie française bat de l'aile. ●

«La bifurcation écologique prendra une décennie»

Incontournable des programmes des candidats de gauche aux européennes, la planification écologique peut et doit être mise en œuvre, pour l'économiste Cédric Durand et le sociologue Razmig Keucheyan. Dans leur essai, ils expliquent qu'elle nécessite une concertation de toute la société et des moyens humains et financiers.

Recueilli par
THIBAUT SARDIER

Elle a beau prendre peu de place dans les débats des élections européennes, l'écologie s'est quand même fait une petite place dans les programmes des candidats de gauche. Parmi leurs propositions, une idée revient souvent : la « planification écologique ». Morceaux choisis : il faut « faire la planification écologique européenne », dit la LFI. Manon Aubry, quand l'écologiste Marie Tourssaint propose de « piloter les investissements européens nécessaires à l'objectif européen de neutralité carbone d'ici à 2050 ». Le socialiste Raphaël Glucksmann, lui, promet de « créer une agence de la planification écologique européenne ». L'idée de planification de l'économie n'est pas nouvelle (*tire ci-contre*), mais elle a longtemps valu nous les périodes de guerre et

de reconstruction, aux grandes heures du gaullisme pour ce qui concerne la France. En faire un outil de lutte contre la crise écologique nécessite quelques ajustements, étudiés par l'économiste Cédric Durand et le sociologue Razmig Keucheyan dans leur livre *Comment bifurquer. Les principes de la planification écologique* («Zones», la Découverte). Les deux marxistes se gardent bien de juger des programmes des candidats, se contentant d'espérer la constitution d'un «*block social écologiques*» pour agir à la hauteur des crises écologiques, là où les «Green New Deal» et autre «Pacte vert» sont insuffisants, estiment-ils. Nourrie de nombreux exemples de moments où un Etat a su modifier rapidement son appareil de production, leur réflexion suggère qu'une bifurcation démocratiquement décidée est possible, à condition d'y consacrer des moyens financiers et humains conséquents pendant une décennie.

Comment organiser la planification ?
Razmig Keucheyan : En cycles. Elle commence par une phase expérimentale, durant laquelle on lance des projets à l'échelle locale : réorganiser une filière industrielle dans une région, développer les transports en commun dans une agglomération, lancer un plan d'isolation des bâtiments... Ensuite, on les évalue

démocratiquement et on passe à une période soit d'accélération et de généralisation, soit de révision, soit d'abandon. Il y a aussi une alternance entre décentralisation, au moment des expérimentations, et centralisation, pour mettre en œuvre la planification.

Cédric Durand : Il y a un effort productif à faire tout de suite pour démanteler les activités sales et investir dans des activités propres. Cette période de transformation radicale durera environ une décennie. Elle implique une mobilisation générale des forces économiques et sociales.

Face à l'urgence, avons-nous le temps d'expérimenter ?

Champs d'expérimentation :
C.D. : La bifurcation nécessite un moment fondateur, un engagement de la société vis-à-vis d'elle-même pour les décennies qui viennent. Ce moment démocratique n'empêche pas l'expérimentation : fixer les grands objectifs de notre trajectoire à l'horizon de cinq ou dix ans n'implique pas de déployer partout les mêmes solutions : pour chaque territoire, quel impact écologique accepte-t-on dans le domaine des transports, du logement, de l'énergie ? L'expérimentation dans la planification, c'est l'idée de se projeter ensemble dans le temps long, mais de manière plurielle.

R.R. : Cela dit, grâce aux scénarios de transition énergétique réalisés

Suite page 22

Suite page 22



Photo: RGN/Matthieu Lebeaube - Anubal - Phil Tuck/PTT Images

Suite de la page 21 par des organisations publiques comme l'Ademe, des associations comme négaWatt ou des think tanks comme The Shift Project, qui planifient la transition énergétique et la diminution des consommations d'énergie, on sait déjà quoi faire en matière énergétique, dans les grandes lignes.

Votre programme repose sur l'idée de «soutenable forte». De quoi s'agit-il ?

C.D. : Les principes sont très simples. Qu'il s'agisse du bois des scieries, de l'exploitation de pétrole ou encore de la pêche, on ne prélève pas plus de ressources que ce qui peut être régénéré. Pour ce qui n'est pas renouvelable, on prélève une quantité restreinte, à un rythme qui donne le temps d'aller vers des ressources renouvelables. Et on ne pollue pas plus que ce que peuvent absorber les écosystèmes. C'est à l'opposé du projet néolibéral, qui accepte de dégrader la nature au nom de la croissance économique et du progrès technique, dont devraient censément profiter les générations futures.

R.K. : Cela a des conséquences très pratiques, comme d'intégrer dans les organisations économiques le coût de la protection écologique, et celui de la réparation en cas de dégradation. Cela permet de subordonner l'activité économique à la contrainte écologique. Si une entreprise mène une activité qui n'est pas soutenable pour les écosystèmes et qui ne parvient pas à supporter le coût de la restauration, in fine, elle ferme. Dans notre modèle, les logiques de «compensation», qui permettent de restaurer la nature à un endroit pour compenser des destructions ailleurs, sont exclues.

L'Etat ne doit plus se contenter de «réguler», dites-vous, il doit contraindre. Avait-il abandonné cette compétence ?

R.K. : Le néolibéralisme, c'est la construction de l'impuissance de l'Etat depuis cinquante ans. L'Etat est incapable de fixer des objectifs, de superviser le privé et d'aller vérifier que les investissements ont les effets désirés. La reconstruction très rapide d'un appa-

reil administratif à la fois créatif, agile et efficace est une nécessité. L'une des causes profondes de l'incapacité de Macron à lancer la planification écologique, malgré des initiatives comme les contrats de transition écologique des 50 sites industriels les plus pollués de France, c'est que les fonctions économiques essentielles restent aux mains du privé. La planification écologique inclut la reconstruction d'institutions politiques, d'une administration. Une sorte de «politisation de l'économie».

C.D. : Il faut aussi décider des outils d'application : règles constitutionnelles, organisation des services publics, politique d'investissement. Celle-ci passe par le crédit et il faut décider, secteur par secteur, territoire par territoire, l'investissement qui est accordé. Cette question est centrale.

Faudra-t-il nationaliser des entreprises ?

C.D. : Il y a trois façons de socialiser l'investissement : le crédit, les banques d'investissement et le contrôle par l'Etat des éléments clés du développement en matière d'énergie, de grandes infrastructures, de système bancaire, de télécommunications... Cela implique des nationalisations pour les entreprises stratégiques qui permettent d'impulser la planification, mais aussi une politique de crédit qui laisse de la place à l'innovation et à des formes variées de propriété : privée mais aussi coopératives, communes et collectivités locales...

Les montants alloués aux Etats-Unis, en France ou dans l'UE se comptent en milliards. Est-ce une bonne nouvelle ?

C.D. : Ces politiques verdissent l'existant au lieu de changer les structures productives. Dans la droite ligne de Bush, qui disait que le mode de vie américain n'est pas négociable, Biden, Von der Leyen et Macron développent la violence électrique là où il faudrait développer le transport public et limiter l'usage de véhicules individuels. En Europe, la Banque centrale accorde des taux d'intérêt plus favorables à des entreprises propres. Cela peut sembler une bonne idée, mais ne nous dit rien

de la façon dont l'argent va être effectivement utilisé par ces firmes, tout en pénalisant les entreprises les plus polluantes qui ont d'autant plus besoin de se transformer. A l'inverse, la Banque centrale chinoise a créé un catalogue de projets propres, qui permet donc de financer n'importe quelle entreprise.

La mise en place de la planification doit mobiliser les citoyens, estimez-vous. Pourquoi et comment ?

R.K. : Cette décennie stratégique nécessitera un énorme effort productif. Il va falloir fournir, en peu de temps, un travail important. Un tel effort sera socialement inacceptable s'il se fait dans un contexte d'iniquité extrême ou si des comportements climaticides - comme se déplacer en jet privé - continuent à exister. L'impôt peut contribuer à l'équité. On peut aussi mobiliser l'épargne populaire, restituée au bout de quelques années, sous forme d'intérêts, d'une réduction du temps de travail... En tout cas, dans un premier temps, on n'est pas dans la logique de la fin du travail.

Vous parlez beaucoup de l'Etat chinois, certes planificateur, mais aussi capitaliste et autoritaire. Une provocation ?

R.K. : Nous sommes fascinés par le capitalisme de notre temps, comme Marx l'était par la révolution industrielle. Donc, nous nous intéressons notamment à la Chine... La planification n'y est pas un plan imposé par des bureaucrates, mais un processus qui combine expérimentation décentralisée sous contrainte et cycle politique de planification. S'y intéresser n'empêche pas de dénoncer la dictature et de rappeler que cette planification a entraîné un productivisme sans précédent. La question est : «Comment l'appliquer dans un contexte démocratique, soucieux de l'écologie ?»

C.D. : Il ne faut pas négliger le sérieux avec lequel cette dictature aborde la contrainte écologique. En Chine, certains cadres qui avaient menti sur les statistiques carbone de leur entreprise ont été condamnés de façon bien plus ferme que ce qu'on a vu en Europe lors de l'affaire «Dieselgate». La protection des milieux d'affaires participe de l'impuissance publique.

Dans un monde post-bifurcation très collectif, que devient l'individu ?

C.D. : Les besoins universels peuvent être satisfaits pour tout le monde, dans le respect des écosystèmes. Des calculs montrent que dans un monde à 10 milliards d'humains, tout le monde pourrait vivre dans un logement avec une température de 20°C avec un ordinateur par foyer, disposer de 50 litres d'eau par jour, se déplacer entre 5000 et 15000 kilomètres par an, avoir accès à la santé et à l'éducation. Il y a aussi des besoins individuels plus spécifiques, que nous prenons en compte. Grâce au numérique, nous imaginons des modes de consommation collectifs. Si vous êtes fan d'escalade, vous allez vouloir des baudriers de qualité. Vous allez pouvoir rejoindre

une communauté de consommateurs spécialisés, comme une Amap en ligne qui pourra faire irruption dans la production et imposer des règles de qualité, d'éthique, de durabilité...

R.K. : Nous esquissons une société de l'émancipation de l'individu, dont les besoins et les désirs ne sont pas entretenus par la publicité et l'obsolescence programmée. Comme disait André Gorz, cet individu-là cultive des besoins qualitatifs et dispose des conditions matérielles de possibilité de son bonheur. Il faut sortir les besoins individuels et collectifs du marché, et déléguer démocratiquement des besoins individuels et collectifs. ➤



CÉDRIC DURAND ET RAZMIG KEUCHEYAN
COMMENT BIFURQUER
La Découverte,
256 pp. 20,90 €.

IDÉES/

Elections européennes: qu'en penseraient les extraterrestres?

Une prise de distance dans l'espace et dans le temps est indispensable à la compréhension profonde de ce qu'est l'Union européenne. Une chose est sûre, une civilisation ne peut durer que si elle préserve son habitat et cultive sa propre diversité.

Face au bombardement de nouvelles anxiogènes qui forme l'essentiel de l'actualité, il est parfois vital de prendre de la hauteur. Alors, imaginons qu'un vaisseau extraterrestre se soit récemment mis en orbite autour de la Terre. Envoyé par une civilisation très ancienne, il recense les espèces intelligentes dans cette partie de la galaxie et mesure leurs chances d'atteindre l'un des stades les plus élevés de l'évolution : l'émergence d'une intelligence collective capable d'éviter ce qui guette la plupart des sociétés technologiques, c'est-à-dire le suicide par multiplication des guerres et destruction de l'habitat planétaire.

Montée des nationalismes

Ce vaisseau est indétectable par les humains pour ne pas biaiser l'évaluation, mais il a accès à toute l'infosphère terrestre. Riche en élections, l'année 2024 a été choisie comme période d'observation privilégiée et, en ce moment, les antennes sont pointées sur l'Europe. Un endroit particulièrement intrigant, où se sont succédé l'Inquisition, la Renaissance, les Lumières, les colonialismes, de nombreuses guerres mondiales, le nazisme, la Shoah, la Déclaration des droits humains, le Mur et quelques autres épisodes lourds de sens. A la suite de quoi, 27 entités appelées « nations » se sont dotées d'une sorte de gouvernance commune et d'un Parlement unique au monde, qui rassemble presque un demi-milliard d'habitants et parle une flopée de langues. C'est là que tout observateur

honnête situerait la promesse d'une intelligence collective. Pourtant, ce n'est pas cette préoccupation qui domine le brouhaha confus connu sous le nom de campagne des élections européennes. Parmi les humains concernés, beaucoup semblent n'y accorder aucun intérêt et une bonne partie des autres considèrent visiblement l'intelligence collective comme leur principal ennemi. Quand ils ne souhaitent pas tout bonnement la dissolution de l'Union européenne, certains dirigeants voudraient la transformer en forteresse, en une supernation qui dresserait à ses frontières des murs anti-migrants et dominerait la concurrence en continuant à produire toujours plus.

Issus d'une civilisation où prime la rationalité, nos amis extraterrestres ne peuvent voir là qu'un terrible contresens. Ils hésitent entre deux interprétations opposées : soit la montée des nationalismes européens n'est qu'un moment réactionnaire, un contre-coup passager dans le mouvement de plus long terme qui sauvera les Terrestres de l'effondrement, soit il annonce une inversion de la courbe évolutive, et il y a du souci à se faire pour cette civilisation-là.

A ces observateurs éloignés, on brûle de poser la question cruciale de toute controverse : mais d'où tu parles ? Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il leur manque la vue d'en bas, à hauteur d'expérience humaine, dans l'appréhension des frustrations sociales et des angoisses identitaires. Mais ce que nous apprennent les aliens en orbite, c'est justement qu'une prise de distance dans l'espace et dans le temps est indispensable à la compréhension profonde de ce qu'est l'Union européenne. Car sur leur monde, une planète géante du système Tau Ceti, constellation de la Baleine, ils ont connu la névrose des nations quelques milliers d'années avant nous et s'en sont sortis par la puissance du langage et du dialogue, sans quoi ils ne seraient pas là à tourner autour de nous. Ils ont compris une chose essentielle et moins évidente qu'elle n'en a l'air : une civilisation ne peut durer qu'en préservant son

habitat, et elle ne peut préserver son habitat qu'en cultivant sa propre diversité. Emus, ils ont retrouvé des échos de leur philosophie chez Milan Kundera, pour qui l'idéal européen pourrait se définir comme le maximum de diversité dans le minimum d'espace, à l'inverse de celui des empires. Chez Umberto Eco, pour qui la langue de l'Europe, c'est la traduction. Dans une partie de la jeunesse européenne, qui aspire à un autre avenir que la poursuite de la domination masculine et du sacage de la planète. Chez toutes celles et ceux pour qui la mémoire et l'imaginaire sont choses trop importantes pour être laissées aux nostalgiques de la guerre. Et même au sein de

la Commission européenne, où on envisage de créer un poste de commissaire pour les générations futures pour compenser la pratique bien connue du déricotage des lois vertes par l'extrême droite et les lobbys agro-industriels.

Rayonnement d'espoir

Qui va gagner la bataille des imaginaires qui fait rage un peu partout sur la planète ? Faut-il faire une croix sur cette civilisation, alors que la vie intelligente est si rare dans la galaxie ? Nos amis extraterrestres, qui bien que non humains pourraient se revendiquer humanistes, décident d'attendre encore quelques décennies avant de trancher : d'après

leurs instruments, l'Union européenne continue à émettre un rayonnement d'espoir qu'aucune autre structure sur Terre ne peut égaler. Les Européens finiront bien par le capter à leur tour. ➔

Par
PHILIPPE MOUCHE



Romancier. Dernier ouvrage paru : *Bons baisers d'Europe*, Gaia-Actes Sud.

SIÈGE BOGO



LIVRES/

«Le roman noir retranscrit mieux que jamais la complexité du monde»

Dans son dernier essai, la chercheuse en littérature Natacha Levet revient sur l'évolution de ce genre en France et sa pertinence à se saisir du réel.



Recueilli par
ALEXANDRA SCHWARTZBROD

Maître de conférences en littérature française à l'université de Limoges, spécialisée dans les fictions criminelles, Natacha Levet vient de publier un livre passionnant, *le Roman noir : une histoire française*, dans lequel elle refuse de voir systématiquement ce genre littéraire placé sous tutelle américaine.

Vous établissez une filiation intéressante entre la littérature noire et la littérature prolétarienne en France.

La littérature prolétarienne se met en place dans les années 30, elle veut être une littérature écrite par le peuple pour le peuple en parlant du peuple. Par exemple, *l'Hôtel du Nord* d'Éugène Ionesco est parfois placé dans cette catégorie. Mais les spécialistes des romans prolétariens constatent que la majeure partie de leurs auteurs ne sont pas des gens du peuple, ils viennent des petites classes moyennes, ils ont peu introduit l'oralité, c'est plutôt du beau langage. Alors que les auteurs de romans noirs y sont allés carrément en inventant un argot. Jean Meckert, par exemple, avec un roman comme *les Coups* (1941) et tous ceux réédités par Joëlle Losfeld, a écrit des romans noirs, ce sont les romans de la déche ordinaire. Je pense aussi à la trilogie noire de Léo Malet, notamment aux deux premiers pu-

bliés dans l'immédiat après-guerre, ils appliquent mieux que les prolétaires le programme prolétarien. Autre exemple, Simenon, il ne vient pas d'un milieu prolétarien stricto sensu mais il a une trajectoire brisée quand son père meurt et qu'il est obligé d'arrêter ses études pour travailler. En étudiant le parcours personnel de ces écrivains, leur oralité et les sujets qu'ils abordent, je me suis dit que c'étaient eux les auteurs prolétaires. Ils réussissent là où la littérature prolétarienne a échoué.

Placez-vous dans cette lignée les auteurs dits du néo-polar, qui émergent dans les années 70, dans la foulée de Mai 68 ?

Pas tout à fait. D'un côté on y trouve une volonté de roman social, qui va avec un propos politique, que le roman noir français avait un peu perdu dans les années 50 et 60 avec le fléchissement du roman noir dans une veine humoristique ou stéréotypée, genre cigarettées et petites pépées, pastiche du roman noir américain sans propos social. Les auteurs du néo-polar retrouvent ainsi une puissance de saisie du réel qui s'était perdue en chemin. Mais c'est une génération très différente car ces auteurs sont diplômés pour la plupart du supérieur, je pense à Manchette ou Vautrin. Didier Daeninckx est à part, davantage dans la lignée prolétarienne, il a été ouvrier. On trouve donc dans le néo-polar à la fois un retour aux enjeux sociaux du roman noir et une évolution

vers une forme plus réflexive, avec une prise de distance esthétique et littéraire.

Le roman noir a considérablement changé au fil des ans, comment l'expliquez-vous ?

C'est vrai qu'on y trouve désormais de la politique-fiction, de l'espionnage, de la géopolitique, je pense à DOA, et aussi un roman noir qui s'aventure sur les terres de l'anticipation, de la dystopie, je pense à Hervé Le Corre ou Benjamin Fogel qui, lui, n'est pas tant influencé par le néo-polar ou les maîtres du roman noir que par une culture SF. Il a envie de jouer avec ces codes-là. Dans les années 70 et 80, on avait des auteurs de SF qui tendaient plutôt vers le noir, on assiste au mouvement inverse. Le Corre et Fogel ont tous deux cette façon très pessimiste d'envisager le réel, de s'emparer de la dystopie tout en introduisant une transgression criminelle, comme un puissant révélateur des dysfonctionnements, des dérives potentielles ou avérées du monde actuel.

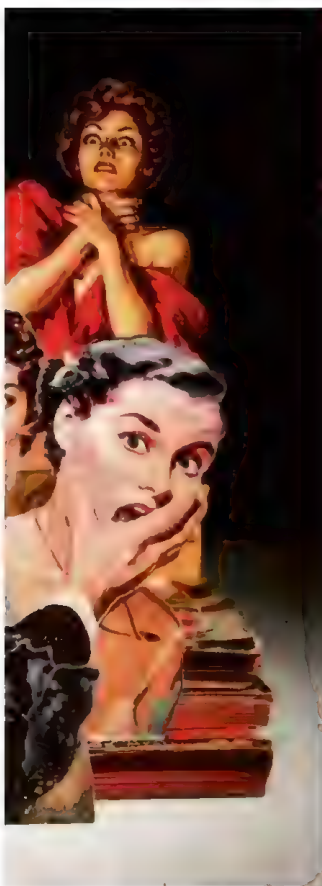
Le roman noir est l'expression contemporaine du tragique, écrivez-vous...

Quand j'ai fait ma thèse, je travaillais sur le roman noir français de la décennie 90 et cette dimension tragique m'avait frappée. C'est un tragique dégradé. Le tragique de l'Antiquité met les personnages aux prises avec des forces transcendantes qui représentent des valeurs supérieures et malgré tout positives même si elles broient les individus. Dès les débuts du

roman noir il y a des déterminismes. Chez Léo Malet et Jean Meckert, par exemple, on trouve des individus qui commettent le pire pour essayer de s'en sortir ; il y a une résurgence de l'hubris de l'Antiquité, on essaie de s'élever au-dessus de sa condition et c'est une catastrophe. Et puis il y a une façon d'expliquer la société par la corruption, la cupidité des puissants, la violence institutionnelle qui en fait l'expression d'un tragique dégradé. C'est déjà présent chez les grands maîtres du noir américains mais aussi chez certains auteurs français. Ce n'est pas l'enjeu de savoir qui a tué mais qu'est-ce qui explique dans le fonctionnement de la société, de l'économie, de la politique, qu'on en soit arrivé là. Même quand les personnages principaux s'en sortent, ce n'est jamais sans dommages. Le chemin est parsemé de tragédies individuelles, de morts et de dégringolades sociales...

Vous notez que les auteurs de noir des années 2000 se disent bien plus influencés par James Ellroy que par Jean-Patrick Manchette...

Chez les auteurs des années 90 et 2000, le néo-polar est souvent ramené dans les discours à cette influence de Manchette et une partie d'entre eux sont agacés par ça parce que, depuis cette période, il y a eu la chute du Mur et des blocs idéologiques, ils associent donc le néo-polar - à tort, à mon sens - à une littérature engagée et ils n'ont plus envie d'être



Dans les années 50 et 60, le roman noir français est figé dans une veine humoristique ou stéréotypée, genre cigarettes et petites pépées, pastiche du roman policier américain sans propos social.

PHOTO THOMAS ALLEN

J'ai beaucoup plu sur lui. A Limoges, au centre de recherche sur les littératures populaires, il y avait une équipe de recherche qui travaillait sur Arsène Lupin ou Rouletabille et je me suis dit pourquoi ne pas m'inscrire dans ce sillage ? J'ai fait mon DEA sur *Manchette* et ma thèse sur le roman noir français de 1990 à 2000, de la chute du Mur jusqu'au 11 Septembre. Entre les deux, le paysage du noir a beaucoup bougé. Des auteurs ont eu des trajectoires de transfiguration : Daniel Pennac a terminé sa trilogie dans la blanche, Virginie Despentes est passée chez Grasset. D'un coup, un roman noir publié en blanche n'était plus perçu comme du noir. Nicolas Mathieu ne se sent pas offensé si on lui dit que *Leurs enfants après eux* c'est du noir. Il y a eu la volonté, de la part de ces auteurs, de sortir d'un ghetto. Sans compter ces éditeurs comme Gallmeister qui ne font plus de distinction entre «blanche» et noir. Il y a une oscillation permanente entre affirmation du genre et dissolution de l'identité générique.

Comment qualifieriez-vous le roman noir d'aujourd'hui ?

Dans ses enjeux, il n'a jamais mieux retranscrit la complexité du monde qui nous entoure. C'est pour ça que les auteurs n'aiment pas l'étiquette de romanciers engagés. Il y a cette volonté de questionner le monde. Je n'aime pas cette opposition entre blanche nombriliste et noir engagé mais le noir aujourd'hui s'attache à donner voix à des gens qui n'ont jamais la parole et à regarder en face ce qui ne va pas. Ce n'est pas rassurant car ils mettent le doigt dans la plaie et ils s'emparent de sujets qui nous bousculent en France comme ailleurs avec des mouvements extrémistes, écologiques, populistes. Il y a aussi une génération d'auteurs qui s'emparent des violences faites aux femmes et qui croisent ça avec le social, je pense à Marion Bruet. Et puis cette façon de sonder l'actualité géopolitique ou l'histoire, la commune chez Hervé Le Corre, la préhistoire chez Hannelore Cayre ou la guerre d'Algérie chez Thomas Cantaloube. J'apprends des tas de choses quand je lis du roman noir, car il incarne les choses bien plus qu'un essai. Il a cette force émotionnelle qui fait qu'on peut apprendre beaucoup en étant soi-même impliqué émotionnellement.

Comment expliquez-vous l'essor du *true crime* ?

C'est porté par les plateformes, genre Netflix, ou France Télévisions avec des émissions comme *Faites entrer l'accusé*, ou même les chaînes de la TNT. Sur les plateformes, il y a des mini-séries de grande qualité qui parfois sont hybrides, mélange de doc et de fiction, avec reconstitution de scènes de crime. Il y a une vraie fascination pour les *cold case* comme les affaires du petit Grégory ou Dupont de Ligonnières. C'est très intéressant car cela pourrait nous arriver. Et puis le *true crime* est considéré comme plus facile d'accès que les romans, l'écriture en est simple et fluide alors que la fiction criminelle est devenue plus complexe.

Autre retour en grâce, ces derniers temps, le *mystery crime*...

Oui, notamment auprès des jeunes lectrices. Cela se téléscopie avec l'engouement pour le

feel good. L'essentiel est que ça se termine bien. Cela se passe dans des petites communautés et il y a de l'humour comme chez Agatha Raisin. On n'y trouve pas de catastrophe écologique ou de guerre, c'est davantage une lecture doudou. Cela nous extrait du monde et il y a un plaisir de la sérialité.

Et la *dark romance*, qu'en pensez-vous ?

J'ai un peu de mal avec ces polémiques qui accusent la *dark romance* de prédisposer les jeunes filles à des relations toxiques. Un reproche classique adressé depuis des lustres

aux femmes qui seraient donc des cruches, incapables de faire la part de la réalité et de la fiction. Ce que je vois, moi, c'est que cela fait lire des filles qui ne lisent pas d'ordinaire, et elles ne sont pas dupes du discours. On ne s'en prenait pas aux hommes qui lisaient SAS ou les Brigades mondaines ! ➔

NATACHA LEVET

LE ROMAN NOIR

UNE HISTOIRE FRANÇAISE

PUF, 300 pp, 22 € (ebook : 17,99 €)



EXPOSITIONS PROJECTIONS PERFORMANCES



PAR ALAIN GUIRAUDIE
30 MAI – 30 JUIN 2024
TOULOUSE
QUARTIER CARMES / SAINT-ETIENNE

dans cette lecture binaire, gauchiste de la société. Cette question de l'engagement cristallise les crispations. Je pense aussi au rôle joué par des éditeurs comme Aurélien Masson qui disait, moi je ne suis pas de la génération engagée mais plutôt de la génération Nirvana, «dégagée». Il y a la volonté de tuer ces pères encombrants auxquels on les ramène constamment. Même un auteur comme Marin Le-dun n'aime pas qu'on parle de lui comme d'un auteur «engagé», il préfère se dire «impliqué» et je ne parle même pas de DOA ou Antoine Chénais. Et puis chez les auteurs de néo-polar, il y a un tas de références littéraires ou politiques qui ont terriblement vieilli. Ils sont donc devenus des auteurs pour initiés du roman noir. Les influences, aujourd'hui, sont plus américaines, Hammett, Chandler, McBain, Ellroy... Le cinéma a joué un rôle et aussi des éditeurs comme François Guérif (Rivages puis Gallmeister). De jeunes auteurs arrivent au moment où des éditeurs comme lui, baignés de cette culture américaine commencent, à rééditer ces livres. Peut-être le néo-polar a-t-il aussi un côté un peu intello.

Comment êtes-vous venu au noir ?

J'ai un parcours classique de littéraire. Juste après l'agrégation, j'avais besoin de me divertir un peu. J'aimais beaucoup Patrick Modiano et Paul Auster, j'ai lu le polar d'Auster sorti sous pseudo (Paul Benjamin) à la collection Série noire et puis *Manchette* est mort,



SUR LIBÉRATION.FR

Libé week-end Chaque semaine, retrouvez huit pages consacrées à l'actualité littéraire. Samedi, rencontre avec Hélène Gestern, chez elle à Nancy, autour de son septième roman, *Cézembre* (Grasset), du nom de l'île bretonne, qui voit un professeur d'histoire essoré refaire surface à la faveur d'archives familiales exhumées. PHOTO ROMY-FRANÇOIS PIRE

LIVRES/



Armand Gatti et Pierre Joffroy, le 21 septembre 1961. PHOTO FONDOS DE DOTATION ARMAND GATTI

Reporters pour les sans-voix

Entre 1946 et 1957, le duo Armand Gatti et Pierre Joffroy a réalisé pour *Le Parisien libéré* des séries de reportages, dont Gallimard publie une sélection.

L'annonce était ainsi libellée : «*Jeune homme, 26 ans, à bout de ressources, ayant tout tenté, n'ayant pas peur du risque, cherche n'importe quel travail, mission. Ecrire M. Robert David, hôtel de la Paix, quai d'Anjou.*» Ce «courrier du désespoir» a été publié dans les colonnes de plusieurs journaux en... juin 1949. Le signataire n'existait pas, ou plutôt Robert David était la couverture que s'étaient choisie Armand Gatti et Pierre Joffroy, du *Parisien Libéré*, pour mener une enquête de l'intérieur. L'encart n'a pas laissé indifférent. Des perches tendues arrivaient chaque jour par la poste. Outre un billet de 100 francs envoyé par un généreux donateur qui avait connu ce genre de situation désespérée – sans logement, sans emploi –, on proposait du travail au jeune homme au bout du rouleau.

Sous cette identité fantôme, les deux journalistes sont allés chacun de leur côté aux rendez-vous. Chez Mme Dupellon par exemple, *ressorts en gros*, le travail proposé ressortait justement de la «planche pourrie», *travailler*

aux machines comme un ouvrier, mais sans en avoir le salaire, de faire, par surcroît, des livraisons dans les environs à l'aide d'un vélo attelé d'une remorque et, à la fin de la journée, de remplacer la femme de ménage en nettoyant les quatre ateliers et les deux bureaux. La série des déconvenues a continué : boulot de serveur corvéable au seul pourboire, factum au salaire de misère, etc. «*Les exploités ont le même visage, bonhomme et fourbe, que le ruffian calabrais au détour de la route.*» Le résultat de la supercherie, que les deux reporters confessent en préambule de leur série d'articles, se lit ensuite sur plusieurs jours, feuilletonné. *La Voix qui nous parle n'a pas besoin de visage* regroupe des articles parus dans le *Parisien Libéré* entre 1946 et 1957 qui pour la plupart se déclinent en séries et donnent souvent le sentiment, comme l'écrit Michel Séonnet dans sa préface, de traverser une époque «à hauteur de visages».

Miséreux. Avril 1950, Gatti et Joffroy décident de passer une nuit à l'Armée du salut, porte d'Ivry, à la Cité de refuge, au milieu des truands, miséreux et clochards. Ils veulent «toucher ces plaies de leurs propres mains». Sur le même type de dispositif que le précédent, l'immersion déguisée, ils se fauillent dans les lieux, censément tout juste libérés de Poissy, barbe de deux jours et hardes sur le dos. Ils se

retrouvent dans un dortoir avec «quarante hommes couchés de tout leur long, abattus comme un champ d'avoine sous la grêle». Ce n'est que le prologue, le bout d'une lorgnette qui va les emmener du séjour nocturne rue Cantagrel à une lettre ouverte au garde des Sceaux dans une spirale crescendo. Ils parlent avec des «repris de justice» rejetés de tous les emplois, incités à devenir indicateurs pour la police ou à récidiver parce qu'ils sont insolubles. «*Comme des phalènes qui ne s'arrêtent de l'ampoule électrique que pour s'y abattre de nouveau et s'y consumer, les détenus libérés ne délaissent leurs gèoles que pour y revenir, inmanquablement.*» Les témoignages de «réprouvés», anciens condamnés aux casiers judiciaires indélébiles, affluent et sont publiés dans le journal à destination du ministère de la Justice. L'interpellation portera,

le «journalisme d'implication» de nos deux comparses participe d'une envie de faire bouger les lignes d'une société qui se remet doucement de la guerre. Avec une liberté, un ton et un style toujours rafraîchissants voire inspirants.

«**Gouffre.** Dans cette période, certains sujets s'imposent d'eux-mêmes. Le recueil commence par un détonnant article du 17 septembre 1946 : ils ont demandé à six écrivains et artistes (Aragon, Jacques Audoubert, Paul Eluard, Fernand Léger, Alejandro Otero, Philippe Soupault) leur point de vue sur une toile qu'a peinte Hitler en 1936. La «dégustation» se fait à l'aveugle. «*Je n'aime pas ça, c'est médiocre, de la peinture du dimanche exactement*», dit Eluard. «*Ce pourrait fort bien être l'œuvre d'un homme politique qui a eu de la guerre dans sa vie*», juge Audoubert fin limier. En novembre de la même année, c'est le procès emblématique de trois anciens membres de *Je suis partout*, journal collaborationniste et antisémite pendant l'Occupation. Pour le *Parisien libéré*, abonné aux chroniques judiciaires jusqu'en 1957, Gatti couvrira les procès de la collaboration, celui d'Oradour-sur-Glane, celui du camp du Struthof, celui de la Gestapo de Bordeaux. Dans la sélection de la *Voix qui parle n'a pas besoin de visage*, on est embarqué avec lui dans son péripète de 1955 à la rencontre des «sans-patrie», ceux qui croupissent depuis des années dans des camps de réfugiés, otages de l'absurdité et de la géopolitique utilitaire. Ces pages font inmanquablement écho à nos drames contemporains. Et Gatti n'est jamais aussi bon que quand il part de l'histoire individuelle pour illustrer le chaos collectif. Devant le témoignage déchirant d'un vieil homme dans le camp autrichien de Kufstein, il commente, presque prophétique la suite de son engagement : «*Le métier de journaliste vous oblige bien souvent à côtoyer le gouffre humain. On cherche la plupart du temps à s'en tirer avec des formules.*»

FREDÉRIQUE ROUSSEL

ARMAND GATTI ET PIERRE JOFFROY
**LA VOIX QUI NOUS PARLE N'A PAS
BESOIN DE VISAGE. CHRONIQUES
ET REPORTAGES (1946-1957)**
Gallimard, 368 pp., 22 € (ebook : 15,99 €).

ARMAND GATTI AURAIT EU 100 ANS

2024 marque le centenaire d'Armand Gatti (1924-2017). Outre le recueil d'articles chez Gallimard, qui complète *Envoyé spécial dans la cage aux fauves*, reportages réalisés en 1954 (Prix Albert-Londres) et publiés chez Marchai en 2021, Marsa Publications sort *Bas-relief pour un décapité* (préface de Stéphane Gatti, 20 €), écrit pendant les huit ans où il était journaliste, dans sa mansarde de l'hôtel du quai d'Anjou. Aux Petits ponts cardinaux Editeur sort des textes pour la plupart inédits, *Gatti l'in-vendeur* de Michel Séonnet qui a accompagné «Dante» pendant plus de quarante ans (ouverture d'Olivier Neveux, 21,90 €). Et Libertalia vient de publier *Armand Gatti, théâtre-utopie* d'Olivier Neveux (10 €). Des expositions jalonnent aussi l'anniversaire, à Montreuil d'abord : sur les grilles du jardin de la bibliothèque Robert-Desnos et de l'hôtel de ville pour raconter la *Parole errante*, son roman-fleuve, mais aussi à la maison Armand-Gatti. Une exposition est également prévue sur l'homme de théâtre à la maison Jean-Vilar à Avignon de juillet à septembre, puis «Gatti-Kravetz journalistes» de septembre à décembre au Musée de l'histoire vivante à Montreuil, et encore le 19 octobre à Tarnac à la médiathèque Armand-Gatti sur la résistance dans son œuvre. Enfin, se tiendra en décembre, à la Chartreuse à Villeneuve-les-Avignon, un atelier de théâtre-lecture animé par Christian Schiaretti à partir du *Passage des oiseaux dans le ciel*.

Rencontre Kafka est mort il y a cent ans et dans le cadre d'une semaine Kafka, le Musée d'art et d'histoire du judaïsme propose ce jeudi, à 19 heures une rencontre intitulée «Qu'est-ce de commun avec les Juifs?» avec Alena Wagnerová (la Famille Kafka de Prague, Grasset) et Philippe Zard, spécialiste de l'écrivain et, dimanche, à 11 heures, une conférence d'Hélène Cixous. Mahj.org PHOTO DE

Vatican et Shoah: les archives d'une couardise

Le travail de l'historienne Nina Valbousquet met au jour le bilan sinistre de l'action du Saint-Siège lors de la Seconde Guerre mondiale.

En 1963, le dramaturge Rolf Hochhuth suscita l'émotion en dénonçant les coupables silences du Vatican à l'égard de la Shoah. Face à la destruction des Juifs d'Europe, Pie XII s'était tu. De fait, le pape n'a jamais publiquement dénoncé les crimes du nazisme; mais l'on aurait pu imaginer que ses diplomates et les réseaux catholiques aient préféré l'action dans la pénombre et la discrétion au fracas du verbe. Encore fallait-il, pour en juger, pouvoir accéder aux archives pontificales, closes durant des décennies. Ouvertes en 2020, elles ont permis à Nina Valbousquet de dresser un bilan sinistre de l'action du Saint-Siège, en s'appuyant sur une documentation exemplaire.

Prudence. L'Eglise catholique, il est vrai, baignait à de rares exceptions près dans une culture antisémite qui tenait le peuple du livre pour déicide, et jugeait que les Juifs étaient perfides et ingrats. Elle acceptait donc les politiques antisémites, à condition qu'elles ne versent pas dans l'excès. En tant qu'Etat, le

Vatican prônait par ailleurs une ligne neutraliste, pour ne pas s'exposer aux attaques en partialité qu'il avait subies pendant la Première Guerre mondiale. Ajoutons, enfin, que Rome honnissait le bolchevisme. Autant d'éléments qui ne préparaient guère le successeur de Pierre à embrasser la défense des Juifs, malgré le péril de mort qui les visait. Si le Vatican ne resta pas les bras ballants face au drame qui se jouait, il se montra pour le moins sélectif dans l'aide qu'il apportait aux réprimés. Il aidait prioritairement les convertis qui traquaient les nazis et leurs séides, et de temps à autre se montra sensible au sort des pros crits. Lors des rafles qui visèrent la communauté juive de Rome, en octobre 1943, les églises et les couvents s'ouvrirent aux hommes et aux femmes que la machine génocidaire traquait. En d'autres termes, ce sont d'abord les intérêts de l'Eglise et des considérations humanitaires qui guidèrent parfois la politique du pontife, sans qu'il ne se départit pour autant d'une grande prudence, afin d'éviter le risque de l'instrumentalisation politique et de ne pas déclencher de représailles, d'autant que Rome se méfiait de l'influence (bien entendu nuisible) des Juifs. Grâce à son réseau diplomatique et aux clergés nationaux, le Vatican était pourtant bien informé des massacres qui se perpétuaient à l'Est. C'est dire que la réponse qu'il

apporta ne fut pas à la hauteur de l'histoire.

Préjugés. Loin de prendre la mesure de l'événement inouï que représentait la Shoah, le Vatican, convaincu que la Seconde Guerre mondiale ne différait guère de la Première, afficha une forme d'auto-satisfaction lorsque les canons se turent. Il avait, affirmait-il, fait de son mieux. Pire, il tonna contre l'ingratitude des Juifs qu'il avait contribué à sauver, ce que révèle l'affaire Finaly: lorsque la famille juive de ces deux enfants cachés tenta de les récupérer à la Libération, l'Eglise appuya la tutrice catholique qui refusait de les rendre, en arguant qu'ils avaient été baptisés. De même, le Vatican ne protesta pas quand se produisit le pogrom de Kielce, en Pologne, en 1946. Autrement dit, les préjugés anti-judaïques se maintinrent des décennies durant. Au demeurant, Rome n'observa pas la même retenue à l'égard de l'Allemagne hitlérienne. Elle appela à la clémence, demandant même l'indulgence pour certains bourreaux nazis.

Au total, les silences de Pie XII entachèrent à jamais l'image du Vatican. Car Nina Valbousquet montre bien que par-delà le pape, toute une administration réagissait plus ou moins à l'unisson, à commencer par Angelo Dell'Acqua, chargé du dossier de l'aide aux Juifs, qu'un antisémitisme forcené inspirait. Tous les prélats ne réagirent cependant pas comme leur chef spirituel qui, enfermé dans de fausses logiques, fut infidèle aux enseignements moraux de son Eglise comme le confirme ce livre salutaire.

OLIVIER WIEVIORKA

NINA VALBOUSQUET
LES ÂMES TÊDES:
LE VATICAN
FACE À LA SHOAH
La Découverte, 468 pp.,
26 € (ebook: 19,99 €).



Le pape Pie XII en 1943 à Rome. PHOTO: BRIDGEMAN

Printemps des Comédiens Montpellier

Du 30 mai
au 21 juin 2024



Cité européenne du théâtre
Domaine d'O
Montpellier

Sur l'autre rive
(variation théâtrale)
Anton Tchekhov | Cyril Testa

Portrait de famille,
Une histoire des Atrides
Jean-François Sivadier

Gaviota (Mouette)
Anton Tchekhov | Guillemo Gacace

Madame L'Aventure
Lionel Dray/
Clémence Jeanguillaume

Villa
Guillermo Calderón

Litom ou la vie et
mort d'un vaurien
Ferenc Molnár | Myriam Muller

Kill me
Marina Otero

Faux artificiels
Centre des arts du cirque Balthazar |
Martin Jouan

Le Secret – Cabaret au
bon goût d'autre chose...
Jérôme Mann (Monsieur K)

Journée de noces chez
les Cromagnons
Wajd Mouawad

Le Cabaret Renversé
Julien Candy/
La Faux Populaire/Le Mort aux Dents



Une assemblée des femmes,
aujourd'hui
Roxane Borgna/Jean-Claude Fall/
Laurant Rojot

Parler Pointu
Hélène François/
Benjamin Tholozan | Hélène François

Life is not a picnic
Collectif cosmolyglotte

Tout le monde se ressemble
L'Autre Théâtre/Brigitte Nègre

Marius
Marcel Pagnol | Joël Pommerat

Balkony – Pieśni Miłosne
(Balcons – Chants d'amour)
J.M Coetzee/Federico Garcia Lorca/
Krystian Lupa | Krystian Lupa

Resistance!
Un projet théâtral
pour et par la jeunesse
soutenu par l'Union Européenne

Les Messagères
Sophocle | Jean Bellorini

Re Chicchinella (Le Roi Poule)
Giambattista Basile | Emma Dante

Le malheur indifférent
Peter Handke |
Georges Lavaudant – Ensad

Tristesse animal noir
Anja Hiling | Kata Ferreira – Ensad

Arche
Gidas Milin – Ensad

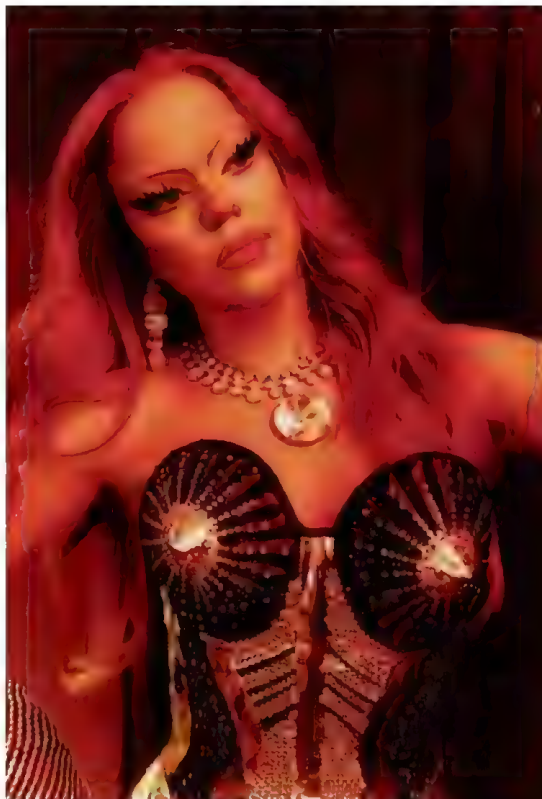
Warmup
La création théâtrale au travail!

Campus
Formation continue



Reine de bonté

Nicky Doll La maîtresse de cérémonie de «Drag Race France», qui reprend vendredi sur France 2, fait primer bienveillance et tolérance sur l'esprit de compétition.



La date est entourée de paillettes dans les agendas. Vendredi, des centaines de milliers de fidèles ou de néoconvertis auront les yeux rivés sur leur écran pour le coup d'envoi de la nouvelle saison de *Drag Race France*, la déclinaison hexagonale du show américain culte de RuPaul. Pour la troisième année consécutive, c'est Nicky Doll qui officie en tant que maîtresse de cérémonie de cette compétition de drag-queens, diffusée sur France 2. Succès surprise à son lancement en 2022, le télécrochet a initié, au-delà de son cœur de cible LGBT, bon nombre d'hétéros pas forcément portés sur le sequin à cet art de l'extravagance. «On avait besoin d'avoir notre propre show, nos JO queers, faits par la communauté mais pas uniquement pour la communauté», défend la drag-queen franco-américaine depuis le fauteuil d'une suite de son hôtel parisien, où on la rencontre à quelques jours de la diffusion. Elle se présente d'abord à nous en civil : Karl Sanchez, 33 ans, casquette, hoodie noir, sneakers, style passe-partout, pas un faux cil à l'horizon. Volubile mais posé, et un peu jet-lagué. Ce n'est qu'en fin de journée, pour la séance photo, qu'on découvre une créature de manga futuriste aux jambes de résille vertigineuses, corsetée dans un bustier

strassé, longue chevelure vermillon et parure de bijoux XXL. On peine à deviner les traits de Karl derrière ceux de Nicky. Il lui a fallu plus de trois heures pour se métamorphoser en cet avatar flamboyant, dans la peau duquel elle anime ce soir-là un cabaret caritatif.

À l'écran, sans avoir le charisme de la prêtresse superstar RuPaul, elle a gagné en confiance dans son rôle de madame Loyale. «Je sais mettre à l'aise les candidates pour qu'elles s'affir-

LE PORTRAIT

ment, je suis un peu une mentor, une grande sœur», fait valoir celle qui a été, en 2020, la première Française à prendre part au concours outre-Atlantique, grâce auquel elle a acquis, malgré sa décevante 11^e place, une aura phénoménale, comme en témoigne son 1,2 million d'abonnés sur Instagram. La coach à la «*fièvre pédagogique*», qui se voyait bien devenir prof des écoles, a voulu apporter à la franchise hexagonale une dimension «plus bienveillante» que la version originale et ses rivalités exacerbées. «Les Américains sont drivés par la compétition, nous, on essaye de créer un safe space», explique l'artiste, qui jongle entre sa langue maternelle et celle de son pays d'adoption, où elle vit depuis 2015, autant qu'avec les pronoms : féminin pour parler de Nicky, masculin pour évo-

quer Karl. Les deux facettes s'entremêlent jusqu'à semer la confusion. Qui est devant nous ? Dans son esprit, pas de doute : «L'un est une identité, l'autre une performance. J'ai toujours su que Karl était qui j'étais, et Nicky ce que je faisais. C'est un filtre de protection, comme Superman et Clark Kent». «C'est comme un rayonnement, comme un amplificateur de Karl, confirme son amie Daphné Bürki, jurée de l'émission avec le DJ Kiddly Smile. Elle a quelque chose d'extrêmement sincère.» Sous la perruque et les rires, le drag est un espace d'expression cathartique. Nicky Doll ne fait pas exception. Comme ses camarades de scène, son personnage de super héroïne en talons aiguilles canalise frustrations et traumatismes, ses «petits démons». Elle n'en fait pas un fonds de commerce, pas versée dans le pathos. Balaye les brimades subies ado pour ses traits fins, ses manières efféminées. «Je savais que je n'étais ni trans ni non binaire, mais je n'arrivais pas à m'identifier aux codes. En sortir m'a permis de m'affirmer en tant qu'homme.» Le divertissement de France Télévisions a aussi cette mission, d'utilité publique : l'émission laisse entendre sans voyeurisme les parcours de vie cabossés des participantes et sensibilise à la réalité des discriminations. Nicky Doll est une oreille attentive pour les candidates. Son psy lui dit que si elle n'avait pas été drag, elle aurait fait «une super thérapeute». «C'est quelqu'un sur qui tu peux compter,

jamais dans le jugement, et qui a les épaules solides», confirme Daphné Bürki.

C'est en 2010, dans le cortège de la pride parisienne, que Karl revêt pour la première fois les atours de celle qui deviendra Nicky. «D'un coup, j'ai vu un rapport à l'autre très différent...» décrit la fan de Lady Gaga, qui s'est inspirée de références aux animés japonais et à la haute couture des 90's pour construire son double de scène. Une respiration salvatrice, à une époque où la native de Marseille, tout juste débarquée à Paris dans l'espoir de percer dans le chant, manque d'oxygène. Dans sa chambre de bonne sous les toits, «déprimée et seule», elle peine à fermer l'œil. «Je me posais sur un banc, sur le pont de Bir-Hakeim, parfois jusqu'à 4 heures du matin, à écouter de la musique sur mon iPod. Cet endroit me rappelle que je reviens de loin.» Elle pointe les frissons sur son avant-bras. Il lui a fallu une décennie pour vivre du drag, après avoir exercé comme maquilleuse. Comme pour son homosexualité, sa mère «a bien pris» cette activité pas comme les autres, sans trop avoir le choix. Nicky a pavé la voie pour sa cadette, étudiante en arts, «aussi queer» qu'elle. Ses parents se sont séparés à ses 5 ans, elle a peu connu son géniteur mais n'en tire «pas d'amertume». Sa mère, décrite en MacGyver touche-à-tout et baroudeuse, a rempli les deux rôles. La quinquagénaire désormais éducatrice spécialisée la transbahutée de continent en continent toute son enfance, aux Caraïbes puis au Maroc. Elle a côtoyé cultures et croyances, un syncrétisme dont s'est nourrie celle qui se dit «spirituelle mais pas forcément religieuse».

Désormais visage du service public hexagonal, Nicky Doll se revendique, forcément, «fière d'être française», et loue la mentalité de ce «peuple curieux et éduqué». La locataire d'un appartement à Manhattan, qui refuse de dévoiler publiquement sa vie sentimentale, croit aux valeurs humanistes, à la justice sociale. «Parce que je viens d'un milieu qui n'est pas privilégié, j'ai toujours dû me poser ces questions-là...» Le cauchemar Trump a fait office d'électrochoc. «On n'est pas à l'abri de ça en France, c'est un combat au quotidien», alerte celle qui vote désormais dans les deux pays, sans dire pour qui. A Toulouse, l'image d'une ancienne de *Drag Race* s'est retrouvée sur des tracts anti-LGBT de Reconquête. Les drag-queens sont devenues la bête noire de l'extrême droite. Nicky Doll préfère retenir les messages de tolérance. Si sa voix porte, elle se méfie des justiciers des réseaux sociaux qui lui réclament d'avoir un avis sur tout. «Je ne suis pas une activiste parfaite, moi militantisme, c'est d'abord de médiquer avant de me prononcer.» Une parole un peu trop frileuse pour les plus engagées de la communauté. Le drag a gagné en légitimité, de plus en plus de «reines» vivent de leur art. Nicky Doll encourage à les soutenir, partout où elles se produisent. Et, partisan d'une inclusivité sans limite, pousse les spectateurs à s'y mettre aussi. «Le drag, c'est pour tout le monde !» Un peu plus, et elle inviterait les plus réacs à se joindre à la fête. ♦

Par JULIETTE DEBORDE
Photo EMMA BURLET

JEUDI 30 MAI 2024

Libé

Place aux JEUX artistiques

En parallèle des JO, une vaste programmation d'expositions, spectacles et performances entend rapprocher l'art et le sport à travers toute la France.



L'Olympiade culturelle est réalisée avec les partenaires de Paris 2024 : le ministère de la Culture, la ville de Paris, la ville de Marseille, le département de la Seine-Saint-Denis, la métropole du Grand Paris et la région Île-de-France.

Sport et art d'un même mouvement

De Paris à Tahiti, l'Olympiade culturelle met en lumière les circulations entre deux mondes souvent opposés mais mus par une même passion du geste.

Par **COPÉLIA MAINARDI**

Un corps de paysan musclé, en effort, penché sur du foin pour en faire une botte : à première vue, la sculpture en plâtre de *Le Botteleur*, réalisée par Jacques Perrin en 1886, n'a pas grand-chose à voir avec l'escrime. Au Petit Palais, on peut pourtant voir à ses côtés une vidéo de l'épiste handisport Gaëtan Charlot qui raconte, en tenue, ce qui l'a ému dans cette représentation. Charlot n'est pas le seul : le basketteur Léopold Cavalière a lui aussi été séduit par l'œuvre, y voyant l'illustration de cette quête du geste précis qui anime les athlètes. Dans l'exposition «Le Corps en mouvement», ils sont douze athlètes et para-athlètes («arthlètes», disent-ils) à partager leur regard sur des œuvres allant de l'Antiquité au XX^e siècle. Et expliquer en quel certain ces œuvres résonnent avec leur vie, leur pratique sportive, leurs ambitions.

L'exposition s'inscrit dans l'Olympiade culturelle, un projet qui entend «explorer le lien entre l'art, le sport et les valeurs olympiques» à travers plus de 2000 manifestations déployées sur l'ensemble du territoire, outre-mer compris. Au Mont-Saint-Michel, vendredi, lors de l'étape du relais de la flamme, on pourra ainsi assister à la *Tentation du ciel*, un spectacle de Damien Droin sur le rêve de la conquête céleste porté par des sportifs, musiciens et circassiens. Quelques semaines plus tard, le collectif la Beauté du geste présentera une déambulation d'Aubervilliers à Paris, point final d'un processus au long cours mené avec des habitants de la Seine-Saint-Denis.

De l'autre côté du globe, en Polynésie, le Musée de Tahiti et des îles proposera quant à lui une exposi-

tion sur le surf : «Hôrie, vagues d'hier et d'aujourd'hui». L'objectif, donc : rassembler les mondes artistique et sportif, «souvent présentés comme éloignés l'un de l'autre, voire ennemis, alors qu'ils exercent au contraire l'un sur l'autre une fascination mutuelle», analyse Dominique Hervieu, danseuse, chorégraphe et grande cheffe de l'Olympiade culturelle.

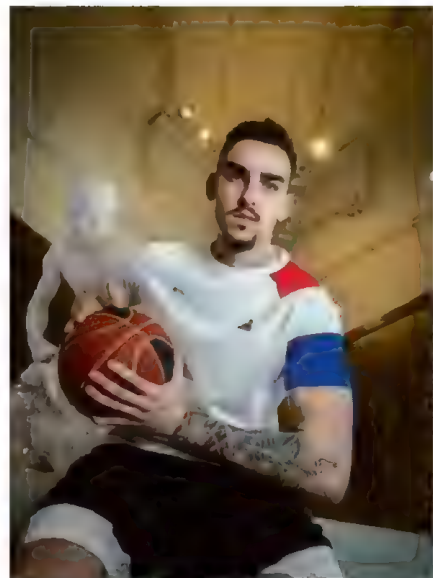
«Corps à l'effort»

Cette passionnée du mouvement sous toutes ses formes sait de quoi elle parle : elle a longtemps hésité entre la carrière de danseuse et celle de gymnaste. «J'aimais cette quête de la perfection du geste, l'incessante répétition, l'exigence qui rassemble sportifs et artistes dans un état proche de l'obsession.» Le chorégraphe et metteur en scène Pierre Rigal réfléchit également à ces rapprochements. «Sportifs et danseurs utilisent leurs corps dans la même intention d'élaborer un mouvement, analyse-t-il. Les premiers le font surtout dans un souci d'efficacité – réceptionner un ballon par exemple – mais le spectateur y trouvera aussi une visée esthétique, de la même manière que dans l'art.» Lui aussi était athlète avant de «basculer» côté danse, et cette an-

née, avec 150 coureurs de différents niveaux, il a monté un *Ballet jogging*, présenté le 10 mai à la scène nationale du ZEF à Marseille. Le 15 juin se tiendra aussi sur le parvis de l'hôtel de ville à Paris le finale de la (Très) Grande Forme, performance lors de laquelle 800 amateurs et professionnels de toutes générations s'amuseront à mettre en tension geste sportif et dansé. En 2010, le spectacle *Boxe Boxe*, du chorégraphe Mourad Merzouki, unissait déjà ce sport de combat à la danse et la musique classique. Cette année, en plus de proposer la «danse des Jeux» (un enchaînement de mouvements simples intégrant des clin d'œil à différents gestes sportifs), il signe la chorégraphie de l'équipe française pour l'épreuve de natation synchronisée. «Un vrai défi, sourit-il. J'ai essayé de sortir autant que possible de l'académique, de chercher quelque chose de viscéral, plus proche de l'ADN du hip-hop, d'un autre rapport à la musique.» Le 8 juin, il organisera d'ailleurs un «Grand Défilé hip-hop» dans la nef du musée d'Orsay. «Le musée induit une autre relation au spectateur, qui n'est pas assis dans un dispositif frontal comme au théâtre, mais se déplace, vit le mouvement autrement, à hauteur du danseur.» Dominique Hervieu confirme : les musées se sont prêtés au jeu de cette Olympiade culturelle. Bien leur en a pris : «Expérimenter un mouvement au cœur de cet écran historique et esthétique permet de confronter de manière concrète l'art patrimonial et la société, le corps contemporain, bien vivant.» Si les sportifs ont toujours en tête le souci de la performance, leur conception des corps a largement évolué ces dernières années, et leur préparation physique s'est complexifiée. «Des clubs ont importé des pratiques venues de la danse pour



Le skateur Vincent Milou, le 17 avril au Petit-Palais.



Le basketteur Léopold Cavalière, le 26 février.

A retrouver sur Libération.fr

Un dispositif art et JO inédit concorde par cinq des plus grosses institutions culturelles françaises, une autre face de l'olympisme au Musée de l'histoire de l'immigration et le portrait du vainqueur tricolore du marathon de 1928 Boughera El Ouafi, passé de l'or à l'oubli.

préparer les corps à l'effort, atteindre une nouvelle justesse dans la motricité ou éviter des blessures», expliquait ainsi à Libération le sociologue Patrick Mignion en septembre. «A première vue plus tourné vers la compétition que le monde artistique, le sport est peut-être finalement plus inclusif, pointe aussi Dominique Hervieu, qui rappelle qu'il

ya plus de para-athlètes que d'artistes en situation de handicap sur scène. Les Jeux paralympiques assument pleinement de mettre au centre ces corps a priori plus vulnérables, mais tout entiers tournés vers le dépassement de soi.»

«Dimension aléatoire»

Autre élément contre-intuitif : l'en-



Le joueur de para-badminton Mathieu Thomas, le 21 mars. PHOTOS LAURENT JULIAND CONTEXTES

jeu dramaturgique, presque plus présent dans le sport que dans l'art. «Le théâtre engage par exemple un déroulé parfaitement maîtrisé, pointe Pierre Rigal. Tandis que si une performance sportive paraît a priori plus futile, elle convoque une dimension aléatoire très puissante. Un match captive les foules alors qu'il ne se passe rien !»

Toutefois, Dominique Hervieu est formelle: le sport n'est pas de l'art, et l'art n'est pas du sport. «La raison d'être du sport, c'est le record, l'exploit, analyse-t-elle. L'histoire de l'art a quant à elle été guidée par l'exigence d'invention, de recherche de sens et d'esprit critique, même si elle intègre la technique et la virtuosité.» Mourad Merzouki, quant à lui,

refuse de se demander de quel côté il se situe. «C'est quand on sort des zones balisées qu'il y a prise de risque et renouvellement, justifie-t-il. J'aime créer dans des espaces inconnus et non maîtrisés: si le geste me plaît, quel qu'il soit, je l'intègre dans mon travail.» Libre ensuite à ce geste de circuler, du vestiaire à la loge, du terrain à la scène. ➤

A Paris, la Philharmonie se prend aux Jeux

Concert Les solistes de l'Ensemble intercontemporain et des élèves de CM2 présentent vendredi une création musicale et dansée, inspirée de quatre disciplines olympiques.

Au rez-de-chaussée de la Philharmonie de Paris, au fond d'une salle de répétition aux parois boisées, un musicien de l'Ensemble intercontemporain fait perler des gouttes d'eau du bout de sa trompette. Au centre de la pièce, portée par le souffle de la flûte et de la clarinette basse, une vingtaine d'enfants étirent leurs bras en avant, comme emportés par un flot imaginaire dans une danse aux allures de crawl.

Depuis un peu plus d'un an et demi, les 18 élèves de la classe de CM2 de l'école élémentaire Cavé (XVIII^e arrondissement de Paris) répètent chaque semaine les chorégraphies imaginées par Martin Grandperret et Aurélie Mouilhade dans le cadre du projet *Du terrain à la scène*, qu'ils porteront vendredi sur les planches de la Philharmonie aux côtés des musiciens de l'Ensemble intercontemporain. Pour ce concert-spectacle, trois compositrices et un compositeur ont imaginé des pièces inspirées de quatre disciplines olympiques: le canoë-kayak slalom, le basketball, le tir à l'arc et le pentathlon (qui regroupe cinq épreuves: la natation, l'escrime, la course à pied et le tir).

Le but de cette création? Mettre en regard geste musical et geste sportif, tout en sensibilisant le jeune public à la musique contemporaine. «Mon ambition était de remplacer la notion de jeu au cœur de la création musicale et corporelle, retrace la compositrice Aline Gorisse, qui a travaillé sur le pentathlon. En musique comme en sport, le jeu est omniprésent, et ce sont ces duels et ces rythmes communs aux gestes des musiciens et des sportifs que je voulais retranscrire.»

Il était moins question pour les compositeurs de livrer des traductions descriptives des sports que de créer des évocations sonores suggérant les états d'âme et de corps qui traversent les artistes et les athlètes. Pour Jawher Matmati, qui a écrit sur le basket, l'idée était de faire cohabiter «le rebond et l'atmosphère même du sport, de la tension du vestiaire avant le match, semblable à celle des loges avant un concert, à la complicité sur le terrain». Ainsi, sa pièce fait entendre le crissement des chaussures sur le parquet et la musique des corps lancés à vive allure. Entre deux chorégraphies, Romy, Elena et Salomé, affalées sur des coussins, racontent les percussions censées dire les battements du cœur d'un sportif, la tension à l'œuvre dans la composition consacrée à l'escrime, et les vagues musicales décrivant l'envol d'un ballon.

«A travers ces créations, les enfants ont découvert de nouveaux modes de jeu, et les sons inouïs que l'on peut obtenir avec des instruments pourtant très communs», se réjouit Jawher Matmati. Car l'enjeu de cette création est double: confronter gestuelle musicale et sportive, mais surtout amener de nouveaux publics à découvrir la musique contemporaine. Le chorégraphe Martin Grandperret résume: «En transformant le geste sportif en musique, et le mouvement musical en geste chorégraphique, l'objectif est d'ouvrir les imaginaires, pour que les enfants se sentent aussi légitimes sur le terrain de foot que sur la scène de la Philharmonie.»

ÉLOÏSE DUVAL

DU TERRAIN À LA SCÈNE A la Philharmonie de Paris (75019) vendredi à 19 heures.

Cycloïde Piazza de Raphaël Zarka, 600 m² dont 400 m² de rampes. PHOTO RAPHAËL ZARKA

Vue sur le gymnase n°1

Le centre Pompidou bientôt occupé par les skateurs

Installation Raphaël Zarka a pensé sa sculpture-skatepark «Cycloïde Piazza», déployée sur le parvis de Beaubourg, comme un amphithéâtre et un anti-monument que chacun peut s'approprier.

Il y tenait : l'emplacement de sa *Cycloïde Piazza* ne doit rien au hasard. En contrebas à droite du centre Pompidou, au pied du bâtiment tubulaire de Rogers et Piano qui fermait bientôt ses portes pour cinq longues années de travaux, c'est historiquement l'emplacement de toutes les sculptures publiques qui ont un temps squatté la place. Du pouce en bronze de 6 mètres de haut, signé César, au *Stabile-Mobile* de 6 tonnes de Calder, en passant par le coup de boule de Zidane immortalisé par Adel Abdelmed... Pour l'artiste Raphaël Zarka, invité à produire l'une de ses sculptures praticables durant les JO, c'est une manière discrète de se raccrocher aux wagons et d'esquiver la méprise : c'est bien en artiste qu'il regarde le skateboard, discipline olympique depuis 2020. Depuis le début des années 2000, d'expositions en expositions et de livres en livres (de la *Conjonction interdite* à la *Chronologie lacunaire* du skateboard en passant par ses photos collectées dans *Riding Modern Art*, tous édités ou réédités aux éditions B42), Raphaël Zarka cherche à démontrer que le skate est

avant tout une affaire de formes. Et a donc tout à voir avec l'art. Formes du repos ou du mouvement, qu'il piste dans les figures des skateurs et la façon dont ils s'approprient l'espace public, y compris les œuvres, installations ou monuments, autant que dans l'histoire de l'art et des sciences, convoquant Galilée et ses études sur la gravité, Roger Caillois et sa typologie des jeux, mais aussi le constructivisme ou l'abstraction.

«Zone de potentiel»

Sur le parvis de Beaubourg, c'est donc tout à la fois une sculpture, un anti-monument et un skatepark qu'il viendra déployer à partir du 22 juin. 600 m², dont 400 m² incluant une rampe, un plan incliné triangulaire et des marches. «Les skateurs street, soit la majorité des skateurs parisiens, ce qu'ils aiment, c'est les angles droits. A Paris, on est moins fort pour les courbes qu'à Marseille par exemple», note en connaissance Raphaël Zarka, qui a également pensé sa sculpture comme un amphithéâtre pour y intégrer un podium, face aux marches. «Ils pourront être investis par un performer». L'idée, dans la même logique de boucle infinie, était bel et bien de créer une «piazza sur la piazza» et de réactiver cette «zone de potentialité» imaginée par les architectes du centre Pompidou.

Mais lorsque nous lui rendons visite dans son atelier du XIII^e arrondissement où, en quasi-entrepreneur, il prépare une série d'impressions sur bois dans la continuité de ses «pein-

tures gnomoniques» (terme savant pour désigner l'art de concevoir les cadrans solaires) et peaufine les plans des immenses cheminées encastrées sur lesquelles il travaille depuis plus de cinq ans, Zarka en revient encore et toujours à des questions d'art. Insistant par exemple sur la place plus importante qu'occupe aujourd'hui la couleur dans son travail, comme en atteste le projet de Beaubourg où s'est mise en place une corrélation entre certaines typologies d'espaces et des codes couleurs : «Tout comme je travaille la géométrie je travaille la couleur, raconte l'artiste. Avant c'était la couleur des matériaux qui me guidait, des nuances de beige en fonction des essences de bois que j'utilisais, le pin, le chêne. Mais j'ai commencé à me sentir à l'étroit.» Son compagnonnage de vingt ans avec le peintre de la couleur et des contre-espaces Christian Huidaka ou son séjour à la Villa Médicis en 2011, dont il est resté définitivement changé, ne sont sans doute pas pour rien dans ce changement de cap.

Erudite décomplexé, navigant dans l'histoire de l'art sans jamais se laisser restreindre par les bornes chronologiques et les écoles, Zarka pense à voix haute et choisit son camp : «Quand Le Corbusier reprend la palette primaire, contrairement à Mondrian par exemple, il part rechercher les couleurs primaires dans la Première Renaissance, sur les fresques, ou plus près de lui chez les cubistes qui réhabilitent ce rapport à la couleur.» Son skatepark, il le doit aussi, dit-il, aux surfaces planes ou cour-

bes de deux artistes longtemps invisibilisées, la constructiviste polonaise Katarzyna Kobro et la Suisse prolifique Sophie Taeuber-Arp.

«Robotisation des figures»

«La ligne droite n'est pas toujours le moyen le plus rapide d'atteindre sa cible», rappelle opportunément Raphaël Zarka. Devise que l'on pourrait aussi bien appliquer aux principes physiques qu'il cherche à éprouver avec la courbe cycloïde qui ponctue sa sculpture skatable, qu'à sa méthode de travail. Et qui lui permet, évoquant la «longue histoire de la sculpture praticable», de sauter du projet de skatepark avorté de Dan Graham dans les années 80, à ceux réalisés par la Sud-Coréenne Koo Jeong-A sur l'île de Vassivière ou à Arles, jusqu'au mur d'escalade de Pierre Székely construit à Evry. Et dans le même élan et avec la même liberté, de donner son avis sur la présence du skateboard aux JO : «Le skate s'est développé contre les pratiques réglées. Pas de club, pas d'horaires. Mais aussi pas de profs, pas de coach», rappelle Zarka qui regrette la «robotisation des figures alors que les grands skateurs sont parfois ceux qui font des coups d'éclat sans pouvoir reproduire le geste». Surtout, alors que la capitale est si peu dotée en skateparks bétonnés, elle ne bénéficiera pas au sortir des JO d'un retour sur investissement comme d'autres disciplines. «Il y a un grand complexe de skate à Chelles par exemple, mais évidemment les JO ne voulaient pas organiser de compétition en banlieue mais au cœur de Paris, place de la Concorde, car les épreuves de skate sont très attendues», analyse Zarka. Résultat : «On ne construit que des infrastructures provisoires et on ne gagnera donc aucun complexe de qualité.»

CLAIRE MOULÈNE

CYCLOÏDE PIAZZA de RAPHAËL ZARKA
A partir du 22 juin devant le centre Pompidou (75004).



de Yoyogi, dessiné par Kenzō Tange pour les Jeux de 1964. PHOTO YASUHIRO ISHIMOTO

JO de Tokyo : deux architectes dans la courbe des grands

Exposition A Paris, la Maison de la culture du Japon honore Kenzō Tange et Kengo Kuma à travers deux de leurs réalisations pour les olympiades de 1964 et 2020 : le gymnase de Yoyogi et le stade olympique national.

Théâtre de performances sportives, les Jeux olympiques sont aussi le lieu de gestes architecturaux. A ce titre, l'Olympiade parisienne fait un peu figure d'exception, puisqu'elle est sobre en réalisations nouvelles (c'est une bonne chose) et que celles-ci (l'Arena porte de la Chapelle, le centre aquatique et le village des athlètes) ne brillent pas par leur audace formelle. Aux amateurs d'architecture sportive frustrés, la Maison de la culture du Japon à Paris offre un peu de réconfort. Elle propose jusqu'à la fin du mois de juin une exposition gratuite, pensée comme un dialogue entre deux monuments des olympiades tokyoïtes (1964 et 2020), reportée en 2021 pour cause de Covid) et leurs architectes respectifs.

Il y a d'abord le gymnase olympique de Yoyogi, œuvre de la figure du modernisme japonais Kenzō Tange : deux grands coquillages de béton s'élevant vers le ciel, où se dérouleront les épreuves de natation et de basket en 1964. Une réalisation frappante à laquelle le second architecte honoré par l'exposition doit sa vocation. « Je me souviens très clairement de cette journée [où] mon père m'emmena voir les compétitions de natation qui avaient lieu dans le gymnase de Yoyogi », raconte Kengo Kuma dans le catalogue. De la gare de Shibuya, on apercevait au loin une architecture aux formes étranges. [...] Le gymnase de Yoyogi s'élevait tel un éclair fulgurant. Jamais je n'avais vu un espace pareil ni fait l'expérience d'une telle lumière. [...] Ce jour-là, du haut de mes 10 ans, je décidai de devenir architecte. »

«Délicatesse»

Tel un relayeur de 4 x 100 m, Kuma saisis le témoin de Tange pour réaliser, cinquante ans plus tard, le stade olympique national, écrin de la cérémonie d'ouverture et des épreuves d'athlétisme devant un public clairsemé et masqué, pandémie oblige. L'édifice fut imaginé presque en opposition au gymnase de Yoyogi : à la verticalité triomphante du Nouveau

Tokyo renaissant des ruines de la guerre répondrait une horizontalité apaisée nécessaire au Japon de 2020. « Le Japon étant l'un des pays où la baisse de la natalité et le vieillissement de la population progressent le plus vite au monde tandis que guette la faillite financière, il n'est plus besoin de ce genre d'architecture, proclame Kengo Kuma. Au contraire, ce dont on a besoin, c'est d'une architecture petite et douce capable de protéger avec délicatesse des personnes qui, n'étant plus jeunes, sont sans vigueur et à bout de forces à cause du stress et des épidémies. » Soit un stade « horizontal et bas pour se fondre dans l'environnement », comme le décrit Saikaku Toyokawa, commissaire de l'exposition et professeur à l'université de Chiba, qui souligne aussi l'utilisation du bois pour répondre au béton et des « avant-toits qui offrent de l'ombre et laissent passer le vent ». Il invite aussi à contempler, sur une maquette en coupe, la légère courbure du toit de l'arène, subtile variation qui œuvre à la délicatesse de l'ouvrage. Le zen dans un stade de 80 000 places. Une autre maquette, pièce la plus impressionnante de l'exposition, figure les deux ouvrages dans leur environnement urbain : on est moins étonné par les gratte-ciel que par la

grande forêt du sanctuaire Meiji qui sépare les enceintes.

Lignes sublimes

Mais le saisissement vient surtout des photographies. Celles du gymnase Yoyogi sont de Yasuhiro Ishimoto, qui a accompagné Tange dans de nombreux projets. Celles du stade national sont signées Mikiya Takimoto, grand nom de la photographie japonaise, qui a travaillé sur plusieurs films de Hirokazu Kore-eda. Tous les clichés sont en noir et blanc, images épurées pour sublimer les lignes de leurs sujets.

On ressort évidemment de là avec l'envie d'aller voir les deux monuments sur place. A défaut, on peut toujours aller contempler les œuvres françaises des deux architectes : le Grand Ecran de la place d'Italie pour Tange, le nouveau musée Albert-Kahn à Boulogne-Billancourt et, bientôt, la gare du Grand Paris Express Saint-Denis Pleyel et la galerie de la cathédrale d'Angers pour Kuma. Ça coûte moins cher qu'un vol pour Tokyo et le bilan carbone est meilleur.

LOUIS MOULIN

KENZŌ TANGE-KENGO KUMA
A la Maison de la culture du Japon (75015) jusqu'au 29 juin.

Au Louvre, qu'est-ce qu'on se fait suer !

J'ai testé pour vous Tout au long du mois de mai étaient organisées des visites sportives du musée. L'occasion d'y sauter, courir, crier... bref, tout ce qui est d'ordinaire interdit. Mais aussi de profiter d'un face à face privilégié avec les œuvres.

On plaint la *Vénus de Milo*, ce n'est pas un scoop. Pas de bras, la tuile hein. Mais en ce matin de mai, on comptait pour de vrai : ne pas pouvoir se secouer de tous ses membres (zygomatiques inclus) à l'invitation du coach Salim Bagayoko dont l'énergie déborde de la salle des Cariatides voisine, c'est sacrément rude. Parce que oui, on a dansé, couru, chanté, crié au Louvre. Tout ce qui est absolument interdit dans un musée sous peine de se faire virer était, en mai, au programme d'une « visite sportive » commandée au

chorégraphe Mehdi Kerkouch par la direction de l'institution, bien décidée à coller à cet été olympique. Des siècles de chuchotements et puis : Michael Jackson en sursaturé, le jogging à petites foulées entre les statues – on ne traverse aucune salle de peinture, la sueur est persona non grata –, cris et applaudissements en rafale dignes de la fin d'un cours de CrossFit. Découvrir le Louvre à l'aube sans visiteur est déjà un sacré privilège. Mais ce face à face entre objets inanimés et corps en mouvement confine parfois au magique, modifiant perspective (il est conseillé de s'approcher tout près des œuvres) et perception. Quelle était la probabilité pour que la Jamaïque et la Mésopotamie se croisent, faisant découvrir sous un tout autre jour les Lamassus, ces majestueux taureaux ailés sculptés du VIII^e siècle avant J.-C. qui veillent sur la cour Khorsabad ? Au cœur de cette ronde d'albâtre hiératique, on enchaîne les déhanchés caribéens de dancehall. Et ça fonctionne et tout le monde en redemande.

« Profitez de ce moment unique », philosophe pourtant le cheerleader en chef, Jérémie. Carpe diem, traduirait in petto l'habitué lettré des lieux. « Right here, right now », résume Fatboy Slim, dont l'hymne planétaire ambience une séance de tortu... euh, cardio – squats, burpees et walking lunges (ceux qui savent, savent... et pleurent) – le long des murs de l'enceinte Charles V. Inspire, expire, yoga et chien tête en bas dans la cour Marly pour boucler la boucle : « Restez les yeux grands ouverts pour une fois, fixez une statue, c'est votre attitude aujourd'hui. Une statue du Louvre, mais à vous. » Il est 9 heures, des hordes de Japonais et d'Américains envahissent l'espace. Les escaliers du métro achèvent nos cuisses en fin de c'est l'épiphanie : la *Vénus de Milo*, elle au moins, n'aura pas de courbatures demain.

LAURE BRETTON

Tatiana-Mosio Bongonga, fil good

Contact La funambule marchera, le 8 juin sur une corde de 200 mètres à 20 mètres de hauteur entre les Jardins de l'écluse d'Aubervilliers et le Stade de France. Une performance qui, loin d'être solitaire, inclut riverains, bénévoles et musiciens.

Quand Tatiana-Mosio Bongonga parle de sa discipline, le funambulisme, c'est toujours pour la déconstruire. Fini, le mythe de l'artiste-performeur solitaire à la merci d'un coup de vent. Terminée, cette métaphore de la solitude absolue, d'une traversée qui ne se ferait que par la seule force de la volonté et de la ténacité. «Même si le fil, c'est particulièrement déconcentrant, il faut sortir de cette idée», affirme Tatiana-Mosio Bongonga qui, à 40 ans, s'entraîne à cette discipline depuis ses 8 ans. Certes, c'est très haut, loin des spectateurs, avec l'impression d'une grande prouesse, mais ce qui m'intéresse, c'est de remettre cet extraordinaire en bas. Le fil, pour moi, ce n'est rien d'autre qu'un sol, en plus haut et en plus fin. Surtout, elle veut y intégrer les autres. Mais comment faire participer la foule à une performance en apparence si solitaire ? Comment faire corps, au sens propre, avec cet autre si fragile, et qui marche tout là-haut, dans les nuages ?

Avec son technicien Jan Naets et la chorégraphe Anna Rodriguez, le trio a imaginé un spectacle participatif, appelé *Lignes ouvertes*, qui se déroulera le soir du 8 juin entre les Jardins de l'écluse, à Aubervilliers, et le Stade de France, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). A plus de 20 mètres de haut, sur une distance de 200 mètres, Tatiana-Mosio Bongonga s'élancera pendant plus d'une heure sur un mince fil qui enjambe le canal Saint-Denis. «C'est ce qui se passe avant et pendant la traversée qui est le plus important», insiste-t-elle. Dans les jours qui précéderont le spectacle, on se sera installés dans le parc juste en bas. On s'implante d'abord dans le quartier en donnant des ateliers funambule, des ateliers «grimp» [escalade, grimper dans les arbres, les parois, les immeubles, ndr]. On aime installer un fil d'entraînement extérieur, les habitants voient ce qui se passe, et on a tout le matériel dans le camion pour les enfants qui, la plupart du temps, veulent tout de suite essayer. Sur cette foule de curieux, une cinquantaine de volontaires, appelés «cavalettistes», du nom des ficelles tendues de part et d'autre de la funambule, seront sollicités pour la suivre le soir du spectacle. «S'ils ne nous aident pas, rien ne se passe», affirme-t-elle.

Comme l'explique Jan Naets, ces volontaires vont maintenir la stabilité du fil latéralement tous les 8 mètres; on appelle ces câbles les «cavaletti». Ils servent à maintenir la tension dans une corde reliée au fil de marche. La foule devient donc responsable de la sécurité et du bon déroulement du spectacle. «Quand on est cavalettiste, on entre dans un autre état, poursuit Tatiana-Mosio Bongonga. Quand la corde est reliée au fil, on ressent le pas glisser... Les cavalettistes sentent le vent, les vibrations, tout ce qui bouge. Si quelqu'un dans l'ensemble est un peu fragile, d'autres peuvent compenser. C'est une façon de diffuser la responsabilité.» D'autres performeurs ont relié avant elle des institutions, mais sans l'aide du public. «Ce que l'on cherche, c'est entrer en contact avec les spectateurs. Pas ajouter un défi de plus à tout ce qui se fait déjà dans le domaine», ajoute l'artiste funambule. En plus des ateliers et des cavalettistes, les musiciens du spectacle (une chanteuse, un guitariste et un saxophoniste) iront à la rencontre des musiciens du Conservatoire de musique de Saint-Denis afin d'y intégrer des musiciens et des choristes locaux. Une vraie histoire de lignes ouvertes, qui accueillent et rassemblent, plutôt qu'une convergence vers un point unique, où tous frémissent pour un seul.

MARIE-ÈVE LACASSE

LIGNES OUVERTES le 8 juin de 17 h 30 à 18 h 30, avenue du Stade de France (entre Aubervilliers et Saint-Denis).

Le sport est un art et l'art est un sport: voilà l'évidence qui saute aux yeux à Marseille. Se la jouant collectif à l'occasion des Jeux olympiques, trois musées marseillais font équipe - le Fonds régional d'art contemporain (Frac Sud), le Musée des civilisations d'Europe et de la Méditerranée (Mucem) et le Musée d'art contemporain (MAC) - pour

une réjouissante expo commune, intitulée «Des exploits, des chefs-d'œuvre». Force est de constater que les artistes rivalisent pour être sur le podium, lorsqu'ils partagent leur amour du sport. Car l'art n'est pas exempt de compétition comme le souligne la photographe Elina Brotherus sur ses images au Frac: arrivée deuxième lors d'une course à pied, la photographe fait la

gueule, ne masquant pas sa déception...

Saturer le musée

Surf, golf, boxe, basket, catch, tennis, football, les plasticiens sortent à Marseille le grand jeu, dans un parcours aussi plaisant qu'un bon match. «L'exposition elle-même est une véritable performance, on expérimente l'espace», abonde le

commissaire Jean-Marc Huitorel, spécialiste des liens entre art et sport et passionné par son sujet, à l'articulation des arts populaires et des arts savants. «Puisque le sport sature la société, l'idée est de saturer le musée d'œuvres.»

Dans les grands espaces vitrés du Frac, les pièces monumentales, véritables tours de force, en mettent plein la vue. Comme ce superbe filet de tennis à taille réelle en cyanotype (Jeremy John Kaplan), cette tapisserie géante un peu froissée qui représente des stars américaines du basket (Noel W. Anderson) ou ces désopilants supports en métal, sculptures qui permettent à Taro Izumi de s'asseoir pour reproduire pépère les gestes spectaculaires du football, comme le retourné acrobatique du buteur. L'artiste s'est inspiré des photographies prises à la milliseconde pour créer ses structures absurdes.

Mais quand les artistes touchent au sport, c'est souvent pour en livrer une vision moins potache, voire critique: Estelle Hanania photographie avec élégance un catcheur travesti qui lutte contre les préjugés sexistes au Mexique, Louka Anagryos dénonce l'homophobie avec *Leatherboys*, des sculptures clinquantes de motards casqués qui se font des câlins et, avec *Materazzi*, Bianca Argimón critique la virilité extrême du foot en présentant un baby-foot dont les petits joueurs gisent sur le terrain.

Invités à réaliser des œuvres, les élèves de l'Ecole supérieure d'art d'Aix-en-Provence frappent juste avec des opércules dorés de yaourts qu'ils transforment en médailles. Sur ces récompenses de fortune, alignées aux murs comme des trophées, des slogans - prélevés dans la presse - prennent leurs distances avec les JO («avalanche de béton», «la fête du fric», «le capitalisme défète», «touche mes muscles...»). Levez le nez, il y a des ballons perchés, comme dans ●●●

«Des exploits, des chefs-d'œuvre»: à Marseille, en état de match

Collectif Les trois volets de l'expo déployée au Frac, au Mucem et au MAC s'apprécient comme une rencontre sportive au sommet.



On the Edge of the Universe de Mariam Abouzid Souali.

PHOTO ADAGP PARIS. G. COPT/ETEDITIONS DILECTA

Surf, golf, boxe, basket, catch, tennis, football, les plasticiens sortent à Marseille le grand jeu, dans un parcours aussi plaisant qu'un bon match.

●●● tout terrain sportif qui se respecte.

Au MAC, place aux œuvres de format plus modeste, en deux dimensions, la peinture donc et la photographie... Dans un accrochage sage, il est amusant de constater à quel point le sport est un espace d'exploration pour les peintres. «*Je me suis servi du sport pour poser des questions à la peinture*», avance le commissaire Jean-Marc Huitorel. Des terrains aux articles de sport, des athlètes eux-mêmes à la géopolitique, les artistes scrutent les motifs, les lignes, les figures géométriques, les corps en mouvement, les attitudes, les positions... Ils en captent le flou, le bougé, le net, le précis et bien sûr les couleurs, souvent franches et alléchantes.

Savon d'Alep et ballon en bois

Comment ne pas être séduit pas les chattes surfeuses d'Alains Séchas, les gymnastes d'aérobic de Nina Childress, la perchiste élastique de Guillaume Pinard, le lanceur de poids dessiné au savon d'Alep sur panneau en plâtre de Jérémie Setton ou les lignes obsessionnelles des terrains de Christian Babou? Dans une salle pour lui tout seul, Julien Beneyton déploie sa fascination pour le boxeur Jean-Marc Mormeck à travers 140 pièces. «*Heureusement pour moi, Mormeck a décliné le vrai combat que je lui proposais...*» rapporte le peintre calmé qui a transformé son envie d'en découper en musée hagiographique.

Au Mucem, ce sont les objets du sport qui occupent la piste, mélangés aux objets d'art. Couvertures de journaux, chaussures à crampons, ballon signé par Zizou, ballon de Pelé, ballon cube de Fabrice Hybert, ballon en bois de Barthélémy Togu, gants de Mohamed Ali. Skate de Bruno Peinado, skate de Tony Hawk... Dans un méli-mélo de coupes, de médailles, de reliques, de sculptures, c'est bien la fête du sport et de l'art. A moins que ce ne soit celle du sport et de l'art?

CLÉMENTINE MERCIER
Envoyée spéciale à Marseille

DES EXPLOITS, DES CHEFS-D'ŒUVRE
à Marseille. «*L'Heure de gloire*» au Frac Sud jusqu'au 22 décembre, «*Trophées et reliques*» au Mucem et «*Tableaux d'une exposition*» au MAC jusqu'au 8 septembre.

Arnaud Assoumani, maître à danser



Le champion paralympique et danseur Arnaud Assoumani, à Paris le 7 mai.

Partage Le champion paralympique, avec le chorégraphe Mourad Bouayad, réunit athlètes, danseurs professionnels et quidams, qu'ils soient en situation de handicap ou valides, pour un éloge de la différence.

Ce jour de début mai où on le rencontre, il est diminué, le dos en vrac. Arnaud Assoumani, quintuple médaillé paralympique et double champion du monde, grand gars hypervélocé et aérien qui électrise le saut en longueur et le triple saut, peine à plier et déplier son 1m85. On cogite. Sciatique? Lom-

balgie? Déchirure? Lui, rebondit déjà: «*Ça va, j'ai le dos bloqué mais je me sens bien*». Assoumani, 38 ans, doit partir le surlendemain aux championnats du monde de parathlétisme de Kobe (Japon). «*Là, je ne suis pas du tout au point mais de toute façon, l'objectif, c'est être au top le 3 septembre au Stade de France*, jour de la finale du saut en longueur aux Jeux paralympiques.

«Trouver son équilibre»

La blessure? «*Ça fait partie du sport de haut niveau, j'en ai eu lors de 85% de ma carrière*». Il enchaîne sur l'intérêt de la prévention, qui passe notamment par la préparation mentale, la gestion du stress, des émotions. Il est question, entre autres, de neurofeedback, procédé qui

visait l'amélioration de la santé et des performances par la gestion des ondes cérébrales, ou d'Omegawave, outil qui informe aussi bien sur l'activité du système nerveux central que celle du système cardiaque. «*L'important, c'est de bien se connaître et d'avoir conscience de ses limites. Ça permet de trouver son équilibre, sachant que la base du bien-être, c'est bien manger, bien dormir, avoir de bonnes relations sociales et pouvoir s'exprimer, avec ce qu'on veut. Ça peut être avec le sport comme avec l'écriture, la parole, la musique...* Ce qu'on veut.» Dans le petit hôtel du X^e arrondissement parisien où il a ses habitudes quand les sollicitations, notamment médiatiques, l'éloignent de Montpellier où il vit, le natif d'Orsay

continue comme ça, tout du long. Les 50 minutes filent au rythme de son débit continu, argumenté, vertébré, solide sur ses appuis. A l'évidence bien entraîné par un engagement au long cours pour l'acceptation de la différence qui le fait multiplier les projets associatifs, sportifs, culturels et éducatifs. L'athlète né sans avant-bras gauche rappelle que «*le handicap est le premier facteur de discrimination pour la septième année consécutive*», que 12 millions de Français sont concernées, pointe qu'*«on est tous et toutes en situation de handicap à différents moments mais on n'a pas envie d'être associé à ça»*, assume un côté lobbyiste tous azimuts du vivre-ensemble. En ces temps de JO, ça donne entre autres une montée des marches au Festival de Cannes le 21 mai, sa candidature pour être porte-drapeau et A l'unisson.

Cool et solaire

Assoumani a lancé ce spectacle avec le danseur et chorégraphe de danse contemporaine Mourad Bouayad. Présentée les 21, 22 et 23 juillet à l'Olympia, à raison de deux représentations de 4*15 minutes par jour, l'affaire va mêler une quarantaine de protagonistes, athlètes, danseurs, mais aussi quidams, les uns et les autres étant en situation de handicap ou dits «valides». Assoumani sera de la première séquence: «*Je ne sais pas vraiment danser, je n'ai jamais pris de cours et je ne sors pas beaucoup, mais j'adore ça, tous les types de danse... Danser, c'est un défouloir, un exutoire et un moment de partage*». Le côté dreadlocks, cool, solaire, suggère un hédoniste complètement apte à l'impro dont est adepte Mourad Bouayad. Il y a sans doute de ça, mais le champion analyse aussi sec: «*L'intéressant, c'est le lâcher prise, le fait d'être capable de se détacher de l'enjeu, comme quand on entre sur la piste d'athlétisme*». A l'unisson carburera à l'expérimentation, chaque protagoniste ayant le choix de suivre sa chorégraphie ou d'adopter celle d'un autre.

Comme souvent, il évoque le concept de liminalité énoncé par Robert Murphy, anthropologue américain qu'une maladie a progressivement paralysé. Assoumani résume: «*La liminalité, c'est cet entre-deux dans lequel se trouvent les personnes en situation de handicap: ni complètement exclues, ni complètement incluses, elles restent sur le seuil de la société. La solution, c'est la rencontre, inviter l'autre à s'asseoir à la table*». Lui s'y est invité spontanément, par le sport, dès l'enfance. Respectivement adeptes du basket et du volley, ses parents, consultant en agronomie et préparatrice en labo, l'ont initié à la natation mais pas poussé à la performance, dit-il. Vu la vitalité qu'il dégage, on croit sans problème à un sens ontologique de la cadence – et pourquoi pas de la danse.

SABRINA CHAMPENOIS
Photo ROBERTO FRANKENBERG

A L'UNISSON
A l'Olympia (75009) les 21, 22 et 23 juillet.



L'artiste d'origine russe Marie Vassiliev au bal olympique de 1924, à Paris. PHOTO ARCHIVES CLAUDE BERNES

Au bal olympique de 1924, «même le caleçon de bain est autorisé»

Rétro Il y a cent ans, Paris accueillait déjà les Jeux. Qu'en disait la presse de l'époque ? Elle appréciait l'initiative de l'Union des artistes russes à Paris d'organiser une fête mémorable, que le musée d'Orsay a décidé de reproduire le 22 juin.

Yeut-il, ce 12 juillet 1924, des survivants du bal olympique de la veille suffisamment vaillants pour braver la canicule et s'en aller au stade olympique de Colombes voir l'Australien Nick Winter battre le record du monde du triple saut (15,525 m), applaudir l'Américain Harold Osborn qui s'imposa dans le décathlon et s'ébaufrir devant les «Finlandais volants» s'affranchissant comme qui rigole de la chaleur pour dominer les épreuves de cross des JO de Paris ?

Prouesse technique

Si c'est le cas, bravo à eux, car on dansa jusqu'à l'aube à l'occasion de cette fiesta organisée à la taverne de l'Olympia par l'Union des artistes russes à Paris, parmi lesquels les peintres Marie Vassiliev, David Widhoff, Serge Fotinsky... Le tout décliné sur un programme illustré, entre autres, par Picasso. C'est avec une reproduction de cette fête mémorable que le musée d'Orsay a décidé de clore l'Olympiade culturelle dans ses murs, le 22 juin, avec l'Umlaut Big Band, orchestre spécialiste du jazz des Années folles. Dans son édition du 11 juillet 1924, le quotidien *Comœdia* dévoile le programme du premier bal olympique de

l'histoire des JO : «La fête ne commencera pas avant minuit, mais semble devoir se prolonger fort avant dans la nuit, car le programme est aussi copieux que varié. Des danses inédites seront exécutées par MM. Jean Börlin, Inge Friis, Eric Viber et Thamara Svirskaya, Liza, Codrino, Khokhlova. Le peintre Foujita présentera un numéro de sports japonais et M^{me} Sasonoff Stänimsky un théâtre de marionnettes de Petrograd. Larionov a imaginé un système de projections fantastiques. Goncharova a dessiné des costumes. La plupart des peintres les plus modernes ont prêté leur concours à cette fête dont le succès est à peu près certain. » Le dress code ? Olympique bien sûr. «Il est recommandé de venir en tenue de sport, prévient le journal. On n'aura d'ailleurs que l'embarras du choix puisque même le caleçon de bain est autorisé.»

Prouesse technique soulignée par l'intransigent du 10 juillet, l'Olympia sera «décoré en une heure par 50 artistes parmi lesquels Marie Vassiliev, Barthe, Larionov, Granovski, Berlino». Deux jours plus tôt, l'Événement informait même que «le public [était] invité à apporter des éléments de décor. Voilà au moins une idée originale». Réussite assurée prédit le quotidien : «Nul doute que cette manifestation d'art ultramoderne n'obtienne le même succès que le bal Banal [déjà organisé par l'Union des artistes russes, ndr], dont le souvenir reste vivace dans l'esprit de ceux qui eurent la bonne fortune d'y assister.»

Assurément, on s'éclata ce soir-là à l'Olympia et jusqu'à tôt le lendemain matin comme le raconte, amusé, *Comœdia* dans son édition du 13 juillet : «Tous les assistants pou-

vaient s'imaginer être des dieux ou pour le moins des demi-dieux. Beaucoup avaient d'ailleurs revêtu (c'est plutôt dévêtu qu'il faudrait dire) des costumes qui devaient leur donner l'air de ces personnages allégoriques si utiles à la décoration des timbres-poste, médailles, billets de banque, diplômes et autres œuvres d'art officielles et gouvernementales. Seulement, comme c'étaient les habitants du mont Parnasse qui s'étaient ainsi travestis, il y avait beaucoup plus de fantaisie, d'originalité, d'imprévu qu'on n'est accoutumé d'en trouver chez les doctes pontifes du mont Olympe.»

«Danse du homard»

Le journal poursuit son récit en vantant «les muses, bacchantes et autres féminines beautés» venues «assez peu habillées» elles aussi. Et puis, «vers 2 heures du matin, Neptune était très copieusement représenté; il y avait presque autant de personnages en caleçon de bain que dimanche dernier à Deauville. C'est évidemment la tenue qui convenait le mieux à la température», note le canard, avant de raconter «les attractions dont le clou consistait en une danse du homard avec M. Jean Börlin et de constater qu'il «faisait grand feu lorsque les derniers adeptes de Terpsichore [la muse de la danse] hélèrent les premiers taxis». A cette heure matutinale, les Finlandais volants quittaient, eux, les bras de Morphée en espérant se jeter dans ceux de Niké.

GILLES DHIERS

BAL OLYMPIQUE 1924-2024
avec Umlaut Big Band. Le 22 juin à 19 heures au musée d'Orsay (Paris 75007).

LA SÉLECTION LIBÉ

Street Art Avenue

Plaine commune
Depuis fin mars
Lieux : canal Saint-Denis, Saint-Denis, Aubervilliers, Paris.
(Arts visuels)

Concerto pour une violoniste bavaroise et un vidéoprojecteur

Festival de Saint-Denis
Le 2 juin
Lieu : Maison d'éducation de la légion d'honneur de Saint-Denis.
(Musique)

Lignes ouvertes/Fratellini

Circus Tour
Académie Fratellini
Le 8 juin
Lieu : Stade de France.
(Cirque et arts de la rue)

Drumming XXL

Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, École des sables et P.A.R.T.S
Du 5 au 9 juin
Lieu : Maison de la culture de Bobigny (du 5 au 8 juin) et parvis de la Grande Halle de la Villette (9 juin).
(Danse)

Stadium
Du 21 au 23 juin
Théâtre Sarah-Bernhardt (Théâtre et musique)

On ne va pas se défilier ! Parade urbaine des jeunes

Collectif la Beauté du geste
Le 23 juin
Lieu : trajet du Stade André-Karman d'Aubervilliers jusqu'à la place de l'hôtel de ville de Pantin, final festif place de la Pointe à Pantin.
(Cirque, arts de la rue, musique et danse)

Crowd Out

Opéra national de Paris
Le 1^{er} juillet
Lieu : Opéra Bastille.
(Musique)

Les Jeux au Collège de France

Jusqu'au 4 juillet
Lieu : Collège de France.
(Littérature et débat d'idées)

Festival Paris l'été

Du 3 au 16 juillet
Lieux : Lycée Jacques-Decour et auditorium de la Maison de la radio.
(Danse)

Möbius Morphosis

Chaillot-Théâtre national de la danse
Du 2 au 18 juillet
Lieux : Lyon (2 et 3 juillet),

Annecy (9 juillet), Paris (du 16 au 18 juillet).
(Cirque, danse et musique)

Olympisme, une histoire du monde

Jusqu'au 8 septembre
Lieu : Palais de la Porte Dorée.
(Exposition)

Tour d'orchestre(s) à bicyclette

Jusqu'au 7 juillet
Les représentations de Dylan Corlay, musicien et chef d'orchestre, avec l'Orchestre national d'Ile-de-France et les Orchestres régionaux.
Lieux : Toulouse, Montpellier, Nice.
(Musique)

Archifolies 2024.

La rencontre inédite de l'architecture et du sport

ENSA, Etablissement public du parc et de la Grande Halle de la Villette
Jusqu'au 9 septembre
Lieu : la Villette.
(Architecture et patrimoine)

La Métropolitaine

Métropole du Grand Paris et association Tram
Jusqu'au 15 septembre
Lieux : Sèvres, Nanterre, Meudon, Noisy-le-Sec, Montreuil, Clichy-sous-Bois, Paris, Saint-Ouen, Ivry-sur-Seine, Vitry-sur-Seine, Nogent-sur-Marne, Gentilly.
(Arts visuels et numériques)

Exposition autour de la pratique du skateboard

Jusqu'au 22 septembre
Lieu : Musée régional d'art contemporain Occitanie à Sérignan.
(Exposition)

Rencontres de la photographie d'Arles

Du 1^{er} juillet au 29 septembre
(Photographie)

BreakDO

Touka Danses Guyane
Du 1^{er} juin au 19 novembre
Lieux : Marseille (1^{er} juin), Creil (12 juin), Roubaix (du 13 au 23 juin), (8 et 9 juin), Echirrolles (14 novembre) et Salanches (19 novembre).
(Danse)

Les Jeux de Raymond Depardon

Du 15 juin au 5 janvier
Lieu : Frac Bretagne à Rennes.
(Photographie)



Scannez le QR Code pour accéder à l'intégralité du programme de l'Olympiade culturelle Paris 2024.